

III. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR MESURE

1) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES IMPORTATIONS

i) Procédures douanières

1. Le Bureau des douanes et de la protection des frontières (CBP) des États-Unis, qui fait partie du Département de la sécurité intérieure, est chargé des questions relatives aux douanes et à l'importation, et de l'application effective de la législation commerciale du pays. Depuis 1993, avec la mise en œuvre de la Loi sur la modernisation des douanes, le CBP et les importateurs partagent de plus en plus la responsabilité de l'application de la réglementation douanière.¹ Suivant cette approche du "respect des dispositions en connaissance de cause", qui implique la responsabilité partagée du CBP et des importateurs, ces derniers sont censés faire preuve d'une "diligence raisonnable" dans leurs opérations d'importation, s'agissant notamment de classer et d'évaluer les marchandises et d'en déterminer l'origine afin que le CBP puisse appliquer les règles d'importation nécessaires, fixer les taux de droits et réunir des statistiques. Le CBP met également une grande quantité d'informations à la disposition des importateurs par le biais de ses publications concernant le respect des dispositions en connaissance de cause et de diverses décisions.

2. Outre les questions fondamentales pour l'importation que sont la classification, l'évaluation, l'origine et le marquage, le CBP est chargé de plusieurs initiatives destinées à faciliter les échanges, mieux sécuriser les frontières des États-Unis et faire appliquer les lois et les règlements du pays. On citera à cet égard:

Le Partenariat douanes-entreprises contre le terrorisme (C-TPAT), qui est un partenariat public-privé volontaire organisé en liaison avec plus de 10 000 partenaires afin d'élaborer et d'adopter des mesures visant à améliorer la sécurité sans pour autant entraver le commerce. Outre les importateurs, le programme vise les transporteurs, les courtiers, les groupeurs et certains fabricants qui conviennent d'agir de manière à protéger la chaîne d'approvisionnement et à mettre en œuvre des mesures de sécurité et des pratiques optimales. Le C-TPAT œuvre en faveur de la signature d'accords de reconnaissance mutuelle avec un certain nombre de gouvernements étrangers afin de relier globalement les partenariats industriels internationaux.² Plus de 50% des importations des États-Unis sont visées par ce partenariat.³

L'Environnement commercial automatisé (ACE), qui est un système électronique commercial de traitement des échanges en cours d'élaboration pour faciliter les échanges tout en renforçant la sécurité aux frontières. L'ACE offrira un portail/point d'accès centralisé unique permettant à la communauté commerciale de communiquer avec le CBP. Il est actuellement mis en œuvre progressivement et inclut déjà des dispositions pour la gestion des comptes individuels, les fonctions de paiements périodiques, les manifestes électroniques, le dépôt des documents récapitulatifs d'importation et le partage des données commerciales. Plus de 17 000 comptes ACE étaient en place en 2011.⁴

¹ Public Law No. 103-182.

² Des accords de reconnaissance mutuelle (non contraignants) ont été conclus avec la Nouvelle-Zélande, le Canada, la République de Corée, le Japon, la Jordanie et l'Union européenne.

³ Renseignements en ligne du CBP, "C-TPAT: Program Overview". Adresse consultée: "http://www.cbp.gov/linkhandler/cgov/trade/cargo_security/ctpat/ctpat_program_information/what_is_ctpat/ctpat_overview.ctt/ctpat_overview.pdf".

⁴ Renseignements en ligne du CBP, "ACE at a Glance Fact Sheet". Adresse consultée: "http://www.cbp.gov/xp/cgov/newsroom/fact_sheets/trade/ace_factsheets/ace_glance_sheet.xml".

L'Initiative pour la sécurité des conteneurs (CSI), qui a été lancée au lendemain des attentats terroristes du 11 septembre pour parer à la menace que constitue pour la sécurité aux frontières l'utilisation des expéditions par conteneurs maritimes. Alors que plus de 11 millions de conteneurs de fret entrent dans les ports des États-Unis chaque année, le CBP a mis au point une procédure d'examen préalable pour évaluer les risques et, si nécessaire, les conteneurs sont inspectés à l'étranger avant d'être expédiés aux États-Unis. La CSI est maintenant en place dans 58 ports dans le monde et permet d'examiner au préalable plus de 80% du fret transporté dans des conteneurs maritimes vers les États-Unis.⁵

L'Initiative pour la sécurité du transport des marchandises (SFI), qui a été lancée par suite de l'adoption de la Loi sur la sécurité et la responsabilité de chaque port pour évaluer la faisabilité de la prescription imposant de soumettre à un contrôle par scanner 100% des conteneurs maritimes de marchandises.⁶ La Loi sur la sécurité portuaire, telle que modifiée, rend obligatoire ce type de contrôle pour 100% des conteneurs maritimes expédiés aux États-Unis avant le 1^{er} juillet 2012. Le 2 mai 2012, conformément à cette loi, la Secrétaire du Département de la sécurité intérieure a fait part au Congrès de son intention de repousser la date limite de deux ans. Un nouveau projet de loi tendant à proroger ou supprimer la date limite réglementaire n'a pas été adopté.⁷ Des règles et procédures complémentaires ont été instituées pour assurer la sécurité du fret aérien sur les avions de transport de passagers (Recommandations concernant la mise en œuvre de la Loi sur la Commission du 11 septembre) et la loi est de la compétence de l'Administration de la sécurité des transports (TSA), autre organe du Département de la sécurité intérieure. La loi prescrivait l'examen par scanner de 100% du fret transporté sur des vols internationaux à destination des États-Unis, initialement avant le 31 décembre 2011. La TSA a toutefois prorogé ce délai et fixé la nouvelle date limite de mise en œuvre au 3 décembre 2012.⁸

3. Le CBP est aussi chargé de la surveillance ou du contrôle de certaines procédures ou dispositions relatives à l'importation. Par exemple, les règlements qu'il a édictés autorisent la "transformation sous douane" suivant laquelle les produits importés peuvent être transportés sous douane vers un autre point d'entrée et y être admis dans les mêmes conditions qu'au port d'arrivée. Le CBP a récemment proposé de nouvelles règles ou procédures pour la transformation sous douane, mais la version définitive de ces règles n'a pas encore été publiée.⁹ Il supervise aussi les "zones franches" qui sont situées aux points d'entrée placés sous sa surveillance ou à proximité et qui permettent aux marchandises d'entrer et de subir une nouvelle transformation avant d'être admises sur le territoire douanier des États-Unis ou d'être réexportées. Bien que le CBP supervise les zones franches, leur création et les règles et règlements qui s'y appliquent sont du ressort du Conseil des zones franches. Ce dernier a récemment révisé les règlements en application de la Loi sur les zones franches afin d'améliorer la flexibilité et la transparence des opérations sur le territoire des États-Unis, de faire appliquer le principe du traitement uniforme dans une zone, et de simplifier les procédures à suivre pour être habilité à entreprendre une activité dans une zone franche.¹⁰

⁵ Renseignements en ligne du CBP, "CSI In Brief", Adresse consultée: http://www.cbp.gov/xp/cgov/trade/cargo_security/csi/csi_in_brief.xml.

⁶ Public Law No. 109-347.

⁷ S.832.

⁸ Communiqué de presse de la TSA, "TSA Sets Cargo Screening Deadline for International Inbound Passenger Aircraft", 16 mai 2012. Adresse consultée: <http://www.tsa.gov/press/releases/2012/0516.shtm>.

⁹ 77 FR 10622.

¹⁰ 77 FR 12112.

4. Le CBP est également chargé d'adopter des règlements régissant les activités des courtiers en douane.¹¹ Bien qu'il n'existe pas de règle ni de restriction spécifique concernant l'importation par le propriétaire ou l'acheteur de biens importés, la législation des États-Unis n'autorise que les courtiers en douane agréés à faire des opérations douanières au nom de tiers (importateurs ou acheteurs par exemple).¹² On compte quelque 11 000 courtiers en douane agréés aux États-Unis. Les règlements du CBP imposent des critères d'admissibilité (âge, nationalité, etc.) et des conditions (examen pour obtention de la licence, paiement de droits, et agrément du CBP) à respecter pour devenir courtier en douane agréé. En 2010, le CBP a adopté de nouveaux critères d'admissibilité qui ont légèrement modifié les règles régissant l'examen à passer pour obtenir la licence.¹³ Il travaille aussi actuellement à une autre initiative importante concernant le rôle des courtiers en douane qui permettra d'examiner pour la refondre et la moderniser la réglementation applicable aux courtiers et de préciser leurs responsabilités tout en les incitant à soutenir les efforts déployés par le CBP dans le domaine de la facilitation des échanges.¹⁴

ii) Évaluation en douane

5. Depuis 1980 lorsque les États-Unis ont mis en œuvre l'Accord du Tokyo Round sur l'évaluation en douane, la principale méthode de calcul de la valeur des marchandises importées est celle de la "valeur transactionnelle".¹⁵ Il n'y a eu aucune modification législative concernant la méthode d'évaluation de base telle que prescrite par l'Accord du GATT/de l'OMC sur l'évaluation en douane, depuis son établissement en vertu du titre II de la Loi sur les accords commerciaux de 1979.¹⁶ En 1996, les États-Unis ont fait savoir que la législation déjà notifiée restait valable et aucune autre notification n'a été présentée depuis.¹⁷ Les États-Unis fixent les droits de douane sur la base de la valeur f.a.b.

6. En 2008, le Bureau des douanes et de la protection des frontières (CBP) du Département de la sécurité intérieure des États-Unis a proposé une nouvelle interprétation de l'expression "vendu pour l'exportation à destination des États-Unis" aux fins de l'application de la méthode de la valeur transactionnelle en cas de ventes successives à l'importation. Cette proposition faisait écho aux conclusions du Comité technique de l'évaluation en douane de l'OMD telles qu'énoncées dans le Commentaire 22.1, à savoir que la majorité des Membres de l'OMC utilisaient déjà le prix payé lors de la dernière vente effectuée avant l'importation.¹⁸ Le Congrès a ensuite promulgué la Loi sur les produits alimentaires, la conservation et l'énergie en 2008, et l'article 15422 a établi une prescription en matière de déclaration annuelle de l'importateur pour recueillir des données et des renseignements sur l'évaluation de certaines marchandises en cas de ventes successives. Cette disposition a été incluse pour aider le Congrès à mieux comprendre l'incidence de la nouvelle interprétation proposée, qui aurait infirmé une interprétation judiciaire et administrative déjà ancienne de l'expression "vendu pour l'exportation à destination des États-Unis".¹⁹ La législation indiquait aussi que le Bureau des douanes et de la protection des frontières ne devrait pas mettre en œuvre un changement

¹¹ 19 CFR partie 111.

¹² 19 USC 1641.

¹³ 9 CFR partie 111.

¹⁴ Renseignements en ligne du Bureau des douanes et de la protection des frontières, "CBP Begins Public Outreach to Update Broker Regulations". Adresse consultée: http://www.cbp.gov/xp/cgov/trade/trade_transformation/brokerregs.xml.

¹⁵ 19 USC 1401a.

¹⁶ 43 FR 45135.

¹⁷ Document de l'OMC G/VAL/N/1/USA/1 du 1^{er} avril 1996.

¹⁸ 73 FR 4254.

¹⁹ Commission des voies et moyens de la Chambre des représentants des États-Unis (2010), page 71.

d'interprétation de l'expression avant le 1^{er} janvier 2011.²⁰ Le 29 septembre 2010, le Bureau des douanes et de la protection des frontières a officiellement retiré sa proposition, revenant ainsi à la position qu'il avait depuis longtemps et qui consistait à utiliser comme interprétation "première vente (ou la vente précédente)".²¹

iii) Règles d'origine

a) Règles d'origine non préférentielles

7. En juillet 2008, le CBP a proposé de nouvelles règles d'origine uniformes fondées sur le critère de changement de position tarifaire de l'ALENA, qui s'appliqueraient à toutes les importations (échanges non préférentiels). En s'appuyant sur l'expérience acquise concernant les règles d'origine de l'ALENA, il a indiqué que les règles proposées "s'étaient avérées plus objectives et plus transparentes et assuraient une plus grande prévisibilité quant à la détermination du pays d'origine des marchandises importées que le système de décision au cas par cas qu'elles remplaceraient. La modification proposée aiderait aussi l'importateur à faire preuve d'une diligence raisonnable."²² Toutefois, après avoir reçu des observations, dont beaucoup étaient défavorables aux nouvelles règles, le CBP a officiellement retiré sa proposition le 2 septembre 2011.²³ Ainsi, les règles d'origine non préférentielles demeurent inchangées (graphique III.1). Le CBP continue de déterminer l'origine au cas par cas en s'appuyant souvent sur plusieurs décisions de justice, règlements et interprétations données par l'administration pour conférer l'origine.²⁴ Par exemple, selon le Système de recherche en ligne sur les décisions douanières (CROSS), une centaine de décisions afférentes au pays d'origine et/ou au marquage ont été prises en 2011 (200 environ en 2010).²⁵

b) Règles d'origine préférentielles

8. Le nombre croissant d'ALE conclus par les États-Unis avec des partenaires commerciaux a eu un impact sur la multiplication des régimes préférentiels en matière de règles d'origine. Chaque accord a ses propres règles d'origine, spécifiquement négociées entre les partenaires commerciaux, ce qui donne plus de pages de règles différentes. Les règles préférentielles utilisées pour les programmes de préférences commerciales non réciproques s'appuient pour une large part sur le critère "entièrement obtenu" ou une transformation substantielle, déterminée sur la base d'une teneur minimale en éléments locaux exigée par rapport à une valeur calculée. Par contre, les règles d'origine figurant dans les ALE des États-Unis se sont inspirées des règles de l'ALENA qui s'appliquent principalement par produit, sur la base essentiellement de la méthode du changement de position tarifaire et/ou la formule de la teneur en éléments régionaux. Les règles par produit se fondent sur la nomenclature du SH et peuvent être très nombreuses car il y a des règles spécifiques pour chaque chapitre, position ou sous-position du SH. L'ALENA, l'ALEAC-RD (Accord de libre-échange avec la République dominicaine et l'Amérique centrale), les ALE avec l'Australie, le Chili, le Pérou et Singapour font essentiellement appel aux changements de classification tarifaire pour déterminer l'origine d'une marchandise composée d'éléments provenant de plusieurs pays (tableau III.1). En outre, dans le même ALE, souvent les règles d'origine appliquées varient beaucoup selon les chapitres du SH ou selon les branches de production. Le cas des textiles et des vêtements en est un bon exemple, avec la règle appliquée "au niveau du filé" pour de nombreux produits, qui exige pour l'essentiel trois niveaux ou

²⁰ Commission des voies et moyens de la Chambre des représentants des États-Unis (2010), page 71.

²¹ 75 FR 60134.

²² 73 FR 43385.

²³ 76 FR 54691.

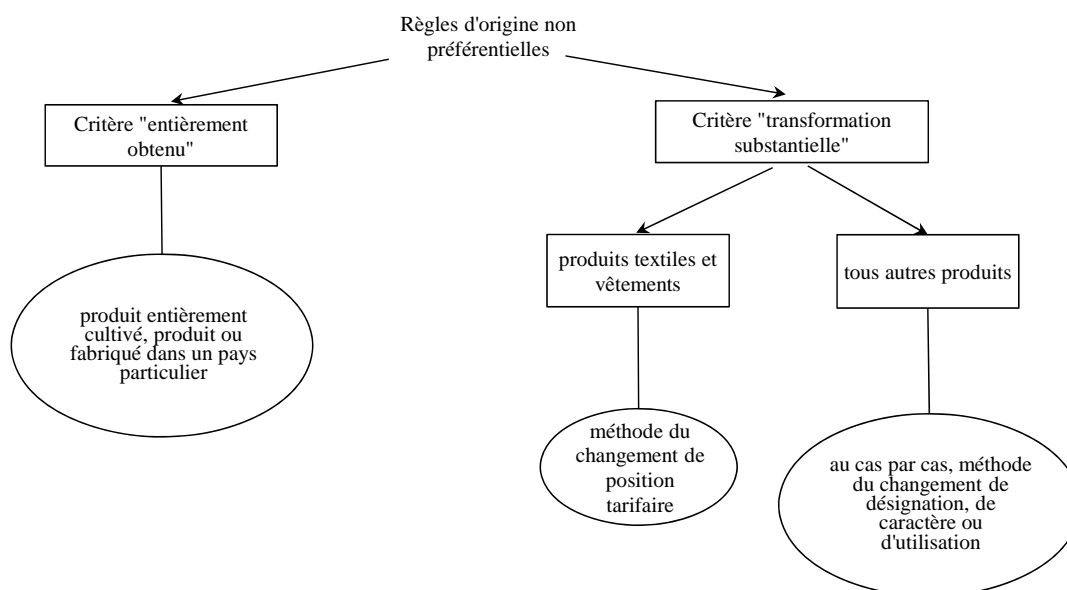
²⁴ Jones et Martin (2012).

²⁵ Base de données CROSS du CBP. Adresse consultée: <http://rulings.cbp.gov/index.asp>.

étapes de confirmation de l'origine pour le filé, le tissu et le vêtement afin de conférer l'origine ou permettre le calcul de la teneur en éléments régionaux. Dans d'autres secteurs, il faut souvent une seule étape de changement de position ou de sous-position tarifaire pour conférer l'origine. Il a été noté que l'industrie des États-Unis influait beaucoup sur la diversité des résultats produit par produit des négociations sur les règles d'origine préférentielles. Certains restent préoccupés par cette prolifération de règles d'origine différentes, complexes et peu transparentes.²⁶

Graphique III.1

Aperçu des règles d'origine non préférentielles



Source: CBP des États-Unis (2004), *What Every Member of the Trade Community Should Know About: U.S. Rules of Origin, Preferential and Non-Preferential Rules of Origin, An Informed Compliance Publication*, mai. Adresse consultée: http://www.cbp.gov/linkhandler/cgov/trade/legal/informed_compliance_pubs/icp026.ctt/icp026.pdf.

9. Les États-Unis n'ont pas notifié de règles d'origine préférentielles au Comité des règles d'origine de l'OMC depuis 1997.²⁷ Les règles préférentielles figurent dans le Tarif douanier harmonisé des États-Unis, principalement dans les Notes générales, et représentent environ 670 pages de texte.²⁸ Des critères d'origine préférentiels additionnels, en dehors des Notes générales, figurent dans les dispositions des chapitres 98 et 99. Un importateur doit déterminer les règles préférentielles susceptibles de s'appliquer au produit considéré puis chercher la section appropriée du Tarif douanier harmonisé des États-Unis pour déterminer les critères d'origine applicables. En outre, les renseignements sur le changement de position tarifaire en fonction de la nomenclature n'ont pas été mis à jour pour tenir compte des modifications du SH2012, introduites dans le tarif qui devraient faire l'objet de négociations entre les partenaires commerciaux pour les ALE.

²⁶ Jones et Martin (2012).

²⁷ Lors du précédent examen de la politique commerciale des États-Unis, certains Membres ont demandé des renseignements sur les règles d'origine préférentielles, et les États-Unis ont dit qu'ils comptaient présenter une notification de mise à jour dans les mois qui suivraient (document de l'OMC WT/TPR/M/235/Add.1 du 1^{er} novembre 2010, page 194). À ce jour, le Secrétariat n'a reçu aucune notification. La dernière notification concernant les règles d'origine préférentielles figurait dans le document de l'OMC G/RO/N/18 du 3 novembre 1997 et avait trait à l'ALE avec Israël.

²⁸ Le Tarif douanier harmonisé des États-Unis 2012 (Supplément 1), compte environ 3 400 pages et contient les Notes générales en plus des sections indiquant les taux de droits spécifiques.

Tableau III.1
Aperçu des critères en matière de règles d'origine préférentielles, 2012

Programme préférentiel	Référence ^a	Bref aperçu des règles d'origine ^b
AGOA	GN 16; 19 USC 3701; 19 CFR 10.178a, 10.211	Importé directement du pays bénéficiaire et si la somme du coût ou de la valeur des matières produites dans un ou plusieurs pays bénéficiaires désignés et des coûts directs des opérations de transformation n'est pas inférieure à 35% de la valeur calculée du produit. Sur les 35% de teneur en éléments locaux prescrite, un maximum de 15% peut être imputable au coût ou à la valeur des matières produites aux États-Unis.
ATPA/ ATPDEA	GN 11; 19 USC 3201; 19 CFR 10.201, 10.241, 251	Importé directement du pays bénéficiaire et si la somme du coût ou de la valeur des matières produites dans un ou plusieurs pays bénéficiaires andins ou un ou plusieurs pays bénéficiaires du Bassin des Caraïbes et des coûts directs des opérations de transformation n'est pas inférieure à 35% de la valeur calculée du produit. Sur les 35% de teneur en éléments locaux prescrite, un maximum de 15% peut être imputable au coût ou à la valeur des matières produites aux États-Unis.
CBERA	GN; 19 CFR 10.191; 19 USC 2701	Importé directement du pays bénéficiaire et si la somme du coût ou de la valeur des matières produites dans un ou plusieurs pays bénéficiaires désignés et des coûts directs des opérations de transformation n'est pas inférieure à 35% de la valeur calculée du produit. Sur les 35% de teneur en éléments locaux prescrite, un maximum de 15% peut être imputable au coût ou à la valeur des matières produites aux États-Unis.
CBTPA	GN 17; 19 USC 2701; 19 CFR 10.221, 10.231	Importé directement d'un pays bénéficiaire et conforme aux règles d'origine de l'ALENA.
SGP	GN 4; 19 CFR 10.171; 19 USC 2461	Importé directement du pays bénéficiaire et si la somme du coût ou de la valeur des matières produites dans un pays bénéficiaire désigné ou dans un ou plusieurs pays membres traités comme une association de pays et des coûts directs des opérations de transformation n'est pas inférieure à 35% de la valeur calculée du produit.
ALENA	Article 401 de l'ALENA; GN 12; 19 CFR partie 181; 19 USC 3332	Les règles d'origine pour les marchandises qui ne sont pas entièrement obtenues dans la région de l'ALENA se fondent sur la méthode du changement de position tarifaire et/ou la méthode de la teneur en éléments régionaux.
Chili	GN 26; 19 USC 3805	Les règles d'origine pour les marchandises qui ne sont pas entièrement obtenues aux États-Unis ou au Chili se fondent sur la méthode du changement de position tarifaire et/ou la méthode de la teneur en éléments régionaux.
Israël	GNS 3 a) v) et 8; 19 USC 2112	Importé directement d'Israël, de la Cisjordanie, de la bande de Gaza ou d'une zone industrielle remplissant les conditions requises et si la somme du coût ou de la valeur des matières produites en Israël, en Cisjordanie, dans la bande de Gaza ou dans une zone industrielle remplissant les conditions requises et des coûts directs des opérations de transformation n'est pas inférieure à 35% de la valeur calculée du produit. Sur les 35% de teneur en éléments locaux prescrite, un maximum de 15% peut être imputable au coût ou à la valeur des matières produites aux États-Unis.
Jordanie	GN 18; 19 USC 2112	Importé directement de Jordanie et qui est entièrement cultivé, produit ou fabriqué dans ce pays, ou article de commerce nouveau ou différent qui a été cultivé, produit ou fabriqué en Jordanie et si la somme du coût ou de la valeur des matières produites en Jordanie et des coûts directs des opérations de transformation n'est pas inférieure à 35% de la valeur calculée du produit. Sur les 35% de teneur en éléments locaux prescrite, un maximum de 15% peut être imputable au coût ou à la valeur des matières produites aux États-Unis.
Singapour	GN 25; 19 USC 3805	Les règles d'origine pour les marchandises qui ne sont pas entièrement obtenues aux États-Unis et à Singapour se fondent sur la méthode du changement de position tarifaire et/ou la méthode de la teneur en éléments régionaux.
Australie	GN 28, P.L 108-286	Les règles d'origine pour les marchandises qui ne sont pas entièrement obtenues aux États-Unis ou en Australie se fondent sur la méthode du changement de position tarifaire et/ou la méthode de la teneur en éléments régionaux.
Maroc	GN 27, P.L 108-302	Les règles d'origine pour les marchandises qui ne sont pas entièrement obtenues aux États-Unis ou au Maroc se fondent sur la méthode du changement de position tarifaire ou le fait que la somme du coût ou de la valeur de chaque matière produite sur le territoire du Maroc ou sur celui des États-Unis, ou les deux, et des coûts directs des opérations de transformation effectuées sur le territoire du Maroc ou sur celui des États-Unis, ou les deux, n'est pas inférieure à 35% de la valeur calculée du produit.
ALEAC-RD	GN 29, P.L 109-53	Les règles d'origine pour les marchandises qui ne sont pas entièrement obtenues aux États-Unis ou dans la région de l'ALEAC-RD se fondent sur la méthode du changement de position tarifaire et/ou la méthode de la teneur en éléments régionaux.

Programme préférentiel	Référence ^a	Bref aperçu des règles d'origine ^b
Bahreïn	GN 30, P.L 109-169	Les règles d'origine pour les marchandises qui ne sont pas entièrement obtenues aux États-Unis ou à Bahreïn se fondent sur la méthode du changement de position tarifaire ou le fait que la somme du coût ou de la valeur de chaque matière produite sur le territoire de Bahreïn ou sur celui des États-Unis, ou les deux et des coûts directs des opérations de transformation effectuées sur le territoire de Bahreïn ou celui des États-Unis, ou les deux, n'est pas inférieure à 35% de la valeur calculée du produit.
Oman	GN 31, P.L 109-283	Les règles d'origine pour les marchandises qui ne sont pas entièrement obtenues aux États-Unis ou à Oman se fondent sur la méthode du changement de position tarifaire ou le fait que la somme du coût ou de la valeur de chaque matière produite sur le territoire d'Oman ou sur celui des États-Unis, ou les deux, et des coûts directs des opérations de transformation effectuées sur le territoire d'Oman ou sur celui des États-Unis, ou les deux, n'est pas inférieure à 35% de la valeur calculée du produit.
Pérou	GN 32, P.L 110-138	Les règles d'origine pour les marchandises qui ne sont pas entièrement obtenues aux États-Unis ou au Pérou se fondent sur la méthode du changement de position tarifaire et/ou la méthode de la teneur en éléments régionaux.
Corée, Rép. de	GN 32, P.L 110-138	Les règles d'origine pour les marchandises qui ne sont pas entièrement obtenues aux États-Unis ou en Corée (Rép. de) se fondent sur la méthode du changement de position tarifaire et/ou la méthode de la teneur en éléments régionaux.
Colombie	GN 34, P.L. 112-42	Les règles d'origine pour les marchandises qui ne sont pas entièrement obtenues aux États-Unis ou en Colombie se fondent sur la méthode du changement de position tarifaire et/ou la méthode de la teneur en éléments régionaux.

a "GN" renvoie à "General Note" (Note générale) du Tarif douanier harmonisé des États-Unis.

b Pour les produits autres que les textiles. Pour les produits textiles, des règles différentes s'appliquent.

Source: Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis (2004), *What Every Member of the Trade Community Should Know About: U.S. Rules of Origin: Preferential and Non-Preferential Rules of Origin*, mai. Adresse consultée: http://www.cbp.gov/linkhandler/cgov/trade/legal/informed_compliance_pubs/icp026.ctt/icp026.pdf; et Commission des voies et moyens de la Chambre des représentants des États-Unis (2010), *Overview and Compilation of U.S. Trade Statutes*, décembre. Adresse consultée: <http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/CPRT-111WPRT63130/pdf/CPRT-111WPRT63130.pdf>.

c) Marquage du pays d'origine

10. La législation des États-Unis, qui date de 1890, prescrit que les articles fabriqués à l'étranger portent une marque ou une étiquette indiquant le pays dont ils sont originaires.²⁹ La loi a été modifiée plusieurs fois mais, telle qu'elle a été promulguée à l'origine, elle visait "tous les articles de fabrication étrangère".³⁰ Différentes règles s'appliquent aux produits nationaux, par exemple pour ce qui est de l'étiquetage "Fabriqué aux États-Unis". Le principal texte législatif pour les produits importés est l'article 304 de la Loi tarifaire de 1930 et il est appliqué par le CBP à la frontière. Conformément à la législation sur le marquage et à son interprétation judiciaire au fil du temps, les produits sont réputés originaires du pays où ils ont été cultivés, produits ou fabriqués. Les règles de la "transformation substantielle" peuvent être appliquées pour déterminer le dernier pays où l'article a été transformé, en ayant une nouvelle désignation, un nouveau caractère ou une nouvelle utilisation.³¹

²⁹ Loi tarifaire de 1890 et Loi tarifaire de 1930, 19 USC 1304.

³⁰ USITC (1996).

³¹ Les lois et les règlements d'application régissant les règles d'origine dans les régimes non préférentiels des États-Unis sont les suivants: marchés publics (19 USC § 2511 *et seq.* (spécifiquement § 2518 4) B)) et 19 CFR § 177.21); règles d'origine pour le marquage (19 USC § 1304 concernant la prescription en matière de marquage, 19 CFR partie 134 et 19 CFR § 102.0); traitement de la nation la plus favorisée ou fixation des droits pour les relations commerciales normales (Note générale n° 3 du Tarif douanier harmonisé des États-Unis (19 USC § 1202)); textiles et produits textiles (7 USC § 1854, 19 USC § 3592 et 19 CFR §§ 12.130, 102.21); autres textes législatifs relatifs au marquage (15 USC 69, 49 USC 32304).

11. D'autres prescriptions en matière de marquage/étiquetage visant des produits déterminés, à l'échelle fédérale ou à celle des États, suivent d'autres règles ou règlements. Parmi les prescriptions spécifiques en matière d'étiquetage, à part l'article 304, figurent la Loi sur l'étiquetage des véhicules automobiles, la Loi sur l'étiquetage des articles en fourrure, la Loi générale sur le commerce et la compétitivité pour les bijoux de style amérindien du nord, et plusieurs autres lois ou codes relatifs aux produits agricoles comme la viande, les œufs, les champignons, etc.³² Outre les prescriptions en matière de marquage visant des produits déterminés, différentes prescriptions en matière de marquage existent en dehors de l'article 304 pour les produits entrant dans le cadre d'ALE comme l'ALENA.³³

12. L'article 304 de la Loi tarifaire de 1930, tel que modifié, dispose que tous les articles importés, sauf s'ils sont exemptés (tableau III.2), doivent être marqués au moment de l'importation de façon que l'"acheteur final" sache où l'article importé a été fabriqué. Si les articles importés ne sont pas marqués ou le sont de façon inappropriée, des sanctions ou des amendes peuvent s'appliquer et les produits peuvent être retenus par l'Administration des douanes.³⁴ Les dispositions de certains ALE prévoient des exemptions des amendes et sanctions pour les pays bénéficiaires sous certaines conditions.

13. Le régime de règles de marquage des États-Unis peut être considéré comme l'un des plus détaillés par rapport à ceux d'autres pays. Les règles spécifiques pour les produits importés ne sont pas les mêmes que celles qui s'appliquent aux produits nationaux, lesquelles diffèrent à leur tour des règles d'origine préférentielles des ALE qui, elles aussi, risquent d'être différentes pour les produits exportés par les États-Unis (assujettis aux prescriptions des pays étrangers en matière de marquage ou d'origine).³⁵ Par exemple, en vertu de certains programmes de préférences, comme le SGP, un article importé doit avoir subi une transformation substantielle dans le pays bénéficiaire et avoir une teneur en éléments locaux d'au moins 35%. Si cette règle des 35% n'est pas respectée, l'article ne peut pas bénéficier du traitement SGP même s'il a subi une transformation substantielle. Toutefois, aux fins, entre autres, du marquage, l'article serait réputé "originaire" de ce pays bénéficiaire en raison de la transformation substantielle. Par ailleurs, comme les règlements relatifs au marquage des produits nationaux des États-Unis font intervenir un ensemble de règles et de précédents jurisprudentiels différents de la Commission fédérale du commerce, le produit devrait être fabriqué exclusivement à partir d'éléments nationaux et par la main-d'œuvre des États-Unis pour porter la marque "Fabriqué aux États-Unis"; la notion de transformation substantielle ne s'applique pas. Ainsi, l'origine de produits

³² Les lois et les règlements d'application régissant les règles d'origine dans les régimes non préférentiels des États-Unis sont les suivants: marchés publics (19 USC § 2511 *et seq.* (spécifiquement § 2518 4) B)) et 19 CFR § 177.21); règles d'origine pour le marquage (19 USC § 1304 concernant la prescription en matière de marquage, 19 CFR partie 134 et 19 CFR § 102.0); traitement de la nation la plus favorisée ou fixation des droits pour les relations commerciales normales (Note générale n° 3 du Tarif douanier harmonisé des États-Unis (19 USC § 1202)); textiles et produits textiles (7 USC § 1854, 19 USC § 3592 et 19 CFR §§ 12.130, 102.21); autres textes législatifs relatifs au marquage (15 USC 69, 49 USC 32304).

³³ Le paragraphe 1 de l'annexe 311 de l'ALENA dispose que les parties à l'ALENA établissent des "règles de marquage" pour déterminer les cas dans lesquels une marchandise est une marchandise d'un pays de l'ALENA. Les règles de marquage établies par les États-Unis sont énoncées dans 19 CFR partie 102, et sont utilisées pour déterminer le pays d'origine. Les règles de marquage sont distinctes des règles d'origine qui sont utilisées pour déterminer si un produit est originaire au sens de l'article 401 de l'Accord.

³⁴ Les marchandises importées qui ne sont pas correctement marquées peuvent être assujetties à un droit de marquage de 10% *ad valorem* à titre de sanction, et quiconque falsifie à dessein ou ôte le marquage du pays d'origine peut aussi être passible d'une amende de 100 000 dollars EU ou d'une peine d'emprisonnement d'un an dans le cas d'une première infraction, et d'une amende de 250 000 dollars EU en cas de récidive (Commission des voies et moyens de la Chambre des représentants des États-Unis, 2010).

³⁵ USITC (1996).

identiques ou similaires pourrait être déterminée différemment suivant les règles appliquées et l'objectif recherché.

Tableau III.2
Exemptions de la prescription en matière de marquage énoncée à l'article 304

L'article ne peut pas être marqué.
L'article ne peut pas être marqué sans être endommagé.
L'article ne peut être marqué avant l'expédition vers les États-Unis qu'à un coût prohibitif, du point de vue économique, pour son importation.
Le marquage du conditionnement de l'article indiquera de manière acceptable l'origine de l'article.
L'article est une substance brute.
L'article est importé pour utilisation par l'importateur et n'est pas destiné à être vendu sous la forme dans laquelle il a été importé ou une quelconque autre forme.
L'article doit être transformé aux États-Unis par l'importateur ou pour son compte à d'autres fins que celle de dissimuler son origine et de telle sorte que toute marque envisagée par la présente section serait nécessairement effacée, détruite, ou dissimulée de façon permanente.
Un acheteur final, en raison de la nature de l'article ou des circonstances de l'importation, doit nécessairement connaître le pays d'origine de cet article même s'il n'est pas marqué.
La production de l'article remonte à plus de 20 ans avant l'importation.
Liste de produits exemptés ("J-List") du Trésor des États-Unis.
L'article ne peut être marqué après l'importation qu'à un coût prohibitif du point de vue économique et le fait qu'il n'a pas été marqué avant l'importation ne résulte d'aucune intention de l'importateur, du producteur, du vendeur ou de l'expéditeur de se soustraire à l'obligation de marquage.
Produits des pêcheries américaines.
Produits des possessions des États-Unis.
Produits originaires des États-Unis qui ont été exportés puis renvoyés.
Articles entrés à des fins de transbordement et exportation immédiats.
Articles entrés en franchise de droits d'une valeur inférieure ou égale à 1 dollar EU.
Dons faits de bonne foi d'une valeur inférieure à 10 dollars EU.
Certains thés, cafés et épices.

Source: USITC (1996), *Country-of-Origin Marking: Review of Laws, Regulations, and Practices*, Investigation No. 332-366, Publication 2975, juillet. Adresse consultée: <http://www.usitc.gov/publications/332/pub2975.pdf>; et Commission des voies et moyens de la Chambre des représentants des États-Unis (2010), *Overview and Compilation of U.S. Trade Statutes*, décembre. Adresse consultée: <http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/CPRT-111WPRT63130/pdf/CPRT-111WPRT63130.pdf>.

d) Modifications des règles d'origine et de marquage des États-Unis

14. Les États-Unis continuent à modifier leurs régimes de règles d'origine (tableau III.3). Il apparaît que dans la plupart des modifications résultaient de l'alignement des règles d'origine sur l'objet des accords, de la jurisprudence et de l'harmonisation de certaines dispositions entre les divers ALE.

Tableau III.3
Modifications ou évolution des règles d'origine préférentielles des États-Unis, janvier 2010-juin 2012

Règles d'origine	Date d'entrée en vigueur ^a	Référence	Question/objet
ALENA	3 octobre 2009	Proclamation présidentielle n° 8536	Corrections techniques pour certains produits chimiques et garnitures de freins
ALE avec Singapour	8 février 2009	Proclamation présidentielle n° 8536	Corrections techniques pour certaines machines
ALE avec le Chili	8 février 2009	Proclamation présidentielle n° 8536	Corrections techniques pour certaines machines
Loi sur la vérité dans l'étiquetage de la fourrure	18 mars 2011	P.L. 111-113	Modifications apportées à la Loi sur l'étiquetage des articles en fourrure pour exiger l'étiquetage de tous ces articles quelle que soit leur valeur

Règles d'origine	Date d'entrée en vigueur ^a	Référence	Question/objet
Règles d'origine pour les textiles et les vêtements	17 mars 2011	76 FR 14575	Règle finale visant à réviser, actualiser et regrouper les règlements du CBP relatifs au pays d'origine des textiles et des vêtements. La principale modification apportée à la réglementation consiste à éliminer la prescription imposant de présenter une déclaration pour toutes les importations de textiles et de vêtements. En outre, pour améliorer la qualité des renseignements fournis sur l'identité du fabricant des textiles et des vêtements importés, est adoptée à titre de règle finale une modification faisant obligation aux importateurs d'identifier le fabricant de ces produits au moyen d'un code d'identification du fabricant
ALENA	3 octobre 2011	76 FR 54691	Accessoires de tuyauterie et brides, cartes de vœux, fibres optiques en verre, préparations à base de riz, et certains textiles et articles d'habillement
ALE avec le Chili	1 ^{er} novembre 2011	Proclamation présidentielle n° 8742	Produits chimiques, certains légumes secs, café, épices, cacao, produits du caoutchouc, certaines machines relevant du chapitre 84, lampes, et certains instruments et appareils
ALE avec Singapour	7 février 2008/ 24 mai 2011	Proclamation présidentielle n° 8682	Certains instruments et appareils, et certains vêtements et articles d'habillement
ALE avec le Pérou	1 ^{er} janvier 2011	Proclamation présidentielle n° 8682	Certaines modifications apportées au chapitre 99
ALENA	2 octobre 2009	Proclamation présidentielle n° 8682	Produits chimiques

a Des modifications ont parfois été publiées avec effet rétroactif, de sorte que la date d'entrée en vigueur peut précéder la date de la législation ou de la proclamation.

Source: Secrétariat de l'OMC.

iv) Droits de douane

15. Le Tarif douanier harmonisé des États-Unis donne des renseignements sur les niveaux de droits, la classification, les règles générales d'importation et les règles d'origine concernant les produits importés aux États-Unis. Il figure dans le Code des règlements fédéraux mais reste une publication de l'USITC pour pouvoir être mis à jour régulièrement. L'USITC est chargée de la supervision du Tarif dont les principaux éléments font l'objet de lois adoptées par le Congrès et sont proclamés par le Président en vertu de pouvoirs et de fonctions de contrôle limités, et/ou directement par le biais des dispositions de la nomenclature internationale. Le Tarif douanier harmonisé des États-Unis peut être fréquemment mis à jour pour tenir compte des nouvelles dispositions concernant les taux, la nomenclature ou d'autres règles commerciales. Par exemple, il a été actualisé quatre fois en 2012 pour intégrer les modifications rendues nécessaires par des changements concernant l'OMD, les ALE avec la Corée et la Colombie, et le Système généralisé de préférences des États-Unis.

a) Nomenclature tarifaire

16. La nomenclature tarifaire du pays est publiée sous la forme du Tarif douanier harmonisé des États-Unis, qui se fonde sur le Système harmonisé adopté à l'échelle internationale.³⁶ Outre la nomenclature internationale au niveau à six chiffres, les États-Unis pratiquent le classement à huit chiffres pour la fixation des taux de droits légaux et le classement à dix chiffres pour l'établissement de statistiques. Les marchandises sont enregistrées au niveau à dix chiffres aux fins des déclarations des importateurs. Les États-Unis étendent aussi la nomenclature en utilisant les chapitres 98 et 99 du Tarif, qui constituent des dispositions nationales uniques. Le chapitre 98 se rapporte à certaines dispositions particulières en matière de classification et le chapitre 99 aux lois et modifications à caractère temporaire et à des restrictions à l'importation additionnelles. Le chapitre 99 a été beaucoup

³⁶ Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises.

plus utilisé ces dernières années, le plus souvent pour mettre en œuvre certaines dispositions temporaires, surtout en ce qui concerne les réductions tarifaires dans le cadre des ALE.

17. Par proclamation présidentielle, les États-Unis ont incorporé les modifications de la nomenclature du SH2012 dans leur liste tarifaire au début de 2012.³⁷ Les changements mis en œuvre correspondent à 219 des 220 ensembles de modifications prescrits par la Convention sur le Système harmonisé de l'OMD afin de tenir le SH à jour eu égard aux progrès de la technologie et aux tendances du commerce international. Les États-Unis n'ont pas mis en œuvre un ensemble de modifications concernant trois positions tarifaires à six chiffres dont relèvent certaines pellicules photographiques du chapitre 37.³⁸ Ils ont été inclus dans la décision de l'OMC portant octroi d'une dérogation du 30 novembre 2011, "Introduction des modifications du Système harmonisé dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC", qui les autorise à déroger à certaines de leurs obligations dans le cadre de l'OMC pour mettre en œuvre les modifications de la nomenclature.³⁹ À ce jour (la date limite étant fixée au 30 septembre 2012), ils n'ont pas encore présenté de documents à l'Organisation pour procéder aux modifications nécessaires de leur liste tarifaire OMC.⁴⁰

18. Pendant la période à l'examen, les États-Unis ont introduit d'autres modifications de la nomenclature dans leur liste tarifaire (Tarif douanier harmonisé des États-Unis) par proclamation présidentielle. Ils ont mis en œuvre onze ensembles de modifications concernant le secteur des chaussures (par exemple les chaussures à semelle extérieure textile).⁴¹ Ils n'ont pas notifié ces changements sous la forme d'une rectification ou d'une modification de leur liste tarifaire, de sorte que la nomenclature de leur Tarif douanier et celle de leur liste OMC diffèrent pour ces onze ensembles de modifications concernant les chaussures.

b) Taux de droits NPF appliqués

19. Le Tarif douanier harmonisé des États-Unis donne des renseignements dans sept colonnes dont deux concernent les taux de droits. La colonne 1, subdivisée en "droits généraux" et "droits spéciaux", concerne les pays qui ont des relations commerciales normales avec les États-Unis, c'est-à-dire ceux qui ont un statut NPF; et la colonne 2 les pays qui n'ont pas de relations commerciales normales. À l'heure actuelle, deux pays seulement sont désignés comme pays de la colonne 2, Cuba et la Corée du Nord. La colonne 1 "droits généraux" correspond au taux de droit normal appliqué, tandis que la colonne "droits spéciaux" est utilisée pour désigner les dispositions ou les programmes relatifs à des droits spéciaux comme les taux prévus par les ALE, les taux préférentiels et les programmes spéciaux visant le commerce d'aéronefs civils ou de produits pharmaceutiques par exemple. Ainsi, même si un engagement dans le cadre de l'OMC est inscrit sur une base NPF, les États-Unis peuvent l'appliquer par le biais des colonnes "droits généraux" ou "droits spéciaux". Ils utilisent généralement des taux de droits *ad valorem*, spécifiques ou composites.

20. Le Tarif douanier harmonisé des États-Unis de 2012 comprend 10 711 lignes tarifaires au niveau à huit chiffres. Selon ce tarif, les États-Unis maintiennent des contingents tarifaires pour 200 lignes tarifaires concernant des produits agricoles, ce qui correspond à 199 lignes tarifaires hors contingent. Il s'agit notamment du bœuf, des produits laitiers, du sucre, du coton, du tabac et de

³⁷ Proclamation n° 8771, 29 décembre 2011, 77 FR 413.

³⁸ La modification concerne la suppression des sous-positions 3702.91 à 3702.95, et l'insertion des nouvelles sous-positions 3702.96, 3702.97 et 3702.98 (Organisation mondiale des douanes, 2011b).

³⁹ Document WT/L/834 de l'OMC du 8 novembre 2007.

⁴⁰ Proclamation présidentielle n° 8771.

⁴¹ Proclamation présidentielle n° 8742.

l'arachide (voir aussi le chapitre IV 1) iii) a)). L'analyse ci-après exclut les lignes soumises à contingent et se fonde sur 10 511 lignes tarifaires (tableau III.4).

Tableau III.4
Structure de la liste tarifaire pour certaines années^a
(%)

	2002	2004	2007	2009	2012
1. Nombre total de lignes tarifaires	10 297	10 304	10 253	10 253	10 511
2. Lignes tarifaires consolidées (% du total des lignes tarifaires) ^b	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
3. Lignes tarifaires admises en franchise de droits (% du total des lignes tarifaires)	31,2	37,7	36,5	36,3	37,0
4. Moyenne simple des taux de droits (%)	5,1	4,9	4,8	4,8	4,7
5. Produits agricoles selon la définition OMC	9,8	9,7	8,9	8,9	8,5
6. Produits non agricoles selon la définition OMC (y compris le pétrole)	4,2	4,0	4,0	4,0	4,0
7. Agriculture, sylviculture, chasse et pêche (CITI 1)	5,6	5,7	5,5	5,7	5,6
8. Industries extractives (CITI 2)	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4
9. Industries manufacturières (CITI 3)	5,1	4,9	4,8	4,8	4,7
10. Premier stade de transformation	3,8	3,7	3,7	3,7	3,7
11. Produits semi-finis	4,7	4,3	4,2	4,2	4,2
12. Produits finis	5,5	5,4	5,3	5,3	5,2
13. Taux de droit moyen applicable aux lignes passibles de droits (%)	7,4	7,8	7,6	7,6	7,5
14. Droits non <i>ad valorem</i> (% du total des lignes tarifaires)	12,2	10,6	10,7	10,7	10,9
15. Droits non <i>ad valorem</i> , sans équivalent <i>ad valorem</i> (% du total des lignes tarifaires)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
16. Lignes tarifaires soumises à des contingents tarifaires (% du total des lignes tarifaires)	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
17. "Crêtes" tarifaires intérieures (% du total des lignes tarifaires) ^c	5,6	7,1	6,9	6,7	6,7
18. "Crêtes" tarifaires internationales (% du total des lignes tarifaires) ^d	6,6	5,5	5,2	5,3	5,0
19. Écart type global	12,3	12,6	11,9	11,8	11,9

a Le tarif est indiqué au niveau à huit chiffres. Les moyennes ne tiennent pas compte des taux contingentaires et des lignes soumises à contingent. Les calculs comprennent les équivalents *ad valorem* (EAV) des droits non *ad valorem* qui ont été calculés par les autorités des États-Unis en utilisant les prix à l'importation.

b Deux lignes concernant le pétrole brut ne sont pas consolidées.

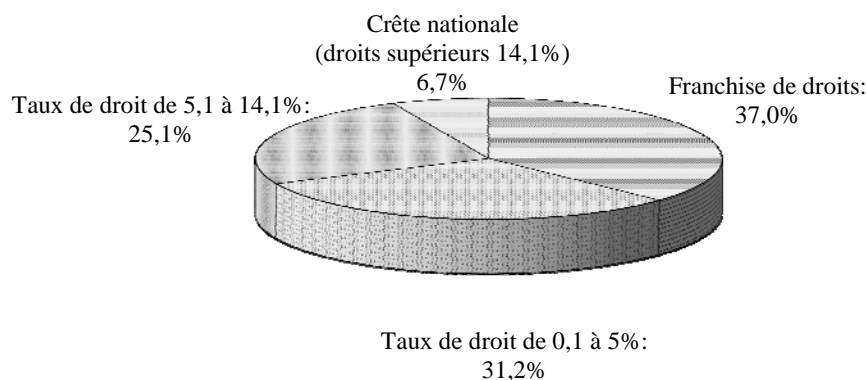
c Les crêtes tarifaires intérieures correspondent aux taux supérieurs au triple de la moyenne globale des taux appliqués.

d Les crêtes tarifaires internationales correspondent aux taux supérieurs à 15%.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités des États-Unis et des notifications.

21. Les taux de droits des États-Unis restent relativement stables depuis plusieurs années. Les États-Unis fixent les droits de douane sur une base f.a.b. (et c.a.f. comme la plupart des autres pays), ce qui peut avoir une incidence sur les taux de droits. La moyenne simple des droits en 2012 reste assez faible, à 4,7%, mais il y a une forte dispersion de la structure tarifaire. Une part importante (37%) des lignes tarifaires est admise en franchise de droits alors que 7% des lignes tarifaires sont considérées comme étant assujetties à des crêtes tarifaires pouvant atteindre 350% (tabac) (graphique III.2). La grande majorité des crêtes (50% environ) concernent le secteur des textiles et des vêtements, puis les produits agricoles (35%) et les chaussures (7%). Pour les produits de base soumis à des contingents tarifaires, on observe généralement des crêtes tarifaires pour les lignes tarifaires hors contingent, et de nombreux droits non *ad valorem* représentent aussi des crêtes tarifaires. L'admission en franchise de droits concerne principalement le secteur de la construction mécanique et de l'électronique, du fait en particulier des produits visés par l'ATI, et les sous-secteurs de la chimie, de l'acier et du papier par suite de la participation des États-Unis aux initiatives sectorielles zéro pour zéro dans le cadre du Cycle d'Uruguay (tableau AIII.1).

Graphique III.2
Répartition des droits NPF, 2012
(Part de l'ensemble des lignes tarifaires)



Note: Les droits non *ad valorem* sont pris en compte dans les calculs, sur la base des EAV correspondants fournis par les autorités des États-Unis.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC d'après le Tarif douanier harmonisé des États-Unis (2012).

22. Les États-Unis ont apporté quelques modifications à leurs taux NPF appliqués pendant la période à l'examen. La Loi de renforcement des industries manufacturières américaines de 2010 a été adoptée par le Congrès et promulguée par le Président en août 2010.⁴² Cette loi regroupait dans un seul, texte plusieurs centaines de suspensions et, de réductions de droits, accordant ainsi un nouvel allègement de droits ou prorogeant les allègements existants pour certains produits jusqu'au 31 décembre 2012. Selon une déclaration publiée par le Cabinet du Président, elle réduirait ou éliminerait certains droits de douane, ce qui entraînerait une baisse sensible des coûts pour les fabricants américains, notamment d'automobiles, de produits chimiques, de dispositifs médicaux et d'articles de sport.⁴³ Ces réductions de droits spécifiques ne sont pas prises en compte dans l'analyse ci-dessus car elles relèvent des réductions tarifaires spéciales à caractère temporaire dans le cadre du chapitre 99.

23. Le 1^{er} janvier 2011, les États-Unis ont mis en œuvre des concessions additionnelles sous forme d'accès en franchise de droits pour les produits pharmaceutiques dans le cadre de leur participation à l'initiative de l'OMC concernant ces produits.⁴⁴ Au total, lors du 4^{ème} cycle d'examen, 718 nouveaux produits pharmaceutiques ont été ajoutés à la liste des produits exemptés de droits.⁴⁵ À ce jour, les États-Unis n'ont pas notifié ces modifications apportées à leur liste de concessions OMC; ils n'ont pas non plus notifié le troisième examen des produits pharmaceutiques.

⁴² H.R. 4380 (111^{ème} Congrès), promulguée après sa signature par le Président le 11 août 2010.

⁴³ Renseignements en ligne de la Maison Blanche, "Another Step for American Manufacturing". Adresse consultée: <http://www.whitehouse.gov/blog/2010/08/11/another-step-american-manufacturing>.

⁴⁴ Proclamation présidentielle n° 8618.

⁴⁵ Document de l'OMC G/MA/W/102 du 2 août 2010.

c) Consolidations dans le cadre de l'OMC

24. La liste tarifaire OMC des États-Unis (Liste XX) contient des concessions qui remontent principalement au Cycle d'Uruguay, mais les rectifications ou modifications ultérieures tiennent compte des modifications de la nomenclature du SH de 1996 et 2002, ainsi que de certaines autres initiatives de libéralisation des échanges comme l'ATI, les mesures prises pour les eaux-de-vie distillées, certains produits pharmaceutiques, etc. Les consolidations tarifaires dans le cadre de l'OMC n'incorporent pas encore les modifications du SH de 2007 et 2012, comme c'est le cas pour la plupart des États Membres, ou d'autres modifications que les États-Unis ont effectuées au plan national mais n'ont pas encore notifiées.⁴⁶ En outre, alors que les modifications des nomenclatures du SH96 et du SH02 ont été mises en œuvre pour les lignes tarifaires considérées, les notes relatives aux chapitres n'ont pas été actualisées et elles restent telles qu'appliquées au moment du Cycle d'Uruguay. Une concession dans le cadre du Cycle d'Uruguay reste conditionnelle, c'est-à-dire subordonnée à l'obtention d'une couverture adéquate dans le domaine des marchés publics, et elle est donc toujours en suspens.⁴⁷ De plus, le changement d'ordre juridique consistant à modifier certains droits de douane sur le tabac, conformément aux renégociations au titre de l'article XXVIII, n'a pas été mis en œuvre à l'OMC, alors qu'il apparaît que les États-Unis ont depuis longtemps procédé à ces modifications sur le plan national.⁴⁸

25. La Liste XX des États-Unis se traduit statistiquement par une portée des consolidations de 100%, mais deux lignes restent non consolidées, celles qui concernent le pétrole brut.⁴⁹ Une comparaison des taux consolidés et appliqués a été faite à partir de la liste des droits consolidés qui existe actuellement selon la nomenclature du SH2002 et aucune discordance n'a été constatée.

26. Les États-Unis ont consolidé la plupart des "autres droits et impositions" à un taux nul pendant le Cycle d'Uruguay. Toutefois, pour sept lignes tarifaires, les "autres droits et impositions" sont consolidés à des niveaux plus élevés, à savoir 5,99 ou 14,27 cents EU par litre pour les mélanges de carburants contenant de l'alcool éthylique et pour l'ETBE.

d) Droits préférentiels et initiatives en matière d'admission en franchise

27. Les engagements tarifaires au titre de l'ALE avec la Corée sont entrés en vigueur le 15 mars 2012 (tableau AIII.2). Le 30 juin 2012, la moyenne simple des droits pour les produits coréens qui entrent aux États-Unis est de 1,7%, contre 4,7% pour les pays NPF. Les droits ont été ramenés à zéro pour le pétrole, les minéraux, et la pulpe et le papier dès l'entrée en vigueur. D'importantes réductions tarifaires, de plus de 2%, ont été effectuées pour les fruits et les légumes, les textiles, le cuir et les chaussures, les produits chimiques et les fournitures photographiques, et les machines électriques.

28. Lorsque l'ALE avec la Colombie est entré en vigueur le 15 mai 2012, des réductions tarifaires ont pris effet et ont débouché sur un droit moyen simple de 0,8% pour tous les produits (tableau AIII.2). Plus de la moitié de toutes les importations en provenance de la Colombie bénéficiait déjà de l'accès en franchise de droits en raison de préférences ou d'une franchise de droits en régime NPF (chapitre II 3) i) a)). La plupart des secteurs ont été libéralisés dès l'entrée en vigueur;

⁴⁶ Il en a été pris note plus haut ou dans d'autres parties du présent rapport.

⁴⁷ Note additionnelle n° 12 relative au chapitre 85, concernant la position ex 8518.90.10.

⁴⁸ Le document G/SECRET/2 du 8 mars 1995 n'a pas été approuvé ni certifié. Modifications relatives au tabac mises en œuvre par la Proclamation présidentielle n° 6821.

⁴⁹ Tarif douanier harmonisé des États-Unis, 2709.00.10 et 2709.00.20.

les rubriques du SH pour lesquelles des droits restent applicables et sont réduits de façon plus progressive concernant l'agriculture et les chaussures.

29. Dans le cadre des relations commerciales préférentielles découlant des ALE, les États-Unis maintiennent des contingents tarifaires pour quelques importations en provenance de certains partenaires de ces accords. Un certain nombre de produits de différents secteurs sont visés, en particulier les textiles et vêtements, pour lesquels des niveaux de préférence tarifaire (NPT) sont établis, à savoir qu'un traitement en franchise de droits est accordé à des produits non originaires dans des limites quantitatives convenues.⁵⁰ Cela permet aux produits d'entrer à des taux préférentiels lorsque l'article n'est pas conforme à la règle d'origine préférentielle. Pour les textiles et les vêtements, l'article est converti en "équivalents-mètres carrés", et évalué ensuite par rapport à la catégorie contingentaire pour déterminer le contingent disponible ou le taux d'utilisation du contingent.

30. Des montres, mouvements d'horlogerie et bijoux en provenance des possessions insulaires des États-Unis entrent dans le pays en franchise de droits dans le cadre de répartitions spéciales annuelles des importations. Les fabricants de montres opérant dans les possessions insulaires des États-Unis peuvent expédier des montres et des mouvements de montres en franchise de droits sur le territoire douanier des États-Unis dans les limites de l'exemption dont ils bénéficient. En outre, les producteurs de montres et de bijoux installés dans les possessions insulaires des États-Unis reçoivent un certificat de remboursement de droits établi à partir du montant des salaires et des avantages sociaux (assurance maladie, assurance-vie et prestations de retraite) qu'ils ont accordés à leur main-d'œuvre au cours de l'année civile précédente, qui leur permet d'obtenir le remboursement des droits acquittés sur les marchandises importées aux États-Unis.⁵¹

31. Les États-Unis ont appliqué certains autres programmes spéciaux offrant l'admission en franchise de droits ou des taux préférentiels pour certains produits. Dans le cadre du programme de l'Accord de Florence, certains instruments et appareils scientifiques remplissent les conditions requises pour l'admission en franchise de droits si le Département du commerce détermine qu'un instrument équivalent n'est pas fabriqué aux États-Unis. Les États-Unis adhèrent aussi au Protocole de Nairobi, qui autorise le traitement en franchise de droits des articles destinés aux personnes souffrant d'un handicap physique.

v) Autres impositions agissant sur les importations

a) Redevances pour les opérations douanières

Redevance pour les formalités de traitement des marchandises

32. Depuis 1985, les États-Unis prélèvent des redevances pour le traitement des marchandises commerciales. Plusieurs révisions de la loi ou de nouvelles lois ont modifié les redevances, changé leur mode de calcul et créé des exemptions. La redevance pour les formalités de traitement des marchandises a été instaurée en 1986, et elle s'applique différemment depuis 1990 selon que l'importation fait l'objet d'une entrée informelle ou formelle. Pour les entrées informelles, les redevances sont les suivantes: 2 dollars EU pour les entrées informatisées, 6 dollars EU pour les entrées manuelles qui ne sont pas préparées par le CBP et 9 dollars EU pour les entrées manuelles préparées par le CBP. Pour les entrées formelles, il existe une redevance *ad valorem* assortie d'un taux plancher (25 dollars EU) et d'un taux plafond (485 dollars EU). À l'heure actuelle, la limite fixée

⁵⁰ Bureau des douanes et de la protection des frontières (2012).

⁵¹ Renseignements en ligne de l'Administration des importations, "The Insular Possessions Watch and Jewellery Program". Adresse consultée: <http://ia.ita.doc.gov/sips/sipswap.html>.

pour l'entrée informelle des marchandises est de 2 000 dollars EU, mais il existe un projet de règle du Département de la sécurité intérieure et du Département du Trésor visant à porter la limite à 2 500 dollars EU.⁵² La règle finale devrait être publiée au deuxième semestre de 2012.⁵³

33. Suite à la promulgation de l'ALENA, la redevance pour les formalités de traitement des marchandises ne s'applique pas aux importations en provenance du Canada depuis le 1^{er} janvier 1994 et à celles en provenance du Mexique depuis le 30 juin 1999. Les ALE successifs ont prévu dans la plupart des cas une exemption de cette redevance, sauf pour le Maroc et la Jordanie. Certains autres bénéficiaires de programmes de préférences sont aussi exemptés (tableau III.5).

Tableau III.5

Exemptions de la redevance pour les formalités de traitement des marchandises, 2012

Exemption	Référence	Notes
Australie	Article 2.12 de l'AFTA	Les marchandises bénéficiant d'un NPT ^a ne sont pas exemptées
Bahreïn	19 CFR 24.23 c) 8)	Les marchandises bénéficiant d'un NPT ne sont pas exemptées
Chili	19 CFR 24.23 c) 7)	Les marchandises bénéficiant d'un NPT ne sont pas exemptées
ALEAC-RD	19 CFR 24.23 c)	Les marchandises bénéficiant d'un NPT ne sont pas exemptées
Colombie	19 USC 58c b) 20)	
Israël	19 CFR 24.23 c) 5)	Les produits israéliens sont exemptés, que l'ALE avec Israël soit invoqué ou non
Corée, Rép. de	Sec. 203	
ALENA	19 CFR 24.23 c) 3)	Les marchandises bénéficiant d'un NPT ne sont pas exemptées. Les marchandises répondant au critère E (annexe 308.1) ne sont pas exemptées à moins qu'elles ne remplissent les conditions requises pour être marquées comme étant des produits du Canada ou du Mexique
Oman	19 CFR 24.23 c)	
Panama	Sec. 204	
Pérou	19 CFR 24.23 c)	
Singapour	19 CFR 24.23 c) 6)	Les marchandises relevant du projet intégré de sélection des fournisseurs (Integrated Sourcing Initiative) sont aussi originaires, donc également exemptées. Les marchandises bénéficiant d'un NPT ne sont pas exemptées.
AGOA	19 CFR 24.23 c) 1) iv) 19 CFR 24.23 c) 1) i)	Exemption dans le seul cas où le produit provient d'un pays le moins avancé bénéficiaire ou relève de la position 9819 du Tarif douanier harmonisé
ATPDEA	19 CFR 24.23 c) 1) i)	Exemption dans le seul cas où la position 9821 du Tarif douanier harmonisé est invoquée
CBERA	19 CFR 24.23 c) 1) iii)	Exemption que la CBERA soit invoquée ou non
CBTPA	19 CFR 24.23 c) 1) iii)	Exemption que la CBTPA soit invoquée ou non car il s'agit d'un sous-ensemble de la CBERA
DCMAO (DCASR) ^b	19 CFR 24.23 c) 1) i)	
SGP	19 CFR 24.23 c) 1) iv)	Bien que les produits d'un pays visé par le SGP ne soient pas exemptés, les produits d'un pays le moins avancé bénéficiaire (sous-ensemble) sont exemptés, que le SGP soit invoqué ou non
Possessions insulaires ^c	19 CFR 24.23 c) 1) ii)	Les produits des possessions insulaires sont exemptés que la préférence soit invoquée ou non

a NPT = marchandises bénéficiant d'un niveau de préférence tarifaire. Ces marchandises sont restreintes en quantité et sont administrées comme un contingent par le CBP. Elles concernent les textiles et les vêtements. Voir la section vii) a) pour plus de détails sur le NPT.

b Bureau de gestion des contrats de défense (Représentant du Service d'administration des contrats de défense).

c Îles Vierges américaines, Guam, Samoa américaines et Îles Mariannes du Nord.

Source: Renseignements en ligne du Bureau des douanes et de la protection des frontières, "Trade: Trade Programs: Trade Agreements: MPF and Duty Preference Programs". Adresse consultée: http://www.cbp.gov/xp/cgov/trade/trade_programs/international_agreements/merchandise_fee/; et Loi sur la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et la Corée, Public Law n° 112-41, 21 octobre 2011.

⁵² 76 FR 66875.

⁵³ Ce projet de règle supprimerait aussi la prescription voulant que certains produits, à savoir les textiles et les vêtements, soient importés sous la forme d'une entrée formelle. Le CBP note que cette prescription n'est plus nécessaire dans la mesure où ces produits ne sont plus soumis à contingent au titre de l'ATV qui est arrivé à expiration (voir 76 FR 66875).

34. Une nouvelle loi a porté le taux *ad valorem* de la redevance pour les formalités de traitement des marchandises applicable aux entrées formelles de 0,21% à 0,3464% à compter du 1^{er} octobre 2011; toutefois, les taux plancher et plafond sont restés de 25 dollars EU et 485 dollars EU respectivement.⁵⁴ Les taux applicables aux entrées informelles demeurent inchangés.

Redevance au titre de la Loi de finances rectificative générale

35. Les États-Unis prélèvent une redevance pour couvrir les frais de traitement visant à s'assurer que les transporteurs, les passagers et leurs effets personnels qui entrent sur le territoire des États-Unis sont conformes aux lois douanières. Cette loi, établie en 1985 sous le nom de Loi de finances rectificative générale, a été modifiée au fil des ans et instaure pour l'essentiel un régime de redevance à taux fixe pour les services d'inspection à l'arrivée des navires de commerce, camions, voitures de chemin de fer, aéronefs et bateaux privés, et de certains passagers qui arrivent sur des navires ou des aéronefs commerciaux (tableau III.6).

Tableau III.6
Redevances au titre de la Loi de finances rectificative générale

Redevance	Référence	Taux de la redevance/vignette annuelle/plafond/redevance versée par les usagers	Notes
Navire de commerce	19 CFR 24.22 b) 1)	437 \$EU/5 955 \$EU (plafond)	
Véhicule commercial	19 CFR 24.22 c)	5,50 \$EU/100 \$EU (plafond annuel)	
Voitures de chemin de fer	19 CFR 24.22 d)	8,25 \$EU/100 \$EU (paiement anticipé)	
Aéronef/navire privé	19 CFR 24.22 e)	27,50 \$EU (vignette annuelle)	
Transport aérien/maritime de passagers	19 CFR 24.22 g)	5,50 \$EU	Exemption pour le Canada, le Mexique, et les territoires, possessions ou îles adjacentes des États-Unis
Passagers de navires de croisière et de transbordeurs venant du Canada, du Mexique et des territoires, possessions ou îles adjacentes des États-Unis	19 CFR 24.22 g) ii)	1,93 \$EU	
Envois postaux passibles de droits	19 CFR 24.22 f)	5,50 \$EU	
Courtier en douane	19 CFR 24.22 c)	138 \$EU (redevance annuelle)	
Péniches/vraquiers du Canada et du Mexique	19 CFR 24.22 b) 2) i)	110 \$EU /1 500 \$EU (plafond)	

Source: CBP (sans date), User Fees FAQs. Adresse consultée: "http://www.cbp.gov/linkhandler/cgov/travel/inspections_carriers_facilities/advisory_committee/user_fees_faqs.ctt/user_fees_faqs.doc".

⁵⁴ 19 USC 58c note, Public Law No. 112-40.

b) Taxe d'entretien des ports

36. Depuis 1986, les États-Unis prélèvent une redevance sur certaines marchandises qui arrivent par voie maritime afin d'entretenir les voies de navigation.⁵⁵ La redevance *ad valorem* de 0,125% est calculée à partir de la valeur déclarée du fret commercial qui entre aux États-Unis.⁵⁶ Elle est déposée par le CBP sur le Fonds pour l'entretien des ports, et le Congrès des États-Unis ouvre des crédits pour le dragage des ports ou d'autres opérations. Le fonds maintient un excédent important depuis de nombreuses années. Les données de 2005 tendent à indiquer que la plupart des dépenses engagées à l'aide de ce fonds ces dernières années se sont concentrées en Louisiane, alors que les ports qui produisent le plus de recettes se trouvent ailleurs. En fait, la taxe permet de réunir des fonds qui sont distribués sans prendre en considération les ports dans lesquels elle a été prélevée.⁵⁷ Plusieurs changements concernant la taxe d'entretien des ports, y compris son taux et l'affectation des recettes, ont été soumis récemment au Congrès, mais aucun n'a été adopté.⁵⁸

c) Redevances dans le domaine agricole

37. Les redevances prélevées par les douanes à la frontière pour l'inspection et/ou la quarantaine des produits agricoles, souvent dénommées "AQI", sont administrées conjointement par le Service de l'inspection zoosanitaire et phytosanitaire (APHIS) et le Bureau des douanes et de la protection des frontières du Département de la sécurité intérieure. Les redevances varient selon le type de transporteur (tableau III.7). La Loi de 1990 sur l'alimentation, l'agriculture, la conservation et le commerce a porté autorisation de ces redevances, qui ont été ajustées et modifiées par des textes législatifs ultérieurs.⁵⁹ Pour l'exercice budgétaire 2011, les redevances AQI perçues se sont montées à 534,7 millions de dollars EU.⁶⁰

Tableau III.7
Redevances dans le domaine agricole, 2012

Redevance	Référence	Taux de la redevance/vignette annuelle/plafond/paiement anticipé
Passager aérien	7 CFR 354.3 f)	5 \$EU
Aéronef commercial	7 CFR 354.3 e)	70,75 \$EU
Camion utilitaire	7 CFR 354.3 c)	5,25 \$EU/105 \$EU (vignette annuelle)
Navire de commerce	7 CFR 354.3 b)	496 \$EU/7 410 (plafond)
Voiture de chemin de fer à usage commercial	7 CFR 354.3 d)	7,75 \$EU/155 (paiement anticipé)

Source: CBP (sans date), User Fees FAQs. Adresse consultée: "http://www.cbp.gov/linkhandler/cgov/travel/inspections_carriers_facilities/advisory_committee/user_fees_faqs.ctt/user_fees_faqs.doc"; et renseignements en ligne du Département de l'agriculture, "Agricultural Quarantine and Inspection: User Fees". Adresse consultée: http://www.aphis.usda.gov/userfees/aqi_rates.shtml.

⁵⁵ Loi de 1986 sur la mise en valeur des ressources en eau, P.L. 99-662. Un arrêt de la Cour Suprême de 1998 a contesté le fait que la redevance était perçue sur les exportations: depuis cette date, elle ne s'applique qu'aux importations.

⁵⁶ Les passagers doivent aussi acquitter la redevance en fonction du prix de leur billet (GAO, 2008).

⁵⁷ "Alors que les dix premiers ports représentent près de 70% de la valeur totale des marchandises étrangères qui transitent par les ports des États-Unis, ils ont bénéficié de 16% environ du total des dépenses engagées à l'aide du Fonds pour l'entretien des ports ces dix dernières années" (Frittelli, 2011).

⁵⁸ Frittelli (2011).

⁵⁹ 21 USC 136a/Pub. L. No. 101-624, tel que modifié par Pub. L. No. 101-508, Pub. L. No. 102-237, Pub. L. No. 104-127, et Pub. L. No. 107-171.

⁶⁰ Renseignements en ligne du Département de l'agriculture, "Agricultural Quarantine and Inspection: User Fees". Adresse consultée: http://www.aphis.usda.gov/userfees/aqi_rates.shtml.

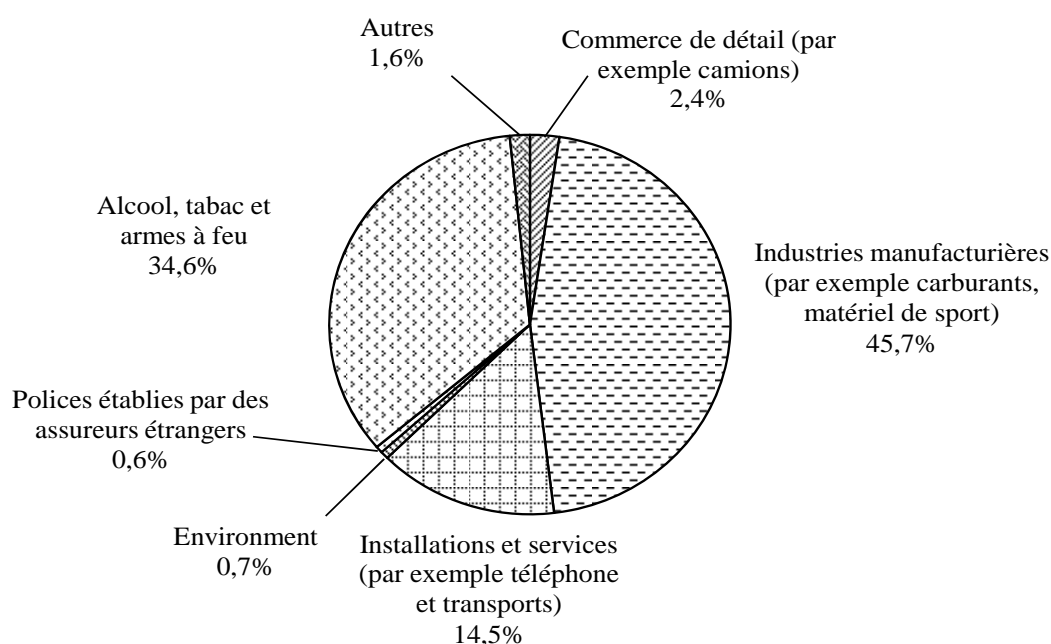
d) Droits d'accise

38. Les États-Unis maintiennent plus de 100 droits d'accise au niveau fédéral sur divers produits et services.⁶¹ Plusieurs d'entre eux ont été examinés à l'occasion de précédents examens de la politique commerciale des États-Unis.⁶² Le Code des impôts établit ces droits qui sont fixés et recouvrés sur différentes bases mais revêtent principalement deux formes: les droits d'accise au titre d'un fonds général et les droits d'accise au titre d'un fonds d'affectation spéciale. Les fonds d'affectation spéciale ont été établis par le gouvernement fédéral, souvent pour toute une série d'objectifs sociaux, et sont financés par affectation de certaines recettes d'accise; les autres droits d'accise alloués au fonds général sont utilisés pour des dépenses d'utilité générale.

39. Pour l'exercice budgétaire 2010, les États-Unis ont recouvré 74,7 milliards de dollars EU sous la forme de droits d'accise fédéraux. Plus d'un tiers (25,1 milliards) a été prélevé sur le carburant pour moteur essence, suivi par les produits du tabac (15,5 milliards), le carburant pour moteur diesel (8,6 milliards), les boissons alcooliques (7,6 milliards) et le transport aérien de voyageurs (7,6 milliards) (graphique III.3).⁶³

Graphique III.3

Droits d'accise fédéraux déclarés et recouvrés, année fiscale 2010



Source: Département du Trésor; Direction de la fiscalité et du commerce des alcool et des tabacs; Code des impôts; et Bureau des finances.

⁶¹ Pour une description complète et détaillée des taxes et de leurs modalités, voir Commission mixte sur la fiscalité (2011).

⁶² Voir les documents de l'OMC WT/TPR/M/200/Add.1 du 9 septembre 2008; et WT/TPR/S/235/Rev.1 du 29 octobre 2010.

⁶³ Renseignements en ligne de l'Administration fiscale, "IRS online information, "SOI Bulletin Historical Table 20: Federal Excise Taxes Reported to or Collected By the Internal Revenue Service, Alcohol and Tobacco Tax and Trade Bureau, and Customs Service, By Type of Excise Tax, Fiscal Years 1999–2010". Adresse consultée: <http://www.irs.gov/taxstats/article/0,,id=175900,00.html>.

40. Les droits d'accise fédéraux sont prélevés et enregistrés par l'Administration fiscale pour les secteurs du commerce de détail, de l'industrie manufacturière, des services, de l'environnement, des transports et de l'assurance; ou par le CBP (importations), et la Direction de la fiscalité et du commerce des alcools et des tabacs (produits nationaux), pour les spiritueux, le vin, la bière, les produits du tabac; et par le Service des alcools, des tabacs, des armes à feu et des explosifs pour les armes à feu. Comme il a été indiqué à l'occasion des précédents examens de la politique commerciale, des différences existent quant au recouvrement des droits d'accise pour certaines catégories de bière et de vin.

41. Les droits d'accise ne sont pas seulement prélevés à l'échelle fédérale, mais aussi à l'échelle des 50 États et collectivités locales qui en appliquent notamment aux carburants, aux produits du tabac, aux cigarettes, aux spiritueux, au vin et à la bière.

vi) Mesures contingentes

a) Mesures antidumping et mesures compensatoires

42. La législation relative aux droits antidumping et aux droits compensateurs figure dans le titre 19 du Code des États-Unis (articles 1671-77). Les règles sont énoncées dans le titre 19 du Code des règlements fédéraux. Le Département du commerce et la Commission du commerce international des États-Unis (USITC) sont responsables de l'administration de la législation relative aux droits antidumping et aux droits compensateurs.

43. Le nombre d'ouvertures d'enquêtes antidumping a augmenté en 2011 alors qu'il était resté modeste en 2010. En 2008-2010, plus de 90% des enquêtes antidumping ouvertes ont débouché sur l'imposition de mesures antidumping finales, mais ce pourcentage est tombé en 2011 pour s'établir à 50% jusqu'en juin 2012 (tableau III.8). De 2008 à juin 2012, des enquêtes antidumping ont été ouvertes sur 0,15% des importations totales.

44. Ces dernières années, la majorité des enquêtes antidumping ont porté sur des importations en provenance d'Asie et, en particulier, de Chine. Ces cinq dernières années, l'Asie a représenté 83% des enquêtes antidumping ouvertes, les Amériques 10% et le Moyen-Orient 5% (graphique III.4).

Tableau III.8
Enquêtes antidumping, 2008-2012

	2008	2009	2010	2011	2012 ^a
Ouvertures d'enquêtes	16	20	3	15	9
Dans le cadre des enquêtes ouvertes, les déterminations suivantes ont été faites ^b					
Déterminations préliminaires de l'existence d'un dommage, négatives	s.o.	2	s.o.	..	..
Déterminations finales de l'existence d'un dommage, positives	15	17	3	4	..
Déterminations finales de l'existence d'un dommage, négatives	1	1	s.o.	5	..
Déterminations finales de l'existence d'un dumping, positives	15	18	3	9	..
Déterminations finales de l'existence d'un dumping, négatives	s.o.	s.o.	s.o.	..	..
Clôture, suspension ou retrait	1	s.o.	1	..	..
En pourcentage					
Déterminations finales de l'existence d'un dumping, positives	94	90	100	..	..
Déterminations finales de l'existence d'un dumping, négatives	s.o.	s.o.	s.o.	..	..

	2008	2009	2010	2011	2012 ^a
Importations faisant l'objet d'une ouverture d'enquête (millions de \$EU) ^c	984	5 614	753	5 659	1 555
En pourcentage des importations totales	0,05	0,27	0,05	0,30	0,07

s.o. Sans objet.

.. Non disponible.

a Jusqu'en juin 2012.

b Données fondées sur l'année civile d'ouverture de l'enquête pertinente, quelle que soit la date à laquelle une action donnée a réellement eu lieu.

c Les données relatives à la valeur des importations sont fondées sur l'année civile précédant la date d'ouverture de l'enquête.

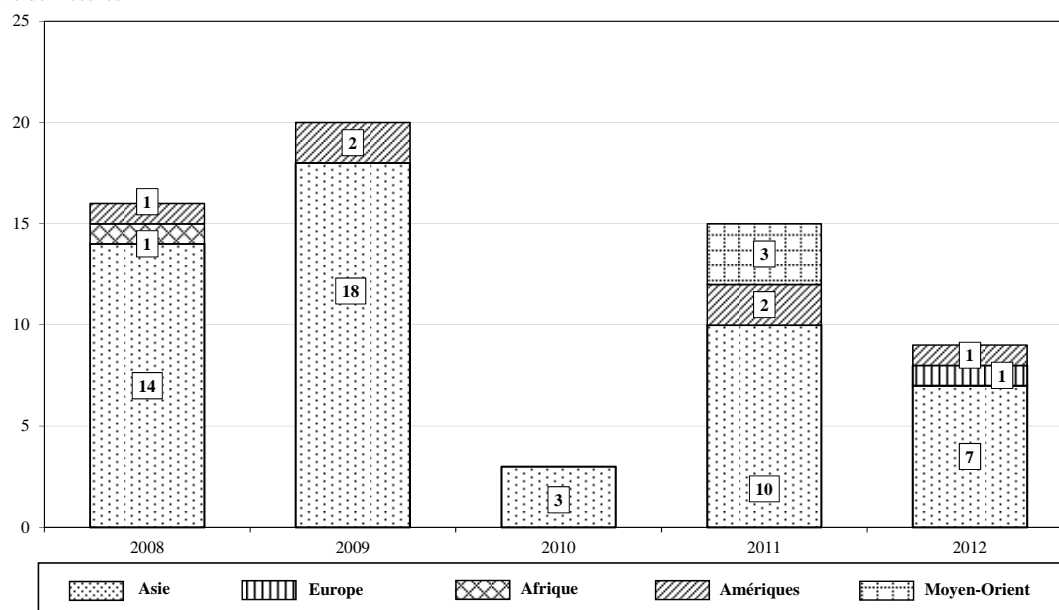
Note: Tous les chiffres se rapportent à l'année civile.

Source: Secrétariat de l'OMC, d'après les renseignements en ligne de l'Administration des importations, "Antidumping and Countervailing Duty Investigations Initiated After January 01, 2000". Adresse consultée: <http://ia.ita.doc.gov/stats/inv-initiations-2000-current.html>; USITC (2010), *Import Injury Investigations Case Statistics (exercice 1980-2008)*, février. Adresse consultée: http://www.usitc.gov/trade_remedy/documents/historical_case_stats.pdf; et renseignements en ligne de l'USITC "Trade Remedy Investigations: Completed Investigations". Adresse consultée: http://www.usitc.gov/trade_remedy/731_ad_701_cvd/investigations/completed/index.htm.

Graphique III.4

Enquêtes antidumping ouvertes, par région, 2008-2012^a

Nombre de mesures



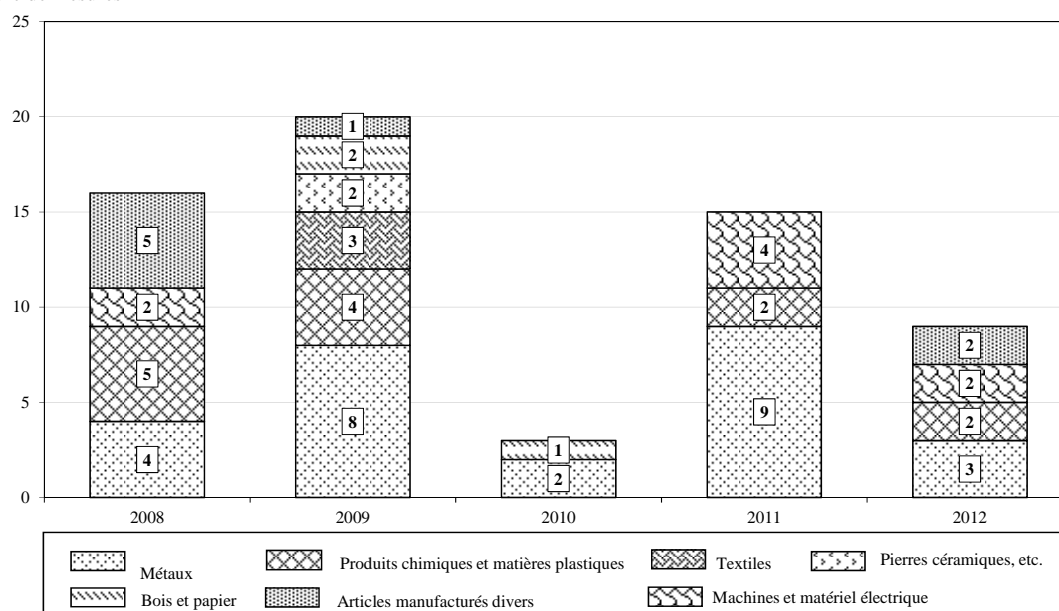
a Les données vont jusqu'au 30 juin 2012.

Source: Secrétariat de l'OMC, d'après les renseignements en ligne de l'Administration des importations. Adresse consultée: <http://ia.ita.doc.gov/stats/inv-initiations-2000-current.html>; USITC (2010), *Import Injury Investigations Case Statistics (exercice 1980-2008)*, février; et renseignements en ligne de l'USITC. Adresse consultée: http://www.usitc.gov/trade_remedy/731_ad_701_cvd/investigations/completed/index.htm.

45. Pour ce qui est des secteurs visés par les enquêtes antidumping, l'industrie des métaux a fait l'objet de 41% du total des enquêtes, suivie par les produits chimiques et les matières plastiques (21%) et les machines et le matériel électrique (13%) (graphique III.5).

Graphique III.5**Enquêtes antidumping ouvertes, par produit, 2008-2012^a**

Nombre de mesures



a Données jusqu'au 30 juin 2012.

Source: Secrétariat de l'OMC, d'après les renseignements en ligne de l'Administration des importations. Adresse consultée: <http://ia.ita.doc.gov/stats/inv-initiations-2000-current.html>; USITC(2010), *Import Injury Investigations Case Statistics (FY 1980-2008)*, février; et renseignements en ligne de l'USITC. Adresse consultée: http://www.usitc.gov/trade_remedy/731_ad_701_cvd/investigations/completed/index.htm.

46. À la fin de 2011, les États-Unis comptaient 237 mesures antidumping en vigueur; ce nombre est resté relativement stable pendant la période allant de 2008 à 2011, avec 241 mesures en moyenne. En 2011, la Chine a fait l'objet de la plupart des ordonnances antidumping (38%), suivie par les pays de l'UE (10%) et le Taipei chinois (7%). Le nombre d'ordonnances antidumping concernant des importations en provenance de Chine a régulièrement augmenté, parallèlement à l'accroissement de ces importations, alors que dans le cas des importations en provenance d'États membres de l'UE, il a diminué. Pour les six autres pays/territoires douaniers (Taïpei chinois, Inde, Japon, République de Corée, Brésil et Mexique) qui viennent ensuite pour ce qui est du nombre d'ordonnances antidumping, ce dernier est resté stable ces quatre dernières années (tableau III.9). Beaucoup de ces pays en développement sont aussi, en général, ceux qui ont recouru plus fréquemment aux mesures antidumping ces dernières années.

47. Conformément aux engagements pris lors du Cycle d'Uruguay, les États-Unis ont commencé en juillet 1998 à réexaminer les ordonnances antidumping qui étaient encore en vigueur. Les deux organismes concernés – le Département du commerce et l'USITC – avaient procédé à 738 réexamens à la fin de 2011 dans le cadre de la procédure des réexamens à l'extinction. À l'issue de ces réexamens, environ 58% des ordonnances ont été maintenues (c'est-à-dire n'ont pas été abrogées) et 37% ont été abrogées (tableau III.10).

Tableau III.9
Mesures antidumping, par pays, 2008-2011

	2008	2009	2010	2011
Partenaire commercial/région				
Chine	72	82	88	91
Pays de l'UE-27	32	32	31	23
Taïpei chinois	16	16	16	16
Inde	14	16	16	15
Japon	20	20	16	14
Corée, Rép. de	14	15	13	11
Brésil	11	11	11	10
Mexique	7	6	8	6
Autres pays d'Amérique	6	6	6	6
Autres pays d'Asie (y compris l'Australie)	22	22	25	25
Autres pays d'Europe	17	17	17	17
Afrique	3	3	3	3
Total	234	246	250	237

Source: Secrétariat de l'OMC, d'après USITC (2011), *Antidumping and Countervailing Duty Orders in place as of 11 October 2011*; USITC (2010), *Import Injury Investigations Case Statistics (FY 1980-2008)*, février. Adresse consultée: http://www.usitc.gov/trade_remedy/documents/historical_case_stats.pdf; et renseignements en ligne de l'Administration des importations du Département du commerce.

Tableau III.10
Aperçu des enquêtes ouvertes dans le cadre d'un réexamen à l'extinction après cinq ans, à la fin de l'année 2011

	Nombre de procédures	Répartition des procédures (%)
Procédures engagées	738	
Résolution finale – ordonnance abrogée	271	36,7
Résolution finale – ordonnance non abrogée	427	57,9
Clôture	2	0,3
Suspension	3	0,4
En instance	35	4,7

Source: Secrétariat de l'OMC, d'après USITC (2010), *Import Injury Investigations Case Statistics (FY 1980-2008)*, février. Adresse consultée: http://www.usitc.gov/trade_remedy/documents/historical_case_stats.pdf; base de données en ligne de l'USITC sur les réexamens à l'extinction. Adresse consultée: <http://pubapps2.usitc.gov/sunset/caseProf/list?sort=caseTitle&order=asc>; et renseignements en ligne de l'USITC, "Trade Remedy Investigations: Active Investigations". Adresse consultée: http://www.usitc.gov/trade_remedy/731_ad_701_cvd/investigations/active/index.htm#reviews.

48. Les États-Unis ont renoncé à utiliser la réduction à zéro pour le calcul des marges lors des enquêtes initiales sur la base de comparaisons moyennes pondérées à moyennes pondérées en 2006. Toutefois, en février 2012, après avoir publié un projet de modification, recueilli les observations du public, et consulté le Congrès, le Département du commerce des États-Unis a modifié sa méthode pour traiter la question de la réduction à zéro dans les réexamens administratifs, les réexamens liés à de nouveaux exportateurs, les réexamens accélérés, et les réexamens à l'extinction.⁶⁴ Dans les réexamens administratifs, "sauf dans les cas où le Département détermine que l'application d'une méthode de comparaison différente est plus appropriée, le Département compare les prix à l'exportation moyens pondérés mensuels avec les valeurs normales moyennes pondérées mensuelles et

⁶⁴ *Federal Register*, "Antidumping Proceedings: Calculation of the Weighted Average Dumping Margin and Assessment Rate in Certain Anti-Dumping Proceedings: Final Modification", Vol. 77, n° 30, page 8101, 14 février 2012. Adresse consultée: "<http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/FR-2012-02-14/html/2012-3290.htm>".

accorde une compensation" lorsque le prix à l'exportation est supérieur à la valeur normale.⁶⁵ En outre, dans les réexamens à l'extinction "il n'utilise pas de marges de dumping moyennes pondérées qui ont été calculées en recourant à une méthode dont l'Organe d'appel a déterminé qu'elle était incompatible avec les règles de l'OMC".⁶⁶ Les nouvelles règles s'appliquent à tous les réexamens en instance devant le Département pour lesquels des résultats préliminaires ont été publiés après le 16 avril 2012.

49. En août 2011, le Département du commerce a mis en œuvre des modifications de ses règlements concernant la présentation de renseignements dans le cadre des procédures en matière de droits antidumping et de droits compensateurs. Ces modifications ont consisté à incorporer les changements résultant de la première phase de mise en œuvre par le Département d'un système d'archivage électronique dénommé Système ACCESS (Système des services électroniques centralisés concernant les affaires antidumping et les affaires en matière de droits compensateurs de l'Administration des importations). Lorsque les deux phases restantes seront pleinement mises en œuvre (2012-2013), tous les documents publics seront disponibles dans le Système ACCESS.⁶⁷

50. Pendant la période à l'examen, les États-Unis ont adopté ou proposé plusieurs modifications de leur méthode de calcul des marges de dumping pour les pays à économie autre que de marché. En juin 2012, après avoir recueilli les observations du public, le Département du commerce a annoncé un changement de méthode suivant lequel il réduirait désormais le prix à l'exportation ou le prix à l'exportation construit du montant de tout taxe à l'exportation, droit ou autre imposition dans les procédures impliquant la Chine et le Viet Nam. Cette réduction est courante dans les transactions faisant intervenir des pays à économie de marché, mais le Département du commerce avait estimé jusque-là qu'elle n'était pas appropriée dans le cas des pays à économie autre que de marché.

51. Plus récemment, le Département du commerce a proposé de modifier ses règlements concernant l'utilisation des prix des intrants des pays à économie de marché dans le cadre des procédures impliquant des pays à économie autre que de marché. Selon la modification proposée, lorsqu'un producteur d'un pays à économie autre que de marché achète un intrant à un fournisseur d'un pays à économie de marché, le Département du commerce traiterait le prix payé à ce fournisseur comme le prix de l'ensemble de l'intrant utilisé uniquement si "l'essentiel" de l'intrant (plus de 85%) a été acheté à ce même fournisseur. Dans les autres cas, il utiliserait un prix de substitution pour la partie de l'intrant qui n'a pas été achetée à un fournisseur d'un pays à économie de marché. À l'heure actuelle, il est censé utiliser le prix payé au fournisseur d'un pays à économie de marché comme le prix de l'ensemble de l'intrant utilisé lorsque la part de l'intrant achetée aux fournisseurs d'un pays à économie de marché est supérieure à 33% du volume total de l'intrant acheté. Ce projet de modification a été présenté au public pour recueillir des observations qui devront être reçues avant le 30 juillet 2012.

⁶⁵ *Federal Register*, "Antidumping Proceedings: Calculation of the Weighted Average Dumping Margin and Assessment Rate in Certain Anti-Dumping Proceedings: Final Modification", Vol. 77, n° 30, page 8102, 14 février 2012. Adresse consultée: "<http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/FR-2012-02-14/html/2012-3290.htm>".

⁶⁶ *Federal Register*, "Antidumping Proceedings: Calculation of the Weighted Average Dumping Margin and Assessment Rate in Certain Anti-Dumping Proceedings: Final Modification", Vol. 77, n° 30, page 8103, 14 février 2012. Adresse consultée: "<http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/FR-2012-02-14/html/2012-3290.htm>".

⁶⁷ Renseignements en ligne de l'Administration du commerce international. Adresse consultée: <http://iaaccess.trade.gov>.

52. De 2008 à 2010, 91% des enquêtes en matière de droits compensateurs ont donné lieu à des déterminations finales positives concernant des droits compensateurs. De 2008 à juin 2012, des enquêtes en matière de droits compensateurs ont été ouvertes sur 0,10% des importations totales (tableau III.11).

Tableau III.11
Ouvertures d'enquêtes en matière de droits compensateurs, 2008-2012

	2008	2009	2010	2011	2012 ^a
Ouvertures d'enquêtes	6	14	3	9	4
Dans le cadre des enquêtes ouvertes, les déterminations suivantes ont été faites ^b					
Déterminations préliminaires, négatives	s.o.	1	s.o.		
Déterminations finales de l'existence d'un dommage, positives	6	10	3	1	..
Déterminations finales de l'existence d'un dommage, négatives	s.o.	3	s.o.	..	..
Déterminations finales en matière de droits compensateurs, affirmatives	6	12	3	..	..
Déterminations finales en matière de droits compensateurs, négatives	s.o.	1	s.o.	..	..
Clôture, suspension ou retrait				..	
En pourcentage					
Déterminations finales en matière de droits compensateurs, affirmatives	100	86	100	..	..
Déterminations finales en matière de droits compensateurs, négatives	s.o.	7	s.o.	..	..
Importations faisant l'objet d'ouvertures d'enquêtes (millions de \$EU) ^c	511	4 475	752	2 713	941
En pourcentage des importations totales	0,03	0,21	0,05	0,14	0,04

s.o. Sans objet.

.. Non disponible.

a Jusqu'en juin 2012.

b Données fondées sur l'année civile d'ouverture de l'enquête pertinente, quelle que soit la date à laquelle une action donnée a réellement eu lieu.

c Les données relatives à la valeur des importations portent sur l'année civile précédant la date d'ouverture de l'enquête.

Note: Tous les chiffres se rapportent à l'année civile.

Source: Secrétariat de l'OMC, d'après les renseignements en ligne de l'Administration des importations, "Antidumping and Countervailing Duty Investigations Initiated After January 01, 2000". Adresse consultée: <http://ia.ita.doc.gov/stats/inv-initiations-2000-current.html>; USITC (2010), *Import Injury Investigations Case Statistics (FY 1980-2008)*, février. Adresse consultée: http://www.usitc.gov/trade_remedy/documents/historical_case_stats.pdf; et renseignements en ligne de l'USITC "Trade Remedy Investigations: Completed Investigations". Adresse consultée: http://www.usitc.gov/trade_remedy/731_ad_701_cvd/investigations/completed/index.htm.

53. La majorité des enquêtes en matière de droits compensateurs ouvertes au cours des cinq dernières années ont porté sur des importations en provenance de pays asiatiques (92%) (graphique III.6), en particulier la Chine. Cela correspond à une décision prise par le Département du commerce, notée dans le rapport du Secrétariat sur le précédent examen⁶⁸, d'appliquer des mesures compensatoires aux pays à économie autre que de marché (NME). Cette décision, et celles qui ont suivi concernant l'application simultanée de mesures compensatoires et de mesures antidumping fondées sur des marges de dumping calculées selon la méthode employée pour les NME ont donné lieu à des procédures à la fois à l'OMC⁶⁹ et devant les tribunaux nationaux. Alors qu'en décembre 2011, la Cour d'appel du Circuit fédéral des États-Unis a été d'avis qu'en vertu du droit des États-Unis, il n'était pas possible d'appliquer des mesures compensatoires aux NME⁷⁰, le Congrès, en

⁶⁸ Document de l'OMC WT/TPR/S/235/Rev.1 du 29 octobre 2010, page 36.

⁶⁹ Document de l'OMC WT/DS379/AB/R, États-Unis – Droits antidumping et droits compensateurs définitifs visant certains produits en provenance de Chine.

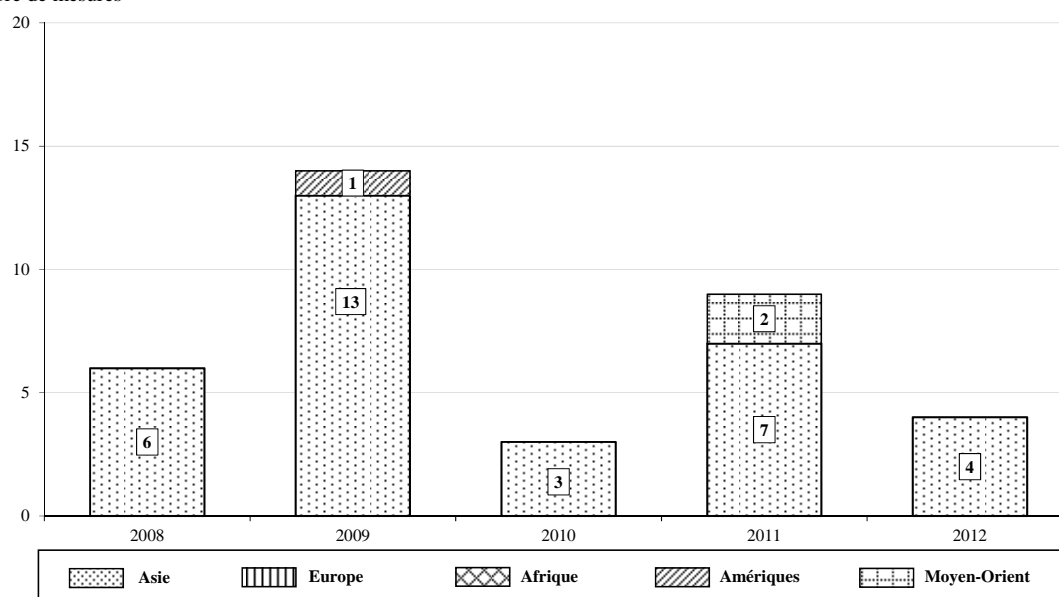
⁷⁰ *GPX International Tire Corp. v. United States*, 666 F3d 732 (Fed. Cir. 2011).

mars 2012, a promulgué une loi qui infirme de fait cette décision avec effet rétroactif.⁷¹ Cette nouvelle loi, qui contient aussi des dispositions visant à tenir compte des décisions de l'OMC en évitant le "double comptage", est actuellement contestée au niveau constitutionnel.⁷²

Graphique III.6

Mesures compensatoires adoptées, par région, 2008-2012^a

Nombre de mesures



a Les données vont jusqu'au 30 juin 2012.

Source: Secrétariat de l'OMC, d'après les renseignements en ligne de l'Administration des importations. Adresse consultée: <http://ia.ita.doc.gov/stats/inv-initiations-2000-current.html>; USITC(2010), *Import Injury Investigations Case Statistics (FY 1980-2008)*, février; et renseignements en ligne de l'USITC. Adresse consultée: http://www.usitc.gov/trade_remedy/731_ad_701_cvd/investigations/completed/index.htm.

54. Depuis 2008, les mesures compensatoires concernent surtout le secteur des métaux dans lequel il y a eu 20 procédures (graphique III.7).

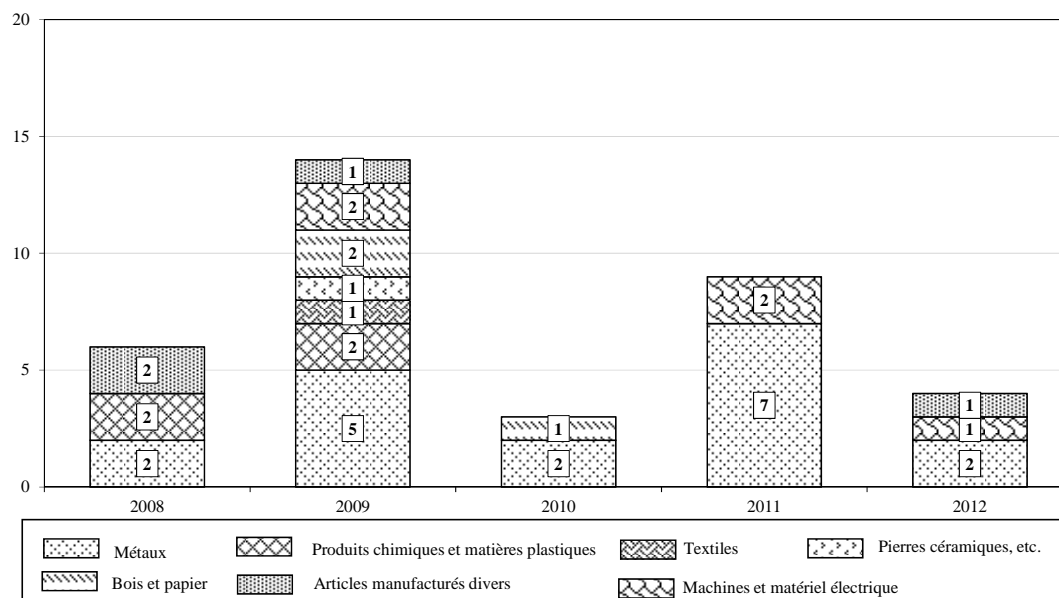
55. À l'issue des 125 procédures de réexamen à l'extinction engagées à ce jour, le droit compensateur final a été dans la moitié des cas (48%) supprimé (abrogé) et dans l'autre moitié (49%) maintenu (non abrogé) (tableau III.12).

⁷¹ *Application of Countervailing Duty Provisions to Nonmarket Economy Countries*, Pub. L. No. 112-99, 126 Stat. 265 (2012)(à codifier dans 19 USC Secs. 1671, 1677f-1).

⁷² *GPX International Tire Corp. v. United States*, 2011-1107, -1108, -1109, 9 mai 2012 (Fed. Cir. 2012).

Graphique III.7
Mesures compensatoires adoptées, par produit, 2008-2012^a

Nombre de mesures



a Les données vont jusqu'au 30 juin 2012.

Source : Secrétariat de l'OMC, d'après les renseignements en ligne de l'Administration des importations. Adresse consultée: <http://ia.ita.doc.gov/stats/inv-initiations-2000-current.html>; USITC(2010), *Import Injury Investigations Case Statistics (FY 1980-2008)*, février; et renseignements en ligne de l'USITC. Adresse consultée: http://www.usitc.gov/trade_remedy/731_ad_701_cvd/investigations/completed/index.htm.

Tableau III.12
Aperçu des procédures de réexamen à l'extinction après cinq ans, à la fin de l'année 2011

	Nombre de procédures	Répartition des procédures (%)
Procédures engagées	125	100,0
Résolution finale – ordonnance abrogée	60	48,0
Résolution finale – ordonnance non abrogée	61	48,8
Clôture	0	0,0
Suspension	0	0,0
En instance	4	3,2

Source : Secrétariat de l'OMC, d'après USITC (2010), *Import Injury Investigations Case Statistics (FY 1980-2008)*, février. Adresse consultée: http://www.usitc.gov/trade_remedy/documents/historical_case_stats.pdf; base de données en ligne de l'USITC sur les réexamens à l'extinction. Adresse consultée: <http://pubapps2.usitc.gov/sunset/caseProf/list?sort=caseTitle&order=asc>; et renseignements en ligne de l'USITC, "Trade Remedy Investigations: Active Investigations". Adresse consultée: http://www.usitc.gov/trade_remedy/731_ad_701_cvd/investigations/active/index.htm#reviews.

b) Sauvegardes

56. Il y a aux États-Unis plusieurs lois concernant les sauvegardes. Les dispositions globales en matière de sauvegardes, 19 USC 2251-2254, sont généralement désignées par référence aux articles 201 à 204 de la Loi sur le commerce extérieur de 1974, telle que modifiée. Il y a aussi une législation en matière de sauvegardes spécifique pour les pays communistes dans 19 USC 2436 (article 406) et pour la Chine dans 19 USC 2451-2451b (articles 421 à 423), ainsi que des dispositions concernant les sauvegardes dans bon nombre des ALE conclus par les États-Unis (tableau III.13).

Tableau III.13

Dispositions en matière de sauvegardes des lois sur la mise en œuvre des ALE des États-Unis, en 2012

Accord	Article de la loi	Référence dans le Code des États-Unis
Loi sur la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange États-Unis-Australie	311 b)	19 USC 3805 note
Loi sur la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange États-Unis-Bahreïn	311 b)	19 USC 3805 note
Loi sur la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange États-Unis-Chili	311 b)	19 USC 3805 note
Loi sur la mise en œuvre de l'Accord de promotion des échanges commerciaux États-Unis-Colombie	311 b)	19 USC 3805 note
Loi sur la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange République dominicaine-Amérique centrale-États-Unis	311 b)	19 USC 4061 b)
Loi sur la mise en œuvre de la zone de libre-échange États-Unis -Jordanie	211 b)	19 USC 2112 note
Loi sur la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange États-Unis-Corée	311 b)	19 USC 3805 note
Loi sur la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange États-Unis-Maroc	311 b)	19 USC 3805 note
Loi sur la mise en œuvre de l'ALENA	302 b)	19 USC 3352 b)
Loi sur la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange États-Unis-Oman	311 b)	19 USC 3805 note
Loi sur la mise en œuvre de l'Accord de promotion des échanges commerciaux États-Unis-Panama	311 b)	19 USC 3805 note
Loi sur la mise en œuvre de l'Accord de promotion des échanges commerciaux États-Unis-Pérou	311 b)	19 USC 3805 note
Loi sur la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange États-Unis- Singapour	311 b)	19 USC 3805 note

Source: 77 FR 3922.

57. Aucune modification n'a été apportée aux lois des États-Unis sur les sauvegardes pendant la période à l'examen. Par contre, il y a eu deux changements concernant la pratique et la procédure. Le premier visait une règle d'application générale sur les modifications des procédures en vigueur à l'USITC pour l'archivage électronique des documents qui a pris effet le 7 novembre 2011.⁷³ Le 26 janvier 2012, l'USITC a publié un avis sur une règle provisoire relevant de son Code de pratique et de procédure dont l'objet était de modifier les règles relatives à la conduite d'enquêtes dans le cadre de la législation mettant en œuvre les dispositions en matière de sauvegardes des accords de libre-échange. Pour l'essentiel, ces règles partent des règles actuelles qui s'appliquent aux enquêtes en matière de sauvegardes bilatérales dans le cadre de l'ALENA et les étendent à d'autres ALE avec des procédures semblables.⁷⁴ Le 25 juin 2012, la règle provisoire a été adoptée comme règle finale.⁷⁵

58. Les États-Unis ont appliqué une mesure de sauvegarde pour la dernière fois en 2009, à l'encontre de la Chine, au titre des dispositions de l'article 421. Cette mesure, qui concernait "certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine", a été contestée par la Chine au titre du Mémoire d'accord. La Chine a déposé une plainte et demandé ensuite l'établissement d'un groupe spécial pour examiner la question; elle a fait appel des constatations du Groupe spécial devant l'Organe d'appel.⁷⁶ Les constatations ont confirmé le bien-fondé de la mesure de sauvegarde. Les autres lois des États-Unis en matière de sauvegardes ont peu été utilisées récemment. La dernière procédure au titre des articles 201 et 202 a été engagée en 2001 et réexaminée en 2005 (articles 203 et 204) et l'article 406 a été invoqué pour la dernière fois en 1993.⁷⁷

⁷³ 76 FR 39750 et 76 FR 61937.

⁷⁴ 77 FR 3922.

⁷⁵ 77 FR 37804.

⁷⁶ Pour plus de détails, voir les documents de l'OMC WT/DS/399/R du 13 décembre 2010 et WT/DS/399/AB/R du 5 septembre 2011.

⁷⁷ USITC (2010); et renseignements en ligne de l'USITC, "Trade Remedy Investigations: Completed Investigations". Adresse consultée: http://www.usitc.gov/trade_remedy/731ad701cvd/investigations/completed/index.htm.

Clause de sauvegarde spéciale prévue à l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture

59. Les États-Unis ont inscrit certains droits dans leur liste tarifaire OMC concernant l'invocation possible de la sauvegarde spéciale (SGS) dans le domaine de l'agriculture (voir le chapitre IV 1)).

vii) Mesures commerciales quantitatives, restrictions, contrôles et régimes de licences

a) Restrictions quantitatives, y compris les prohibitions

60. Les États-Unis comptent plusieurs lois ou dispositions qui les autorisent à imposer des restrictions quantitatives ou des prohibitions à l'importation de certains produits. Ces mesures sont maintenues pour protéger la sécurité ou l'économie du pays, ou sauvegarder la santé et le bien-être des animaux et préserver les végétaux. Par exemple, la Loi sur la protection des mammifères marins, la Loi sur les espèces menacées d'extinction, la Loi sur la protection des pêcheurs, la Loi Lacey et la Loi tarifaire de 1930 (article 305 pour les articles pornographiques et article 308 pour les peaux de chien et les fourrures de chat) contiennent toutes des dispositions tendant à interdire les importations de certains produits. Le CBP (Bureau des douanes et de la protection des frontières, qui est l'autorité chargée de veiller à l'application de la législation en la matière, peut frapper de restrictions (au nom d'autres organismes) les marchandises qui ne sont pas conformes aux lois ou règlements américains comme les normes ou la réglementation relative à la protection des consommateurs.

61. Les États-Unis maintiennent aussi des contingents ou des restrictions quantitatives sur des produits en dehors des contingents tarifaires du secteur agricole. Pour les produits industriels, il existe des contingents tarifaires sur certaines lignes relatives au thon et aux balais en paille de sorgho.⁷⁸ Les contingents sur les textiles et vêtements ont été éliminés à l'expiration de l'ATV en 2005.

62. Les États-Unis ont notifié des restrictions quantitatives pour la dernière fois en 1999, et indiqué par renvoi trois notifications dans les domaines des sauvegardes, des licences d'importation et des textiles.⁷⁹ Selon les autorités, une nouvelle notification est en cours d'établissement.

b) Licences d'importation

63. Les États-Unis exigent une licence d'importation, soit automatique soit non automatique pour 15 catégories de produits (tableau III.14).⁸⁰ Ces prescriptions sont imposées par six départements exécutifs, en vertu de plusieurs lois, et à diverses fins. Il est généralement nécessaire de se mettre en rapport avec le point focal du Département ou de l'organisme concerné pour obtenir la licence nécessaire, dont le CBP assure ensuite l'application à la frontière.⁸¹ En général, toute personne, entreprise ou institution peut demander une licence. Pour certains produits, des conditions supplémentaires peuvent s'appliquer, par exemple être résident américain, être un utilisateur enregistré, un fabricant ou un raffineur, etc.

⁷⁸ La quantité pour certains thons est limitée à 4,8% de la consommation apparente aux États-Unis, et un droit plus faible, de 6%, lui est appliqué. Un maximum de 61 655 douzaines de balais en paille de sorgho et de 121 478 douzaines d'autres balais d'une valeur unitaire inférieure à 0,96 dollar EU peut entrer après paiement d'un droit de 8% chaque année (Tarif douanier harmonisé des États-Unis 2012).

⁷⁹ Document de l'OMC G/MA/NTM/QR/1/Add.6 du 20 septembre 1999.

⁸⁰ Document de l'OMC G/LIC/N/3/USA/8 du 10 octobre 2011.

⁸¹ Bureau des douanes et de la protection des frontières (CBP) (2006).

Tableau III.14

Produits soumis aux procédures de licences d'importation des États-Unis, 2011

Produit/référence juridique	Objectif déclaré	Procédure
Animaux et produits d'origine animale		
Titre 9 du CFR, parties 92, 94.7, 94.16, 95.4, 95.18, 95.19, 95.20 à 98, 104 et 122; et dans les lois suivantes: 21 USC-102 à 105, 111, 134, 135, 151 à 159 et 19 USC-1306	Utilisé non pas pour restreindre la quantité ou la valeur des importations, mais uniquement pour protéger l'agriculture nationale contre l'introduction ou l'entrée de maladies ou de vecteurs de maladies	La réglementation ne précise pas combien de temps avant l'importation le permis doit être demandé. Un permis ne peut pas être accordé immédiatement sur demande. Un examen préalable de la demande est nécessaire. La période de l'année pendant laquelle les demandes de permis peuvent être déposées n'est pas limitée. Les demandes de permis sont traitées et examinées par un seul organisme.
Certains produits laitiers		
Le régime de licences n'est pas imposé par disposition législative. Le pouvoir de procéder à la répartition des contingents a été délégué au Secrétaire à l'agriculture par la Proclamation présidentielle n° 3019 du 8 juin 1953.	Instrument administratif qui régit l'importation de certains produits laitiers soumis aux contingents tarifaires en raison de l'entrée en vigueur de l'Accord du Cycle d'Uruguay. Les importations de produits laitiers soumis au régime de licences ne seront admises au taux appliqué dans le cadre du contingent qu'à condition d'être accompagnées d'une licence.	Les procédures relatives au dépôt des demandes de licence, les conditions requises pour être habilité à demander une licence, les conditions d'utilisation d'une licence et les autres dispositions du règlement applicable en la matière figurent dans le Titre 7 du CFR, parties 6.20 à 6.37.
Substances réglementées et substances chimiques énumérées		
Le Titre 21 du Code des règlements fédéraux, article 1312.13, impose des limitations additionnelles à l'importation de matières premières servant à la fabrication de stupéfiants.	Limiter en quantité les importations de substances réglementées et de substances chimiques énumérées et instituer un système de contrôle.	Un avis annuel de publication des quotas de production globaux destinés à satisfaire l'ensemble des besoins des États-Unis (à l'aide de la production nationale ou des importations) en substances réglementées relevant des tableaux I et II et en substances chimiques énumérées (éphédrine, pseudoéphédrine et phénylpropanolamine) est publié au Federal Register le ou vers le 1 ^{er} juillet de l'année précédant celle à laquelle s'applique le quota. Un avis additionnel de réglementation est publié dans le Code des règlements fédéraux, Titre 21, partie 1300 jusqu'à la fin.
Matériels militaires		
Loi de 1976 sur le contrôle des exportations d'armes; titre 22 de l'USC, partie 2778; titre 27 du CFR, partie 447; et Ordonnance exécutive n°11958 (42 FR 4311), telle que modifiée par l'Ordonnance exécutive n° 13284 (68 FR 4075)	En partie, réglementer l'importation permanente de certains matériels militaires conformément à la Loi sur le contrôle des exportations d'armes.	Le Service des alcools, des tabacs, des armes à feu et des explosifs administre les dispositions relatives à l'importation permanente de la Loi sur le contrôle des exportations d'armes en ce qui concerne les matériels militaires. Il est placé sous la supervision du Département d'État chargé des questions touchant la paix mondiale et la sécurité extérieure et la politique étrangère des États-Unis.
Alcools distillés ou alcool à usage industriel (y compris l'alcool utilisé comme carburant)		
26 USC, partie 5171 et 27 CFR, partie 19	Prévenir la fraude fiscale.	Un importateur d'alcools distillés ou d'alcool à usage industriel (y compris l'alcool utilisé comme carburant) doit obtenir un permis auprès de la Direction de la fiscalité et du commerce des alcools et des tabacs.
Alcools distillés (boissons); vins et boissons maltées		
Loi sur l'Administration fédérale des alcools 27 USC 201 <i>et seq.</i>	Assurer un mécanisme coercitif qui oblige les importateurs à respecter toutes les dispositions de la loi fédérale relatives à l'alcool	Un importateur de boissons alcooliques obtient un permis auprès de la Direction de la fiscalité et du commerce des alcools et des tabacs.
Explosifs		
18 USC chapitre 40 et 27 CFR, partie 555	Protéger le commerce contre ce qui pourrait l'entraver ou l'interrompre en réduisant le risque que des personnes et des biens encourent par suite du mauvais usage des matières explosives et de leur stockage dans de mauvaises conditions de sûreté ou de sécurité	Un seul organe administratif examine les demandes de licence (Service des alcools, des tabacs, des armes à feu et des explosifs).

Produit/référence juridique	Objectif déclaré	Procédure
Armes à feu et munitions 18 USC, chapitre 44 et 27 CFR partie 478 26 USC, chapitre 53 et 27 CFR partie 479	Aider les responsables de l'application des lois à l'échelle fédérale et à l'échelle des États et des collectivités locales dans leur lutte contre la criminalité et les actes de violence sans imposer de restrictions ni de contraintes excessives et inutiles au niveau fédéral aux citoyens respectueux de la légalité quant à l'acquisition, la détention ou l'utilisation d'armes à feu adaptées à la pratique de la chasse, du ball trap et du tir sportif, à la protection personnelle ou à toute autre activité licite. En partie, empêcher de façon générale les personnes frappées d'une interdiction légale aux États-Unis d'expédier, de transporter, de détenir ou de recevoir une arme à feu ou des munitions. Certaines armes à feu, y compris les armes autres que des fusils de chasse, les mitrailleuses et les engins de destruction ne peuvent pas être importées aux États-Unis de façon générale exception faite de ce qui est prévu dans les lois. Les armes à feu qui sont visées par la Loi nationale sur les armes à feu doivent généralement être enregistrées et sont assujetties à des taxes.	Seul un importateur agréé peut importer des armes à feu ou des munitions. Les licences fédérales pour armes à feu sont délivrées dans un délai de 60 jours à compter du dépôt de la demande dûment remplie. Toute personne qui souhaite importer aux États-Unis de façon définitive une arme à feu, un canon d'arme à feu ou des munitions doit préalablement déposer une demande auprès du Service des alcools, des tabacs, des armes à feu et des explosifs (ATF) et faire approuver le Formulaire ATF 6 - Demande et permis d'importation d'armes à feu, de munitions et d'engins de guerre.
Poissons et faune sauvage (y compris les espèces menacées d'extinction) 50 CFR 14.91 93. Des exceptions aux prescriptions en matière de licence figurent dans 50 CFR 14.92	Identifier les importateurs et exportateurs commerciaux d'animaux sauvages, rendre obligatoire la tenue de registres faisant dûment et correctement état de chaque importation ou exportation d'animaux sauvages et de ce que l'importateur ou l'exportateur en a ultérieurement fait. Donner au Service la faculté de vérifier lesdits registres et de contrôler les stocks d'animaux sauvages importés ou d'animaux sauvages devant être exportés. Interdire le commerce des animaux sauvages aux contrevenants récidivistes à la loi sur la faune sauvage. Améliorer les communications entre le Service et les importateurs et exportateurs commerciaux d'animaux sauvages. Aider le Service à préserver les espèces menacées d'extinction et à identifier celles qui pourraient l'être	Aucun délai n'est fixé pour la réception d'une demande avant l'importation, toutefois, le Service dispose de 60 jours pour examiner la demande de licence, laquelle doit être délivrée avant une importation ou une exportation. Les demandes sont présentées pour examen aux bureaux régionaux du Service chargés de faire appliquer la loi. Dans chaque bureau, c'est le représentant spécial du Bureau d'application des lois qui est habilité à délivrer des licences.
Gaz naturel Article 3 de la Loi sur le gaz naturel (15 USC 717b)	Ne vise pas à restreindre la quantité ni la valeur des importations de gaz naturel	Les règlements du DOE (Titre 10 du CFR, partie 590) disposent que les demandes d'autorisation d'importer du gaz naturel doivent être présentées 90 jours avant la date prévue pour le début des opérations d'importation. Les demandes sont examinées par un seul organe administratif, l'Office de l'énergie fossile du Département de l'énergie.
Installations et matières nucléaires 10 CFR partie 110 conformément à la Loi sur l'énergie atomique de 1954, telle que modifiée, et la Loi sur la réorganisation de l'énergie de 1974, telle que modifiée	Ne vise pas à limiter la quantité ou la valeur des articles importés; elle vise à protéger la santé et la sûreté publiques ainsi que l'environnement, et à assurer la défense et la sécurité communes des États-Unis au moyen de contrôles prudents en ce qui concerne la détention, l'utilisation, la distribution et le transport de ces articles.	Pour les importations qui exigent l'obtention d'un droit d'importer auprès de la NRC et qui ne sont pas autorisées par la licence générale visée au 10 CFR 110.27, une demande doit être présentée pour examen et une licence délivrée avant que l'importation ne puisse s'effectuer.
Plantes et produits végétaux Article 412 de la Loi fédérale sur la protection phytosanitaire, 7 USC 7712	Empêcher l'introduction de parasites et de maladies des végétaux et pour protéger les espèces végétales en voie d'extinction	Les demandes de permis sont examinées par un organisme, la Section des permis du Département de l'agriculture des États-Unis. Dans la plupart des cas, les demandes ne sont pas transmises à d'autres organismes pour être visées, notées ou approuvées. Les exceptions concernent les demandes de permis d'importation de sol et de plantes qui doivent être cultivées pendant la période de quarantaine suivant leur importation.

Produit/référence juridique	Objectif déclaré	Procédure
Acier Le règlement final prorogeant le système jusqu'au 21 mars 2013 a été publié le 18 mars 2009 au Federal Register (74 FR 11474); il est possible de renouveler et de prolonger le programme en attendant que l'administration l'examine et l'approuve.	Ne vise pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations. Il est destiné à fournir rapidement une information statistique fiable sur les importations d'acier à l'administration et au grand public.	Les licences d'importation d'acier peuvent être demandées jusqu'à 60 jours avant la date d'importation prévue et jusqu'à la date de dépôt des documents récapitulatifs d'importation, ou dans le cas des importations en zone franche, jusqu'à la date du dépôt du formulaire de douane n° 214 du Bureau des douanes et de la protection des frontières (CBP). La licence est valable 75 jours.
Sucre 15 CFR 2011, sous-partie A. Les certificats d'admission au bénéfice des contingents sont émis conformément aux dispositions du 15 CFR 2011, sous-partie B. Les règlements régissant les licences d'importation de sucre hors contingent figurent dans le Titre 7 du CFR, partie 1530. Les services compétents ont le pouvoir de suspendre chacun de ces régimes chaque fois qu'ils le jugent approprié. La suspension fait l'objet d'un avis publié dans le Federal Register.	Permettre aux exportateurs d'accéder au marché intérieur américain au taux de tarif le plus bas. Le certificat pour le sucre destiné à des spécialités a pour objectif de permettre l'entrée de certains sucres raffinés peu communément disponibles aux États-Unis. Ces sucres raffinés répondent à la demande sur des marchés étroits, tels que les produits exotiques, les produits biologiques et les articles de confiserie. Les licences d'importation de sucre hors contingent sont conçues pour accroître l'utilisation de la capacité excédentaire nationale de raffinage et améliorer l'emploi dans les raffineries et les industries connexes.	Le Département de l'agriculture des États-Unis administre les régimes de licences et de certificats.
Produits du tabac 26 USC 5713 et 26 USC 5702	Le système de permis ne limite pas la quantité ni la valeur des produits du tabac importés. Le régime de permis vise à assurer un mécanisme coercitif qui oblige les importateurs à respecter toutes les dispositions du Code des impôts relatives au tabac.	La Direction de la fiscalité et du commerce des alcools et des tabacs est seule habilitée à délivrer le permis exigé en vertu du 26 USC 5713

Source: Document de l'OMC G/LIC/N/3/USA/8 du 10 octobre 2011; et renseignements communiqués par les autorités des États-Unis.

c) Sanctions, mesures de contrôle ou procédures spéciales

64. Les États-Unis appliquent des sanctions à l'encontre de plusieurs pays, dont certains restreignent leurs importations et/ou leurs exportations. Outre les restrictions qui frappent le commerce des marchandises, bon nombre de sanctions prennent la forme de mesures de contrôle des services financiers, de restrictions frappant les flux monétaires ou les envois de fonds, et les transferts de propriété. Des sanctions totales ou partielles sont en place concernant deux Membres de l'OMC, Cuba et le Myanmar, et plusieurs pays non Membres, à savoir la Syrie, l'Iran, la Corée du Nord et le Soudan.⁸²

65. La Loi sur les "diamants propres" de 2003 met en œuvre le système de certification du processus de Kimberley, une initiative internationale visant à restreindre le commerce des diamants de la guerre.⁸³ Pour importer et exporter des diamants bruts à destination et en provenance du territoire américain, il faut obtenir un certificat du processus de Kimberley et utiliser un contenant inviolable. Les États-Unis bénéficient actuellement d'une dérogation dans le cadre de l'OMC pour le processus de Kimberley.⁸⁴

⁸² Département du Trésor, "Sanctions Programs and Country Information". Adresse consultée: <http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Pages/Programs.aspx>.

⁸³ Public Law No. 108-19.

⁸⁴ Document de l'OMC WT/L/676 du 19 décembre 2006.

66. Conformément à la Loi sur la déclaration des opérations de change et transactions avec l'étranger, quiconque transporte des instruments monétaires (par exemple, des pièces de monnaie, des devises, des chèques, des mandats, des titres ou des actions au porteur, etc.) d'une valeur supérieure à 10 000 dollars EU en franchissant la frontière des États-Unis est tenu de déclarer ce mouvement d'instruments monétaires au CBP.⁸⁵ Selon les autorités, cette obligation déclarative n'a pas d'incidence sur le commerce légitime des diamants bruts.

d) Nouvelles lois ou règles promulguées pendant la période à l'examen

67. La Loi de 2010 sur la prévention et le contrôle de la carpe asiatique modifie la Loi Lacey en ce qu'elle ajoute la carpe à grosse tête (espèce *hypophthalmichthys nobilis*) à la liste d'espèces nuisibles dont l'expédition ou l'importation est interdite aux États-Unis.⁸⁶

68. Une nouvelle loi relative aux minéraux provenant des zones de conflit a été adoptée, la Loi Dodd-Frank sur la réforme de Wall Street et la protection du consommateur⁸⁷, qui est entrée en vigueur le 21 juillet 2010. Selon cette loi, il est obligatoire de déclarer, en précisant la source, quatre minéraux, dont certains sont principalement utilisés dans l'industrie électronique. Des déclarations seraient exigées des entreprises cotées en bourse aux États-Unis ou qui se procurent des capitaux dans le pays. Des projets de règles et règlements d'application de la loi ont été publiés par la Commission des opérations de bourse (SEC) en 2010 afin de recueillir des observations, et les règles définitives devaient être prêtes en 2011, mais n'ont pas encore été publiées (1^{er} juillet 2012).⁸⁸ Ainsi, les obligations déclaratives effectives et les effets qu'elles pourraient avoir ne sont pas connues à ce stade. L'État de Californie a adopté une loi analogue relative aux minéraux provenant des zones de conflit, qui sera mise en œuvre lorsque les règles d'application de la loi Dodd-Frank seront définitivement mises au point.⁸⁹ Le Maryland a aussi promulgué une loi sur ces minéraux.

69. Une nouvelle règle édictée par le Département de l'agriculture modifie les dispositions en matière de réduction des licences traditionnelles dans le cadre du programme de licences d'importation pour le contingent tarifaire concernant les produits laitiers: elle prévoit la suspension des dispositions relatives à la réduction des licences traditionnelles sur la base des restitutions de quantités inutilisées jusqu'en 2016.⁹⁰

viii) Règlements techniques et normes

70. Le Titre IV de la Loi de 1979 sur les accords commerciaux, telle que modifiée, constitue le fondement juridique de la mise en œuvre de l'Accord OTC aux États-Unis.⁹¹ Cette loi désigne le Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales (USTR) comme organisme responsable au sein du gouvernement fédéral pour la coordination et l'élaboration de la politique commerciale internationale sur les activités normatives, et dans les discussions et les négociations avec les pays étrangers sur les questions de normalisation, à cet égard. En vertu de la Loi sur les accords commerciaux, l'USTR est tenu d'informer et de consulter les organismes fédéraux

⁸⁵ 31 USC 5311.

⁸⁶ Public Law No. 111-307

⁸⁷ Public Law No. 111-203.

⁸⁸ 75 FR 80948.

⁸⁹ Le projet de loi SB 861 a été approuvé à la fois par l'assemblée et le sénat de Californie puis par le Gouverneur en octobre 2011.

⁹⁰ 75 FR 762530.

⁹¹ 19 USC, article 2531 *et seq.*

compétents concernant les questions faisant l'objet de discussions et de négociations.⁹² Les États-Unis ont soumis une notification concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord OTC en février 1996.⁹³ Le point d'information et autorité responsable des notifications en vertu de l'Accord est l'Institut national des normes et de la technologie (NIST) du Département du commerce.

71. Entre le 1^{er} janvier 2010 et le 30 juin 2012, les États-Unis ont présenté 520 notifications au Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC dont 337 addenda ou corrigenda. Les notifications ont été faites au nom de plusieurs organismes publics pour diverses raisons, dont l'Agence pour la protection de l'environnement pour la protection de l'environnement, la Commission de sécurité des produits de consommation pour la sécurité des produits et l'Office de contrôle des médicaments et des produits alimentaires pour les normes relatives à la santé humaine et à l'innocuité des produits alimentaires. Pendant la période à l'examen, les autorités américaines ont reconnu la nécessité d'apporter des améliorations à leurs procédures internes pour les notifications intrafédérales, et ont donc provisoirement interrompu les notifications pour effectuer des corrections. En conséquence, contrairement à la période examinée précédemment, pendant laquelle 83 mesures intrafédérales avaient été notifiées, 16 notifications concernant de telles mesures ont été présentées depuis le 1^{er} janvier 2010, dont 15 depuis août 2012.

72. Des Membres de l'OMC ont recouru au Comité OTC pour exprimer un certain nombre de préoccupations au sujet des mesures OTC prises par les États-Unis et trois procédures de règlement de différend ont été engagées à l'OMC contre les États-Unis au titre de l'Accord OTC pendant la période à l'examen.⁹⁴ Les États-Unis ont aussi recouru au Comité OTC pour exprimer des préoccupations au sujet de mesures OTC prises ou envisagées par d'autres Membres⁹⁵ et, depuis 2010, ils publient un rapport annuel sur les mesures qui, selon eux, représentent des obstacles au commerce dans d'autres pays, qu'il s'agisse de normes, d'évaluations de la conformité ou de règlements techniques.⁹⁶

73. Les États-Unis sont membres de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et de la Commission électrotechnique internationale, où ils sont représentés par l'Institut national de normalisation (ANSI), un organisme du secteur privé. Ils sont également membres de l'Union internationale des télécommunications (où ils sont représentés par le Département d'État, le Département du commerce et la Commission fédérale des communications) et la Commission du Codex Alimentarius (où ils sont représentés par le Bureau du Codex aux États-Unis, l'Office de contrôle des médicaments et des produits alimentaires et le Département de l'agriculture). Les États-Unis sont également membres de l'Organisation maritime internationale (OMI) et de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et participent aux diverses activités à caractère normatif de ces organisations.

⁹² Document de l'OMC G/TBT/2/Add.2 du 19 février 1996.

⁹³ Document de l'OMC G/TBT/2/Add.2 du 19 février 1996.

⁹⁴ "États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle" (DS406), États-Unis – Certaines prescriptions en matière d'étiquetage indiquant le pays d'origine (EPO) (DS386 et DS384) et "États-Unis – Thon II (Mexique)" (DS381).

⁹⁵ Système de gestion des renseignements OTC de l'OMC. Adresse consultée: <http://tbtims.wto.org/Default.aspx?Lang=0> [mai 2012].

⁹⁶ USTR (2012c).

74. Les États-Unis sont aussi membres de plusieurs organisations régionales, comme le Congrès de normalisation de la zone du Pacifique (PASC), la Commission panaméricaine des normes techniques (COPANT) et le Conseil d'harmonisation des normes électrotechniques des nations d'Amérique (CANENA). Le PASC et la COPANT coordonnent les contributions régionales aux organismes de normalisation internationaux tandis que le CANENA offre un cadre à l'harmonisation régionale des normes en Amérique du Nord.

75. Exception faite de quelques textes, comme l'Ordonnance exécutive n° 13563 du 18 janvier 2011 sur l'amélioration de la réglementation et l'examen réglementaire et l'Ordonnance exécutive n° 13609 du 1^{er} mai 2011 sur la promotion de la coopération internationale dans le domaine de la réglementation (voir plus bas), les procédures d'élaboration de règlements techniques et d'évaluation de la conformité n'ont pas changé ces dernières années⁹⁷ et sont décrites dans plusieurs lois, règlements et lignes directrices (tableau III.15).

Tableau III.15

Lois, règlements et lignes directrices relatives à l'élaboration des règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité

Loi/Règlement/Ligne directrice	Description
Loi de 1946 sur les procédures administratives	Cette loi vise le processus de notification et de consultations pour l'élaboration de règles, y compris de règlements techniques, et prescrit de façon générale que le public doit avoir l'occasion de faire des observations sur les projets de règlements avant que de nouvelles règles ne soient publiées ou que des règles existantes ne soient modifiées. Les projets et les versions définitives de règlements techniques ou de procédures d'évaluation de la conformité doivent être publiés au <i>Federal Register</i> .
Loi sur la souplesse de la réglementation	Cette loi fait obligation aux organismes publics de publier des programmes biennaux contenant les projets de règles nouvelles qui sont susceptibles d'avoir un impact économique important.
Loi sur la sécurité des produits de consommation telle que modifiée (y compris la Loi sur l'amélioration de la sécurité des produits de consommation (CPSIA) en 2008) et règlements y relatifs	Cette loi porte création de la Commission de sécurité des produits de consommation qu'elle habilite à élaborer des normes de sécurité et à procéder à des rappels de produits (voir ci-dessous). La CPSIA a été modifiée à nouveau en 2011 avec des dispositions visant à réduire le coût des prescriptions en matière d'essais par des tiers, un projet de règle ayant été publié en novembre de la même année. ^a
Loi sur le transfert de technologie et le progrès technique	Cette loi prescrit aux organismes publics d'utiliser des normes consensuelles volontaires élaborées par des organismes de normalisation du secteur privé à moins que cela ne soit incompatible avec le droit en vigueur ou impossible à appliquer pour d'autres raisons.
Ordonnance exécutive n° 12866 sur l'amélioration de la réglementation et de l'examen réglementaire	Cette ordonnance dispose que les organismes publics ne doivent promulguer que les règlements requis par la loi, les règlements nécessaires à l'interprétation de la loi, ou les règlements rendus nécessaires par un besoin public impérieux. Les organismes qui proposent des règlements, y compris des règlements techniques ou des mesures sanitaires ou phytosanitaires au niveau fédéral, doivent identifier la nature et l'ampleur du problème à résoudre par voie réglementaire, identifier et évaluer les coûts-avantages des autres solutions possibles, et veiller à ce que les avantages présentés par les règlements justifient leurs coûts.
Circulaire n° A-119 du 10 février 1998 de l'OMB sur la participation fédérale à l'élaboration et à l'utilisation de normes consensuelles volontaires et aux activités d'évaluation de la conformité	Cette circulaire fait obligation aux organismes fédéraux d'utiliser les "normes consensuelles volontaires" ^b dans le cadre des marchés publics et des activités réglementaires, et aux employés fédéraux de participer aux activités de normalisation.
Circulaire n° A-4 de l'OMB en date du 17 septembre 2003 sur l'analyse réglementaire	Cette circulaire favorise l'utilisation de normes volontaires plutôt que de règlements techniques pour les marchandises et les services et met l'accent sur les normes de performance plutôt que sur les caractéristiques techniques (sur les résultats plutôt que sur les moyens de les obtenir).
Ordonnance exécutive n° 13563 sur l'amélioration de la réglementation et de l'examen réglementaire qui a confirmé l'Ordonnance exécutive n° 12866	Cette ordonnance souligne l'importance de la participation du public à l'élaboration de règles et s'efforce d'améliorer le processus avec l'aide d'Internet en ménageant au public une période de 60 jours pour faire des observations sur les projets de règlements.

⁹⁷ Document de l'OMC WT/TPR/S/235/Rev.1 du 29 octobre 2010, pages 37 à 44.

Loi/Règlement/Ligne directrice	Description
Ordonnance exécutive n° 13609 sur la promotion de la coopération internationale dans le domaine de la réglementation	Cette ordonnance établit un cadre favorable aux efforts tendant à éliminer les disparités inutiles entre les règlements et les coûts qu'elles entraînent, ainsi que les contraintes et les retards liés aux approches réglementaires des États-Unis. Elle fait aussi obligation aux organismes de fournir au public à l'avance un résumé de leurs activités de coopération internationale dans le domaine de la réglementation, ces initiatives étant engagées assez tôt pour déboucher sur des règlements valables.

- a Federal Register, "Application de prescriptions relatives aux essais par une tierce partie. Réduction des charges liées aux essais pour les tierces parties", 11 août 2011. Adresse consultée: "https://www.federalregister.gov/articles/2011/11/08/2011-27676/application-of-third-party-testing-requirements-reducing-third-party-testing-burdens" [mai 2012].
- b Les "normes consensuelles volontaires" sont des normes établies ou adoptées par des "organismes de normalisation consensuelle volontaire" lesquels se définissent comme des instances nationales ou internationales qui planifient, élaborent, établissent, ou coordonnent des normes consensuelles volontaires en suivant des procédures convenues.

Source: Secrétariat de l'OMC.

76. L'institution responsable de la mise en œuvre des règlements techniques est restée la même ces dernières années. Le Bureau de la gestion et du budget (OMB) du Secrétariat général de la Présidence est chargé de la supervision et de la coordination de la politique réglementaire au gouvernement fédéral. Les nouveaux règlements, y compris ceux qui contiennent des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité, doivent être publiés au *Federal Register* à la fois au stade du projet et dans leur version définitive et doivent être approuvés par l'OMB avant leur publication s'ils ont d'importantes répercussions.⁹⁸ Le centre de services d'information réglementaire, qui fait partie de l'Administration des services généraux, établit à un rythme semestriel le Programme unifié des mesures fédérales de réglementation et de déréglementation avec le Service de l'information et de la réglementation du Bureau de la gestion et du budget et les 60 organes du Cabinet, de l'exécutif et organismes indépendants à l'échelle de l'administration. Chaque édition du Programme unifié comprend les programmes de réglementation de toutes les entités fédérales qui sont en train d'élaborer des règles ou d'en examiner.⁹⁹

77. Le ou les organismes responsables de l'élaboration de règlements techniques varient selon le produit dont il est question et sont les suivants: la Direction fédérale de la sécurité routière pour les véhicules routiers et les pneumatiques; la Garde côtière pour les bateaux; la Direction de la fiscalité et du commerce des alcools et des tabacs pour ces produits; l'Office de contrôle des médicaments et des produits alimentaires pour les produits alimentaires, les médicaments, les cosmétiques et les instruments médicaux; le Service de la sécurité et de l'inspection des produits alimentaires (FSIS) du Département de l'agriculture pour la viande, la volaille et les ovoproduits; l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) et la Commission de sécurité des produits de consommation (CPSC) pour les biens de consommation qui ne relèvent pas de la compétence d'autres organismes. L'Institut national des normes et de la technologie (NIST) est l'organisme fédéral chargé de coordonner les activités normatives entre les organismes publics fédéraux et les organisations de normalisation du secteur privé.

78. La CPSC est un organisme indépendant créé en 1972 en application de la Loi sur la sécurité des produits de consommation et chargé de façon générale d'assurer la sécurité des biens de consommation en encourageant, selon que de besoin, l'élaboration de normes effectives, et en faisant appliquer les lois et règlements relatifs à la sécurité des produits, y compris la prescription globale qui

⁹⁸ Les règlements qui ont de l'importance sur le plan économique sont ceux dont l'effet sur l'économie se chiffre au moins à 100 millions de dollars EU pour une année donnée.

⁹⁹ Pour le Programme unifié annuel et le plan de réglementation, voir les renseignements en ligne du Service de l'information et de la réglementation. Adresse consultée: <http://www.reginfo.gov/public/do/eAgendaMain>.

veut qu'aucun produit ne présente un risque déraisonnable de blessure ou de mort. Bien qu'officiellement, la préférence soit donnée à l'utilisation de normes volontaires par les professionnels du secteur, la CPSC et d'autres organismes chargés des règlements en matière de produits et de services peuvent mettre au point des règlements techniques lorsque les normes volontaires ne sont pas jugées suffisantes ou risquent fort de ne pas être suivies. Les organismes publics peuvent aussi être tenus par la loi d'élaborer ou d'adopter des règlements techniques. Par exemple, la Loi sur l'amélioration de la sécurité des produits de consommation a confié à la CPSC la tâche d'élaborer des règlements techniques pour les jouets et les véhicules tout terrain. Environ 200 produits sont actuellement assujettis à des règlements techniques mis au point par la CPSC.¹⁰⁰

79. L'Institut national de normalisation (ANSI) coordonne et administre le système de normes volontaires du secteur privé aux États-Unis. Il existe environ 225 organismes à activité normative accrédités par l'ANSI, dont 20 (par exemple Underwriters Laboratories Inc. (UL), ASTM International, et l'American Society of Mechanical Engineers (ASME)) établissent 80% environ des normes produites par ce type d'organismes.

80. Bien que la conformité aux normes volontaires de sécurité des biens de consommation ne constitue pas une obligation légale, la non-conformité peut révéler l'existence d'un risque. La CPSC et d'autres organismes peuvent prendre des mesures correctives si après avoir examiné le produit, ils estiment qu'il présente un gros risque: dans ce cas, ils feront le nécessaire pour le retirer du marché. Le nombre de rappels de produits a diminué ces dernières années, tombant de plus de 628 en 2008 à 413 en 2011 (tableau III.16). Selon le GAO – Government Accountability Office – (organisme fédéral de reddition de comptes de l'administration publique), la CPSC a concentré une grande partie de ses activités de surveillance et de mise en conformité sur les produits importés qui ont représenté environ 80% des rappels pendant la période allant de 2008 à 2011.¹⁰¹

Tableau III.16
Produits rappelés par la Commission de sécurité des produits de consommation, 2007-2011

Exercice	Nombre de rappels de produits réglementés	Nombre de rappels de produits non réglementés
2007	92	385
2008	169	449
2009	46	452
2010	60	416
2011	30	383

Note: Ces chiffres ont été extraits des données de la CPSC pour les produits réglementés et les produits non réglementés. Parmi ces derniers peuvent figurer les produits visés par des normes volontaires. Selon les fonctionnaires de la CPSC, les rappels de produits non réglementés ne sont pas nécessairement liés à des violations de normes volontaires et tiennent parfois à des problèmes de fabrication ou de montage du produit.

Source: CPSC, telle que citée par la Government Accountability Office (2012a), *Consumer Product Safety Commission, A More Active Role in Voluntary Standards Development Should Be Considered*, GAO-12-582, page 22, mai. Adresse consultée: <http://gao.gov/assets/600/590990.pdf>.

ix) Mesures sanitaires et phytosanitaires

81. À l'échelle fédérale, la responsabilité institutionnelle des questions SPS est toujours répartie entre plusieurs organismes publics en fonction du produit et du type de risque, tandis qu'à l'échelle des États, les autorités peuvent élaborer leurs propres mesures, dans le respect des lois et réglementations fédérales.¹⁰² Au niveau fédéral, plusieurs lois, assorties de leurs règlements d'application, imposent

¹⁰⁰ Government Accountability Office (2012a), page 4.

¹⁰¹ Government Accountability Office (2012a), page 22.

¹⁰² Document de l'OMC WT/TPR/S/235/Rev.1 du 29 octobre 2010, pages 44 à 51.

des prescriptions SPS sur le marché des États-Unis. Il s'agit des suivantes: Loi fédérale sur les produits alimentaires, les médicaments et les cosmétiques¹⁰³, Loi fédérale sur l'inspection des viandes¹⁰⁴; Loi fédérale sur la protection phytosanitaire¹⁰⁵; et la Loi fédérale sur les insecticides, les fongicides et les rodenticides.¹⁰⁶ En outre, la Loi sur la modernisation des règles en matière d'innocuité des produits alimentaires de l'Office de contrôle des médicaments et des produits alimentaires (portant modification de la Loi fédérale sur les produits alimentaires, les médicaments et les cosmétiques) a été promulguée le 4 janvier 2010 (encadré III.1). De manière générale, de nombreuses mesures SPS sont soumises aux mêmes procédures d'élaboration de règles administratives que les règlements techniques (voir ci-dessus). Toutefois, selon le GAO, "[l]a sécurité et la qualité de l'approvisionnement alimentaire des États-Unis sont régies par un système très complexe reposant sur pas moins de 30 lois relatives à l'innocuité des produits alimentaires qui sont administrées collectivement par 15 organismes".¹⁰⁷

Encadré III.1: La Loi sur la modernisation des règles en matière d'innocuité des produits alimentaires (FSMA)

La Loi sur la modernisation des règles en matière d'innocuité des produits alimentaires de la FDA a été promulguée en janvier 2011. Elle modifie de façon approfondie la législation dans ce domaine sous la responsabilité de la FDA, et s'applique à tous les produits alimentaires réglementés par la FDA (autrement dit, elle ne s'applique pas à la viande de volaille et aux ovoproduits transformés qui relèvent du FSIS au Département de l'agriculture).

Agrément: Conformément à l'article 102 de la Loi, les établissements alimentaires sont tenus de renouveler leur agrément auprès de la FDA (prescrit en vertu de l'article 415 de la Loi fédérale sur les produits alimentaires, les médicaments et les cosmétiques) tous les deux ans. Par "établissements alimentaires" on entend les établissements dans lesquels sont fabriqués, transformés, conditionnés et entreposés des produits alimentaires destinés à la consommation aux États-Unis, y compris les établissements étrangers. Cette obligation de renouvellement d'agrément tous les deux ans, qui doit s'effectuer entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre, prend effet en 2012. La FDA peut suspendre les formalités si une probabilité raisonnable existe que les produits alimentaires fabriqués, transformés, conditionnés, reçus ou entreposés par l'établissement aient de graves conséquences pour la santé des populations ou des animaux. Les produits alimentaires provenant d'un établissement qui doit être agréé mais n'a pas d'agrément valide ne doivent pas entrer sur le territoire des États-Unis.

Contrôles préventifs: Conformément à l'article 418 de la Loi fédérale sur les produits alimentaires, les médicaments et les cosmétiques, un établissement agréé est tenu d'évaluer les risques auxquels pourraient être exposés les produits alimentaires qu'il fabrique, transforme, conditionne ou entrepose. Il est tenu d'établir par écrit un plan qui énumère les risques potentiels et les contrôles préventifs en place visant à réduire au minimum ou à prévenir ces risques (par exemple, rappel des produits et/ou vérification des activités des fournisseurs en faveur de l'innocuité des produits alimentaires). L'efficacité de ces contrôles doit être suivie et des procédures doivent être établies en vue de l'adoption de mesures correctives dans les cas où ces contrôles ne sont pas correctement mis en œuvre ou se révèlent inefficaces. Chaque établissement doit tenir des registres pendant au moins deux ans pour garder une trace écrite du suivi des contrôles préventifs, des cas de non-conformité, des résultats des essais, des vérifications effectuées et des mesures correctives prises. Le plan d'innocuité des produits alimentaires doit être réétudié au moins tous les trois ans.

¹⁰³ 21 USC, articles 301 *et seq.*

¹⁰⁴ 21 USC chapitre 12, articles 601 à 624, 641 à 645, 661, 671 à 680, 691 à 695.

¹⁰⁵ 7 USC articles 7701 *et seq.*

¹⁰⁶ 7 USC articles 136 *et seq.*

¹⁰⁷ Government Accountability Office (2011), page 3.

Certains établissements alimentaires sont exemptés en totalité ou en partie des obligations énoncées à l'article 418, dont les suivants:

- les établissements qui sont conformes à la réglementation relative à l'analyse des risques – points critiques pour leur maîtrise (HACCP) pour les aliments d'origine marine ou les jus;
- les établissements qui sont conformes à la réglementation existante de la FDA relative aux aliments en conserve peu acides (seulement pour les risques microbiologiques, régis par cette réglementation; pour les autres risques, les établissements doivent se conformer à la Loi sur la modernisation des règles en matière d'innocuité des produits alimentaires);
- les établissements remplissant certaines conditions (définis comme de très petites entreprises ou de petites entreprises dont les ventes totales annuelles de produits alimentaires s'élèvent à moins de 500 000 dollars EU, la moitié au moins de ces produits étant vendue directement à des consommateurs finaux, des restaurants ou des détaillants de produits alimentaires du même État ou situés dans un rayon de 275 miles (440 km). Ces établissements doivent fournir des documents qui attestent que les risques potentiels ont été identifiés et que des contrôles préventifs sont en cours de mise en œuvre et de suivi, ou que l'établissement est conforme à toutes les lois des États, des collectivités locales, ou d'autres lois non fédérales applicables en ce qui concerne l'innocuité des produits alimentaires (le projet de règlement n'a pas encore été publié).

Normes relatives à l'innocuité des produits: Conformément à l'article 419 de la Loi fédérale sur les produits alimentaires, les médicaments et les cosmétiques, la FDA est tenue d'établir des normes minimales fondées sur des données scientifiques pour la production et la récolte des fruits et légumes, qui sont des produits agricoles de base crus, dans de bonnes conditions de sécurité, si elle détermine que de telles normes réduisent le risque de conséquences graves pour la santé et de décès. La FDA est entièrement libre de décider si elle inclut les petites et très petites entreprises qui produisent des produits agricoles de base dans cette réglementation, auquel cas les plus petites entreprises auront plus de temps pour se mettre en conformité (le projet de règle n'a pas encore été publié).

Innocuité des produits alimentaires importés: L'article 301 de la Loi fédérale sur les produits alimentaires, les médicaments et les cosmétiques dispose maintenant que les importateurs américains ne sont pas tenus de vérifier que les produits alimentaires importés sont obtenus suivant des processus et des procédures qui confèrent le même niveau de protection sanitaire que l'article 418 (contrôles préventifs) ou l'article 419 (normes relatives à l'innocuité des produits) et que les produits alimentaires ne sont pas frelatés ni ne portent une appellation non conforme au regard des prescriptions en matière d'étiquetage des allergènes alimentaires (le projet de règlement n'a pas encore été publié). Le programme relatif aux importateurs volontaires admissibles a pour but d'accélérer l'examen des importations par les importateurs qui se conforment à certaines prescriptions, y compris celle qui veut que l'établissement soit certifié par un auditeur tiers agréé (le programme n'a pas encore été établi).

Frelatage délibéré: L'article 420 de la Loi fédérale sur les produits alimentaires, les médicaments et les cosmétiques, fait obligation à la FDA, en coordination avec le Département de la sécurité intérieure et en consultation avec le Département de l'agriculture, de publier des règlements visant à se prémunir contre le frelatage délibéré des produits alimentaires. Les règlements seront limités aux produits alimentaires pour lesquels il existe un risque élevé de frelatage délibéré et doivent préciser la manière dont on doit évaluer si des mesures d'atténuation des risques s'imposent et définir des mesures ou des stratégies appropriées en la matière fondées sur des données scientifiques. En outre, en consultation avec le Département de la sécurité intérieure et le Département de l'agriculture, la FDA est chargée de publier des documents d'orientation sur la protection contre le frelatage délibéré (le projet de règle et de directive à l'intention du secteur n'a pas encore été publié).

Redevances: La Loi sur la modernisation des règles en matière d'innocuité des produits alimentaires habilite la FDA à prélever des redevances en rapport avec ce problème de sécurité. L'article 743 de la Loi fédérale sur les produits alimentaires, les médicaments et les cosmétiques prescrit dorénavant le prélèvement de ces redevances auprès des établissements nationaux et des agents des établissements étrangers aux États-Unis pour couvrir les coûts liés aux réinspections (c'est-à-dire les dépenses engagées pour les inspections effectuées après qu'une première inspection a mis à jour des cas de non-conformité à une prescription en matière d'innocuité des produits alimentaires de la Loi fédérale sur les produits alimentaires, les médicaments et les cosmétiques), pour le non-respect des ordres de rappel, auprès de chaque importateur soumis à une réinspection, pour couvrir les coûts y afférents, et auprès des importateurs participant au programme relatif aux importateurs volontaires admissibles (voir plus bas). Une note sur les redevances a été publiée en août 2011 et une Directive au secteur en septembre de la même année. En outre, l'article 808 de la Loi fédérale sur les produits alimentaires, les médicaments et les cosmétiques habilite la FDA à prélever des redevances permettant de couvrir les coûts d'établissement et d'administration du système d'accréditation par une tierce partie (voir plus bas).

Inspections: La Loi sur la modernisation des règles en matière d'innocuité des produits alimentaires prescrit que les établissements à haut risque doivent être inspectés une fois pendant les cinq premières années suivant l'entrée en vigueur et tous les trois ans par la suite. Les établissements qui ne présentent pas un risque élevé doivent être inspectés au minimum une fois pendant la période de sept ans suivant l'entrée en vigueur et une fois tous les cinq ans par la suite. Suivant la loi, 600 établissements étrangers au moins doivent être inspectés l'année suivant l'entrée en vigueur et la FDA est chargée de doubler le nombre d'établissements étrangers inspectés ensuite chaque année pendant cinq ans. Conformément à l'article 807 de la Loi fédérale sur les produits alimentaires, les médicaments et les cosmétiques, si une usine, un entrepôt ou un autre établissement étranger refuse une inspection (c'est-à-dire refuse de se faire inspecter dans les 24 heures suivant une demande ou un autre délai convenu) les produits alimentaires de l'établissement peuvent ne pas être admis aux États-Unis.

Accréditation des laboratoires et accréditation par une tierce partie: L'article 422 de la Loi fédérale sur les produits alimentaires, les médicaments et les cosmétiques fait obligation à la FDA de mettre en œuvre un programme pour l'accréditation des laboratoires (y compris les laboratoires étrangers) et de travailler avec les organes d'accréditation pour accroître le nombre de laboratoires accrédités. Conformément à l'article 307 de la même loi, la FDA est également tenue d'établir un programme pour la reconnaissance des organes d'accréditation qui, à leur tour, peuvent accréditer des auditeurs tiers pour certifier que les établissements étrangers admissibles et les envois de produits alimentaires sont conformes aux prescriptions de la FDA (le projet de règlement n'a pas encore été publié).

Traçabilité, registres: L'article 204 de la Loi sur la modernisation des règles en matière d'innocuité des produits alimentaires charge le Secrétaire à la santé et aux services sociaux de mettre au point un système de traçabilité des produits pour améliorer la capacité de la FDA à suivre la trace des produits alimentaires sur le territoire des États-Unis ou des produits que l'on se propose d'importer dans le pays. L'article 204 fait aussi obligation à la FDA d'établir des règles pour les registres qui doivent être tenus par les établissements qui fabriquent des produits présentant un risque élevé. La loi met à jour les obligations qu'ont les responsables des établissements alimentaires de fournir à la FDA des renseignements supplémentaires intéressant la protection des consommateurs dans les cas où il existe une probabilité raisonnable que les produits alimentaires auxquels elle s'est intéressée auront de graves conséquences pour la santé des populations ou des animaux ("aliments à déclaration obligatoire") afin que les épiceries et détaillants en soient informés ultérieurement (un projet pilote de traçabilité est en cours, le projet de règle sur les prescriptions en matière de tenue de registres pour les produits alimentaires présentant un risque élevé n'a pas encore été publié, les améliorations du Registre des aliments à déclaration obligatoire n'ont pas encore été publiées).

Pouvoir de rappel obligatoire: Conformément à l'article 206 de la Loi sur la modernisation des règles en matière d'innocuité des produits alimentaires, si la FDA détermine qu'il existe une probabilité raisonnable qu'un produit alimentaire est contaminé ou présente une appellation non conforme et que ce produit aura des conséquences graves pour la santé des personnes ou des animaux, ou pourra entraîner leur mort, la FDA peut ordonner à une partie de cesser de distribuer le produit et de le rappeler après avoir donné initialement à la partie en question la possibilité de prendre volontairement ces dispositions (la FDA est déjà habilitée en ce sens).

Source: Loi sur la modernisation des règles en matière d'innocuité des produits alimentaires, 21 USC 2201 note. Adresse consultée: <http://www.fda.gov/food/foodsafety/fsma/default.htm> [mai 2012].

82. Les États-Unis sont membres de la Commission du Codex Alimentarius et de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), et partie contractante à la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV). Les points de contact sont le Service de la sécurité et de l'inspection des produits alimentaires pour le Codex et le Service de l'inspection zoosanitaire et phytosanitaire du Département de l'agriculture pour l'OIE et la CIPV.

83. La Division des règles et normes internationales du Service des relations agricoles avec l'étranger est le point d'information et l'autorité nationale de notification au titre de l'Accord SPS.¹⁰⁸ Les États-Unis ont continué de présenter des notifications des mesures SPS qu'ils se proposent de prendre ou ont déjà pris au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC (tableau III.17) et de recourir au Comité pour soulever des préoccupations sur les mesures que d'autres Membres ont prises.

Tableau III.17
Notifications présentées par les États-Unis, 1^{er} janvier 2010-30 juin 2012

Objectif/justification	Total	Addenda/corrigenda	Notification de mesures d'urgence	Notification ordinaire
Innocuité des produits alimentaires	398	31	0	367
Zoonoses	6	2	1	3
Protection des végétaux	114	51	11	52
Santé des animaux	29	15	2	12
Protection du territoire	16	2	13	1
Total	537	92	13	432

Note: Une notification peut avoir plus d'une justification.

Source: Documents de l'OMC de la série G/SPS/N/USA/.

84. Au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC, depuis le 1^{er} janvier 2010, les États-Unis ont soulevé des préoccupations au sujet des mesures prises par plusieurs Membres, y compris l'UE, la Turquie, le Viet Nam, les Philippines, l'Indonésie et l'Inde et ils se sont associés aux déclarations d'autres Membres au sujet de mesures prises par le Taïpei chinois, l'Albanie, la Croatie, la Chine, la Malaisie et l'UE. D'autres Membres ont aussi recouru au Comité SPS pour soulever des préoccupations au sujet de mesures prises ou proposées par les États-Unis, notamment: le Costa Rica concernant des mesures touchant les importations de fleurs et de plantes; l'Argentine concernant la fièvre aphteuse et les importations de reines abeilles; et l'Inde sur les limites maximales de résidus pour les importations de riz basmati. Plusieurs Membres ont jugé particulièrement préoccupante la Loi sur la modernisation des règles en matière d'innocuité des produits alimentaires de la FDA et son

¹⁰⁸ Documents de l'OMC G/SPS/ENQ/21/Add.1 du 22 juin 2007 et G/SPS/NNA/11/Add.1 du 22 juin 2007.

règlement d'application. Cette question a été soulevée par l'Inde, la Chine, le Mexique, le Costa Rica, le Pakistan et les Philippines, et les États-Unis ont répondu que la loi n'avait pas encore été mise en œuvre et que les partenaires commerciaux seraient à même de participer au processus d'élaboration de son règlement d'application par le biais de la procédure de notification de l'OMC.¹⁰⁹

85. L'Accord SPS a également été invoqué dans une procédure engagée contre les États-Unis dans le cadre du système de règlement des différends et qui concernait la volaille.^{110,111}

86. Comme indiqué précédemment, plusieurs organismes différents prennent part à l'établissement, la mise en œuvre et l'application effective des mesures SPS. Parmi les principaux organismes figurent:

- le Service de l'inspection zoosanitaire et phytosanitaire (APHIS) du Département de l'agriculture, qui est responsable entre autres choses de la réglementation des importations de végétaux vivants, de céréales, de graines oléagineuses, de produits horticoles et d'animaux, y compris des embryons, du sperme, des ovules et des animaux vivants destinés à la recherche-développement;
- le Service de la sécurité et de l'inspection des produits alimentaires (FSIS) du Département de l'agriculture, qui est chargé de l'innocuité de la viande, de la volaille et des ovoproduits transformés, y compris importés, et de la reconnaissance des établissements d'autres pays qui respectent les normes réglementaires des États-Unis pour ces produits de base et qui peuvent exporter aux États-Unis;
- l'Office de contrôle des médicaments et des produits alimentaires (FDA), qui est responsable entre autres choses de la réglementation des médicaments à usage humain et vétérinaire; des produits alimentaires (à l'exception de la viande, de la volaille et des œufs transformés), y compris les additifs alimentaires, les cosmétiques et les compléments alimentaires; et
- l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA), chargée entre autres choses d'enregistrer les pesticides (y compris les herbicides et fongicides) qui sont utilisés aux États-Unis et d'établir des limites maximales de résidus pour les pesticides sur les produits alimentaires.¹¹²

87. Parmi les autres organismes qui s'occupent des questions SPS figurent le Service de la commercialisation des produits agricoles, le Service de recherche agricole et l'Institut national de l'alimentation et de l'agriculture du Département de l'agriculture, les Centres de contrôle et de prévention des maladies du Département de la santé et des services sociaux, le Service national des

¹⁰⁹ Base de données du Système de gestion des renseignements SPS de l'OMC. Adresse consultée: http://www.wto.org/french/tratop_f/sps_f/sps_f.htm [mai 2012]; et documents de l'OMC G/SPS/R/66 du 23 mai 2012; G/SPS/R/64 du 17 janvier 2012; G/SPS/R/63 du 12 septembre 2011 et G/SPS/R/62 du 27 mai 2011.

¹¹⁰ DS392 États-Unis – Certaines mesures visant les importations de volaille en provenance de Chine.

¹¹¹ L'Accord SPS a également été cité dans la demande de consultations dans une autre affaire concernant les cigarettes aux clous de girofle (DS406 Mesures affectant la production et la vente de cigarettes aux clous de girofle), mais le Groupe spécial a noté qu'"aucune analyse ou demande de constatations n'a été présentée en ce qui concerne [les] allégations SPS conditionnelles (WT/DS406/R, paragraphe 7.9) et les allégations n'ont pas été examinées.

¹¹² Document WT/TPR/S/235/Rev.1 du 29 octobre 2010, page 50.

pêches maritimes du Département du commerce, le Bureau des douanes et de la protection des frontières du Département de la sécurité intérieure et la Direction de la fiscalité et du commerce des alcools et des tabacs du Département du Trésor.

88. Le Groupe de travail sur la sécurité sanitaire des aliments, un groupe interinstitutions créé en mars 2009 par le Président pour le conseiller sur les moyens de renforcer le système de sécurité sanitaire des produits alimentaires, a continué de travailler à l'amélioration de la coordination dans tout le secteur public.¹¹³ Il a été reconnu que le Groupe de travail avait amélioré la coopération entre institutions et, de ce fait, œuvré en faveur de l'innocuité des produits alimentaires. Il a aussi été noté toutefois qu'il n'avait pas établi de plan de gestion à l'échelle de l'administration tout entière dans ce domaine. Certes, la Loi sur la modernisation des règles en matière d'innocuité des produits alimentaires renforce une bonne partie du système de sécurité sanitaire des produits alimentaires, mais "elle ne s'applique pas au système de sécurité sanitaire des produits alimentaires dans son ensemble ni ne crée de nouvelle structure fondée sur les risques dans ce domaine" (encadré III.1).¹¹⁴

2) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES EXPORTATIONS

i) Procédures douanières et documentation

89. Depuis l'abandon de la déclaration d'exportation de l'expéditeur en 2008, les renseignements relatifs aux produits exportés doivent être saisis par voie électronique via le Système d'exportation automatisé, qui est utilisé pour recueillir des données à des fins statistiques et pour le contrôle des exportations. Ces renseignements doivent être fournis par la principale partie intéressée des États-Unis (USPPI) ou par un agent agréé. Un numéro de transaction interne, généré par le Système d'exportation automatisé, est attribué à une expédition pour confirmer que les données d'exportation ont été acceptées et ajoutées au fichier. Il est envoyé par voie électronique au déclarant comme attestation. Cette attestation, ou la dispense d'enregistrement des renseignements électroniques relatifs à l'exportation, doit être présentée au transporteur avec le connaissement, le connaissement aérien, les instructions relatives à l'expédition ou tout autre document commercial concernant le chargement. Le transporteur doit récupérer le numéro de transaction interne ou la dispense d'enregistrement des renseignements relatifs à l'exportation avant de charger les marchandises devant être exportées. D'autres documents peuvent être requis, en fonction du produit et de sa destination. L'application des contrôles à l'exportation et des autres mesures liées aux exportations implique des prescriptions en matière de certification et de notification qui dépendent du produit, de sa destination et de son utilisation.

90. D'après la Banque mondiale, quatre documents en moyenne sont exigés pour l'exportation (une déclaration en douane à l'exportation, un connaissement, un certificat d'origine et une facture commerciale) et l'exportation d'un conteneur revient à environ 1 050 dollars EU et prend six jours, dont deux jours pour la préparation des documents et un jour pour le dédouanement et le contrôle technique.¹¹⁵ Toutefois, les autorités ont fait remarquer qu'elles n'exigeaient pas la fourniture d'une facture commerciale ni d'un certificat d'origine pour l'exportation, et que les données relatives à l'exportation étaient saisies par voie électronique uniquement, sans qu'aucun document papier ne soit nécessaire.

¹¹³ Pour plus de détails, voir le document de l'OMC WT/TPR/S/235/Rev.1 du 29 octobre 2010, pages 46 à 50.

¹¹⁴ Government Accountability Office (2011).

¹¹⁵ Banque mondiale (2011).

ii) Taxes et redevances sur les exportations

91. La clause de la Constitution concernant les exportations interdit au Congrès d'imposer des taxes à l'exportation.¹¹⁶ Par conséquent, les taxes directement liées aux exportations, telles que la taxe d'entretien des ports, qui ne correspondent pas à une prestation fournie, ne peuvent pas être imposées. Cependant, des redevances peuvent être imposées pour les services, infrastructures ou prestations fournis par l'État¹¹⁷, par exemple les droits d'obtention d'un certificat pour l'exportation de végétaux et de produits végétaux en vertu de la Loi sur la protection phytosanitaire¹¹⁸, et les droits d'obtention d'un certificat d'exportation de médicaments et d'instruments pour les humains et les animaux en vertu de la Loi fédérale sur les produits alimentaires, les médicaments et les cosmétiques.¹¹⁹ Dans ces cas précis, les droits se rapportent à des certificats ou d'autres documents exigés par le pays importateur et ne sont pas des droits sur les exportations en provenance des États-Unis.

iii) Prohibitions, restrictions et régimes de licences

92. Les États-Unis appliquent des restrictions et des contrôles à l'exportation à des fins de sécurité nationale ou de politique étrangère, y compris pour éviter les pénuries de produits rares. Les contrôles des exportations peuvent se fonder sur la législation nationale, des décisions politiques, des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, ou des accords internationaux (comme la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et la Convention sur les armes chimiques), ou encore sur la participation des États-Unis à des régimes non contraignants, notamment:

- l'Arrangement de Wassenaar, sur les transferts d'armes classiques et de biens et technologies à double usage¹²⁰;
- le Régime de contrôle des technologies de missiles, qui vise à empêcher la prolifération des vecteurs non pilotés d'armes de destruction massive et à coordonner les efforts de prévention à cet égard par le biais des régimes nationaux de licences d'exportation¹²¹;
- le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), avec le Comité Zangger, qui vise à harmoniser la mise en œuvre des directives du Traité pour l'application des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)¹²²;
- le Groupe des fournisseurs de matières nucléaires, qui traite de la non-prolifération des armes nucléaires par le biais de l'application de directives concernant les exportations de produits nucléaires et connexes¹²³; et

¹¹⁶ Article premier, section 9, de la Constitution des États-Unis: "Aucun impôt ou droit ne pourra être institué sur les articles exportés par l'un des États."

¹¹⁷ Renseignements en ligne d'Oneclé, "Duties on Exports from States". Adresse consultée: <http://law.onecle.com/constitution/article-1/54-duties-on-exports-from-states.html> [mai 2012].

¹¹⁸ Code des États-Unis, titre 7, chapitre 104, sous-chapitre III, section 7759 f) 2).

¹¹⁹ Code des États-Unis, titre 21, chapitre VIII, section 381 e) 4) B).

¹²⁰ Renseignements en ligne sur l'Arrangement de Wassenaar sur le contrôle des exportations d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage. Adresse consultée: <http://www.un.org/fr/disarmement/wmd/exports.shtml> [mai 2012].

¹²¹ Renseignements en ligne sur le Régime de contrôle des technologies de missiles. Adresse consultée: <http://www.mtcr.info/french/index.html> [mai 2012].

¹²² Renseignements en ligne du Comité Zangger. Adresse consultée: <http://www.zanggercommittee.org/Seiten/default.aspx> [mai 2012].

- le Groupe de l'Australie, une association informelle de pays qui, par le biais de l'harmonisation des contrôles à l'exportation, veille à ce que les produits exportés ne servent pas à fabriquer des armes chimiques ou biologiques.¹²⁴

93. Des sanctions commerciales peuvent être appliquées par le Département du Trésor en vertu de la Loi sur les pouvoirs économiques en cas de crise internationale (IEEPA)¹²⁵, de la Loi sur le commerce avec l'ennemi¹²⁶ et de la Loi sur la participation aux activités des Nations Unies.¹²⁷ Le Bureau du contrôle des avoirs étrangers (OFAC) du Département du Trésor administre les sanctions économiques et commerciales découlant de ces lois et peut, à ce titre, restreindre les exportations vers les pays, les régimes et les personnes (entités et individus) qui font l'objet de telles sanctions.

94. Les licences d'exportation ne sont en réalité requises que pour une petite fraction des exportations totales. C'est toutefois à l'exportateur de définir si un produit et/ou sa destination nécessitent une licence, et de s'enquérir de l'utilisation finale du produit. La législation relative aux exportations est constituée de différents textes de loi et mise en œuvre par plusieurs organismes publics.¹²⁸

a) Loi sur le contrôle des exportations d'armes

95. En vertu de la Loi sur le contrôle des exportations d'armes¹²⁹ et du Règlement relatif au trafic d'armes international (ITAR), tous les fabricants, exportateurs et négociants de produits figurant sur la Liste des munitions des États-Unis¹³⁰ doivent être enregistrés auprès de la Direction du contrôle du commerce de matériel militaire (DDTC) du Département d'État et, souvent, obtenir une licence d'exportation ou une autre autorisation pour exporter des articles figurant sur cette liste. Un exportateur peut déterminer par lui-même si un article relève de la Liste des munitions des États-Unis, en la consultant. Toutefois, si un exportateur préfère avoir un avis officiel du gouvernement, il peut demander une détermination à la "Commodity Jurisdiction". Les décisions de la CJ peuvent être contestées auprès du Directeur général de la DDTC, qui prend une décision finale.

96. Un exportateur peut aussi demander le réexamen d'une décision de la DDTC concernant un refus, une abrogation ou une modification de licence d'exportation, auquel cas le Sous-Secrétaire au contrôle des armements et à la sécurité internationale est habilité à prendre une décision finale.¹³¹ Toutefois, sur un total de plus de 82 000 demandes de licences d'exportation ou d'autorisation présentées en 2011, moins de 1% ont été refusées et ces décisions n'ont pas été contestées.

97. Les services de l'immigration et du contrôle douanier et des enquêtes sur la sécurité intérieure (HSI) du Département de la sécurité intérieure sont chargés d'enquêter sur les infractions ou tentatives d'infraction à la Loi sur le contrôle des exportations d'armes et à l'ITAR, ainsi que sur toute autre infraction éventuelle concernant des exportations, comme la contrebande, au titre de l'article 554 du

¹²³ Renseignements en ligne du Groupe des fournisseurs de matières nucléaires. Adresse consultée: <http://www.nuclearsuppliersgroup.org/Leng/default.htm> [mai 2012].

¹²⁴ Renseignements en ligne du Groupe de l'Australie. Adresse consultée: <http://www.australiagroup.net/en/index.html> [mai 2012].

¹²⁵ Code des États-Unis, titre 50, chapitre 35.

¹²⁶ Code des États-Unis, titre 50, appendice, chapitre 106, 40 Stat.411.

¹²⁷ Code des États-Unis, titre 22, chapitre 7, sous-chapitre XVI.

¹²⁸ Document de l'OMC WT/TPR/S/235/Rev.1 du 29 octobre 2010, pages 54 à 57.

¹²⁹ Code des États-Unis, titre 22, chapitre 39.

¹³⁰ 22 CFR articles 120 à 130.

¹³¹ 22 CFR article 128.13.

titre 18 du Code des États-Unis. Le Service des enquêtes sur la sécurité intérieure travaille avec le Département de la justice des États-Unis pour engager des poursuites au pénal.

98. Les sanctions civiles infligées à une entreprise qui enfreindrait la Loi sur le contrôle des exportations d'armes consistent en une amende et une convention d'expédient qui énonce les mesures à prendre pour améliorer la conformité au sein de l'entreprise. En 2010 et 2011, quatre accords de cette nature ont été imposés.¹³²

99. Pour les marchandises visées par le Règlement relatif au trafic d'armes international (ITAR), une indication de contrôle de destination apparaît sur la facture commerciale et sur le connaissance maritime ou aérien qui indique au transporteur et à tous les intéressés à l'étranger que la marchandise ne peut être exportée que vers certaines destinations.

b) Règlement sur l'administration des exportations

100. Les exportations et réexportations d'un certain nombre de produits, technologies et logiciels qui ont des applications commerciales et militaires ou comportent des fins de prolifération (produits à "double usage") sont régies par la Loi sur l'administration des exportations (EAA)¹³³ et le Règlement sur l'administration des exportations (EAR)¹³⁴, qui est administré par la Direction de l'industrie et de la sécurité (BIS) du Département du commerce. L'EAR comporte une liste de produits, la Liste de contrôle du commerce (CCL)¹³⁵, dont l'exportation ou la réexportation peut nécessiter la délivrance d'une licence par la BIS. Le règlement est mis à jour fréquemment et les modifications sont publiées sur le site Web de la BIS.¹³⁶ L'obligation de détenir une licence dépend du produit, de son pays de destination, de son utilisation finale et de son utilisateur final, et c'est à l'exportateur qu'il incombe de déterminer si une licence est nécessaire (à moins qu'il en soit directement informé par la BIS).

101. La Direction de l'industrie et de la sécurité (BIS) est également chargée de délivrer des licences pour les produits définis comme étant en rupture d'approvisionnement au titre de l'EAA.

102. En 2010, les exportations des entreprises américaines se sont chiffrées à 3,7 milliards de dollars EU pour les produits soumis à un régime de licence (dont 5% ont été exportés dans le cadre d'un régime de licence globale spéciale) et à 16,1 milliards de dollars EU pour les produits visés par une dispense de licence; elles ont représenté respectivement 0,3% et 1,3% des exportations totales de marchandises des États-Unis.

103. L'Administration des exportations (EA) de la Direction de l'industrie et de la sécurité (BIS) est chargée d'examiner les demandes de licences d'exportation, de classer les produits et de rédiger des propositions (inscription ou radiation) concernant la liste des produits visés par l'Arrangement de Wassenaar, le Groupe des fournisseurs de matières nucléaires, le Groupe de l'Australie et le Régime de contrôle des technologies de missiles. Toutes les demandes de licences d'exportation sont

¹³² Renseignements en ligne du Département d'État, "Consent Agreements". Adresse consultée: http://www.pmddtc.state.gov/compliance/consent_agreements.html [mai 2012].

¹³³ L'EAA n'est plus en vigueur depuis le 21 août 2001, mais l'EAR a été maintenu en vigueur dans le cadre de la Loi sur les pouvoirs économiques en cas de crise internationale (50 USC, articles 1701 *et seq*), au titre de l'Ordonnance exécutive n° 13222 du 17 août 2001 (3 CFR, 2001 Comp. 783 (2002)) et d'avis présidentiels (dont le plus récent date du 15 août 2012 (77 FR 49699, 16 août 2012)).

¹³⁴ 15 CFR chapitre VII, sous-chapitre C.

¹³⁵ 15 CFR chapitre VII, sous-chapitre C, article 774.

¹³⁶ Renseignements en ligne de la BIS. Adresse consultée: <http://www.bis.doc.gov/index.htm>.

examinées dans les délais prévus par l'Ordonnance exécutive n° 12981.¹³⁷ Les requérants qui se voient refuser une licence d'exportation peuvent faire appel d'une telle décision auprès du Sous-Secrétaire à l'industrie et à la sécurité. Au cours des deux dernières années, la BIS a reçu entre dix et 15 demandes d'appel. Au cours de l'exercice budgétaire 2011, la BIS a traité 25 093 demandes de licences d'exportation, pour une valeur d'environ 89,6 milliards de dollars EU, contre 21 660 demandes traitées au cours de l'exercice 2010.

104. Le Bureau du contrôle des exportations de la Direction de l'industrie et de la sécurité (BIS) et les services de l'immigration et du contrôle douanier et des enquêtes sur la sécurité intérieure (HSI) sont chargés d'enquêter sur les éventuelles infractions pénales à la législation sur le contrôle des exportations de produits à double usage. Le HSI et le Bureau du contrôle des exportations travaillent avec le Département de la justice pour engager des poursuites au pénal, et avec le Bureau du Conseiller en chef de la Direction de l'industrie et de la sécurité pour infliger des amendes civiles et refuser des privilèges à l'exportation.

105. Une licence est requise pour exporter ou réexporter à Cuba la totalité des produits, technologies et logiciels auxquels s'applique l'EAR, à quelques exceptions près. En général, la BIS refuse les demandes, bien qu'elles soient étudiées au cas par cas pour certains produits. De même, l'EAR impose divers degrés de rigueur pour les contrôles des exportations ou des réexportations à destination de la République islamique d'Iran, de la République populaire démocratique de Corée, de la République du Soudan et de la République arabe syrienne.

c) Loi sur l'énergie atomique

106. La Commission de réglementation du nucléaire (NRC), créée en tant qu'organisme public indépendant au titre de la Loi sur la réorganisation de l'énergie, est responsable de l'administration des mesures de contrôle à l'exportation des matières nucléaires spéciales, des matières nucléaires brutes et des sous-produits, ainsi que des installations et des équipements nucléaires.¹³⁸ Le Département de l'énergie est chargé de la réexportation de ces matières et matériels nucléaires, ainsi que de l'exportation des technologies nucléaires. Les exportateurs doivent présenter leur demande à la NRC, dont les décisions peuvent faire l'objet d'un appel auprès des cours d'appel fédérales.

d) Initiative sur la réforme du contrôle des exportations

107. En août 2009, le Président a demandé qu'un processus interorganismes de réexamen du système de contrôle des exportations¹³⁹ soit engagé. Ce réexamen, qui a révélé que le système était trop complexe et contenait trop d'opérations effectuées plusieurs fois, s'est concentré sur les principales priorités au regard de la sécurité nationale. Suite à cela, l'Administration a lancé l'Initiative sur la réforme du contrôle des exportations, actuellement mise en œuvre suivant trois étapes: les deux premières étapes concernent l'élaboration de listes et de procédures de contrôle harmonisées entre le Département du commerce, le Département d'État et le Département du Trésor; et la troisième étape vise la création d'une liste de contrôle unique, d'un organisme unique pour la délivrance des licences, d'un système informatique et d'une entité unique pour coordonner la mise en application. Un rapport du GAO de novembre 2010 a indiqué que des progrès avaient été accomplis pour pallier les défaillances du système de contrôle des exportations, et que, si elles étaient pleinement

¹³⁷ 60 FR 62981 (8 décembre 1995).

¹³⁸ Les marchandises qui relèvent du régime de licences d'exportation de la NRC sont énumérées dans 10 CFR, articles 110.8 et 110.9.

¹³⁹ Communiqué de presse de la Maison Blanche, "Statement of the Press Secretary", 13 août 2009. Adresse consultée: http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Statement-of-the-Press-Secretary/ [avril 2010].

prises en œuvre, les initiatives menées en la matière pouvaient permettre de résoudre les défaillances restantes.¹⁴⁰

108. Un certain nombre de propositions de règlements et de règlements définitifs portant sur le remaniement des listes de contrôle des exportations des États-Unis ont été publiés dans le cadre de l'Initiative sur la réforme du contrôle des exportations. Ce processus d'élaboration des règlements est conduit en deux étapes: la publication des propositions précède la publication des règlements définitifs, afin que les observations du public puissent être prises en compte. Toutes les propositions de règlements et tous les règlements définitifs, de même que les autres mesures prises dans le cadre de l'Initiative, sont accessibles au public à une adresse unique.¹⁴¹ Parmi les règlements proposés puis publiés à titre définitif en mai 2011, le Département d'État a modifié le Règlement relatif au trafic d'armes international (ITAR) en simplifiant les procédures de licences permettant aux utilisateurs finals autorisés d'offrir un accès aux produits figurant sur la Liste des munitions des États-Unis aux citoyens ayant une double nationalité et aux ressortissants de pays tiers qu'ils emploient.¹⁴² En juin 2011, la Direction de l'industrie et de la sécurité (BIS) a publié un règlement définitif sur les dispenses stratégiques de licence commerciale, qui modifie le Règlement sur l'administration des exportations. En vertu de ce règlement, une licence d'exportation ne sera plus nécessaire pour exporter ou réexporter vers le pays de destination et transférer sur son territoire certains produits de la Liste de contrôle du commerce, dans le cas des destinations "présentant un risque relativement faible d'utilisation des produits pour des usages que l'obligation de licence vise à prévenir". L'admissibilité au bénéfice d'une dispense dépend de la capacité des parties d'une transaction à remettre des documents attestant que les importations ne seront pas détournées vers d'autres destinations.¹⁴³

109. Le Centre de coordination des contrôles à l'exportation (E2C2) a été ouvert en mars 2012. Ce Centre, administré par le Département de la sécurité intérieure, assure la coordination avec le Département du commerce, le Département d'État, ceux de la défense, de l'énergie, de la justice et du Trésor et le Bureau du Directeur des services nationaux de renseignements. La mission de l'E2C2 est de coordonner et d'améliorer les mesures pénales et administratives ainsi que les autres moyens de faire respecter la loi, et de protéger la sécurité nationale grâce à des contrôles à l'exportation et à des échanges de renseignements plus efficaces. L'Information Triage Unit (ITU), faisant intervenir plusieurs organismes, a été ouvert le même jour au sein du Département du commerce. L'ITU a pour mandat de recueillir des renseignements sur les exportations qui nécessitent une licence et de diffuser ces renseignements auprès des organismes chargés de prendre des décisions concernant les licences d'exportation.¹⁴⁴

¹⁴⁰ Government Accountability Office (2010).

¹⁴¹ Voir les renseignements en ligne sur le site Export.gov, "President's Export Control Reform Initiative". Adresse consultée: <http://www.export.gov/ecr>.

¹⁴² 22 CFR parties 120, 124 et 126. Voir le *Federal Register*, Vol. 76, n° 94, 16 mai 2011. Adresse consultée: http://export.gov/static/2011-05-16%20Dual%20Nationals%20Final_Latest_eg_main_030527.pdf.

¹⁴³ 15 CFR parties 732, 738, 740, 743 et 774. Voir *Federal Register*, Vol. 76, n° 116, 16 juin 2011. Adresse consultée: <http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/FR-2011-06-16/pdf/2011-14705.pdf> [mai 2012].

¹⁴⁴ Communiqué de presse de la Maison Blanche, "Fact Sheet: Latest Steps to Implement the President's Export Control Reform Initiative", 7 mars 2012. Adresse consultée: "<http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/03/07/fact-sheet-latest-steps-implement-presidents-export-control-reform-initi>".

iv) Soutien public et mesures budgétaires associées

a) Subventions à l'exportation et ristourne de droits

110. Au titre de l'Accord sur l'agriculture, les États-Unis ont le droit d'accorder des subventions à l'exportation pour 14 produits agricoles, sous réserve d'une limitation des quantités subventionnées pouvant être exportées chaque année et d'une limitation des dépenses budgétaires associées à l'exportation de chacun de ces produits. Les notifications présentées au Comité indiquent que, depuis 2007, des subventions à l'exportation ont été accordées pour certains produits laitiers (chapitre IV 1) iii) a)).

111. Plusieurs types de ristournes de droits, taxes et redevances acquittés sur les produits importés sont toujours en vigueur.¹⁴⁵ Les programmes de ristourne de droits, taxes et redevances, visent tout un ensemble de marchandises importées: les marchandises importées aux États-Unis et qui sont réexportées; les marchandises utilisées pour la fabrication de produits (y compris le conditionnement) qui sont exportés; les marchandises importées qui sont "interchangeables sur le plan commercial" avec les produits nationaux exportés; le sel importé pour le traitement du poisson ou de la viande; les matériaux importés utilisés pour la construction ou l'équipement de navires construits pour des intérêts étrangers; et les matériaux importés utilisés pour la réparation des moteurs d'avions à réaction qui sont exportés.¹⁴⁶

b) Initiative nationale pour les exportations

112. Au titre de l'Ordonnance exécutive n° 13534 du 11 mars 2010, le Président a institué l'Initiative nationale pour les exportations, avec pour ambition de doubler les exportations sur cinq ans, "en aidant les entreprises – en particulier les petites entreprises – à surmonter les obstacles qui se posent à la pénétration de nouveaux marchés d'exportation, en apportant un soutien sur le plan financier et de manière générale en suivant une approche de promotion des exportations à l'étranger mise au point à l'échelle du gouvernement, entre autres mesures".¹⁴⁷ L'Initiative porte sur plusieurs points censés accroître les exportations: la mise au point de programmes destinés à améliorer l'information et d'autres outils d'assistance technique en faveur des nouveaux exportateurs, et à aider les exportateurs existants à identifier de nouvelles possibilités d'exportation sur les marchés internationaux; la mise en valeur des ressources fédérales existantes pour l'aide à l'exportation; l'amélioration de l'accès aux crédits à l'exportation pour les PME; la promotion des exportations de marchandises et de services par le biais de missions et de campagnes commerciales; l'amélioration de l'accès aux marchés par le jeu d'une politique active d'ouverture de nouveaux marchés; la réduction des obstacles importants au commerce et la mise en œuvre des accords commerciaux; et la promotion d'une croissance équilibrée de l'économie mondiale.

c) Financement, assurance et garanties

113. L'Export-Import Bank des États-Unis (Ex-Im Bank) est l'organisme officiel de crédit à l'exportation, dont la mission est d'aider au financement des exportations vers les marchés internationaux, "en assumant les risques crédit et les risques pays que le secteur privé n'est pas apte ou disposé à accepter" et "en s'alignant sur les financements accordés par les autres gouvernements à

¹⁴⁵ Document de l'OMC WT/TPR/S/235/Rev.1 du 29 octobre 2010, page 51.

¹⁴⁶ Code des États-Unis, titre 19, 1313.

¹⁴⁷ Ordonnance exécutive n° 13534 – Initiative nationale pour les exportations, 11 mars 2010. Adresse consultée: <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/executive-order-national-export-initiative> [mai 2012].

leurs exportateurs".¹⁴⁸ L'Ex-Im Bank est un organisme exécutif indépendant depuis 1934, qui finance aussi bien les programmes que les frais administratifs à partir des recettes collectées, lesquelles sont également utilisées pour constituer des réserves afin de pouvoir répondre aux futures demandes. Depuis le 9 septembre 2001, la banque exerce ses activités conformément à la Loi fédérale sur la réforme du crédit, qui fait l'objet de prorogations périodiques accordées par le Congrès (pour la dernière fois en mai 2012), le prochain renouvellement de l'autorisation étant prévu pour septembre 2014. En outre, il a été décidé que le plafond de l'engagement total de l'Ex-Im Bank serait porté à 140 milliards de dollars EU à l'horizon 2014.

114. L'Ex-Im Bank finance les exportations par le biais de divers programmes, notamment:

- des prêts directs aux acheteurs étrangers de produits exportés par les États-Unis, normalement des produits à forte intensité capitalistique, tels que les aéronefs commerciaux et le matériel lourd, plus le financement de projets;
- des garanties à moyen et à long terme aux institutions qui octroient des prêts aux acheteurs étrangers de produits exportés par les États-Unis;
- des garanties de fonds de roulement offertes aux établissements prêteurs (normalement des banques commerciales) sur les prêts de fonds de roulement garantis à court terme, accordés pour le financement de la production des marchandises destinées à être exportées par les entreprises américaines, en particulier les petites entreprises;
- une assurance-crédit à l'exportation à court terme ou à moyen terme pour les exportateurs et les établissements prêteurs contre les risques de non-paiement sur les créances utilisées pour financer les contrats d'exportation; et
- des programmes de financement spéciaux, par exemple pour le financement d'aéronefs, de projets ou encore de la chaîne d'approvisionnement.

115. L'Ex-Im Bank a des activités dans 186 pays à travers le monde et a identifié neuf marchés clés: Afrique du Sud, Brésil, Colombie, Inde, Indonésie, Mexique, Nigéria, Turquie et Viet Nam.

116. Lorsque cela est nécessaire, l'Ex-Im Bank emprunte au Trésor des États-Unis pour financer les prêts à moyen et à long terme. Toutefois, au cours des cinq dernières années, la banque a dégagé un excédent d'exploitation de 1,9 milliard de dollars EU.¹⁴⁹ D'après les autorités, les frais bancaires de l'Ex-Im Bank sont fixés conformément à l'Arrangement de l'OCDE sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public. En général, la banque couvre jusqu'à 85% de la valeur des marchandises et services admissibles faisant l'objet d'un contrat américain de fournitures, ou l'intégralité du contenu américain des marchandises et services admissibles qui sont l'objet de ce contrat. Certaines cargaisons maritimes financées par des prêts directs ou des garanties à long terme de l'Ex-Im Bank dépassant 20 millions de dollars EU ou assortis d'une période de remboursement de plus de sept ans doivent être transportées sur des navires battant pavillon américain, sauf dérogation

¹⁴⁸ Renseignements en ligne de l'Ex-Im Bank, "Mission". Adresse consultée: <http://www.exim.gov/about/mission.cfm> [mai 2012].

¹⁴⁹ Communiqué de presse de l'Ex-Im Bank, "U.S. Exports in April Hit \$182.9 Billion", 8 juin 2012. Adresse consultée: <http://www.exim.gov/pressrelease.cfm/09F38661-098E-3C86-337C6EF4D8E519CB/> [juin 2012].

obtenue auprès de l'Administration maritime des États-Unis (MARAD).¹⁵⁰ D'après la MARAD, dix dérogations ont été accordées en 2010, et 16 en 2011.

117. "La démarche de l'Ex-Im Bank vise essentiellement à soutenir l'Initiative nationale pour les exportations lancée par le président Obama et à atteindre l'objectif de doublement des exportations d'ici à 2015."¹⁵¹ Depuis 2008, l'Ex-Im Bank a considérablement développé ses activités de financement à l'exportation à travers des prêts, garanties et assurances-crédit à l'exportation (tableau III.18), essentiellement sous l'effet d'une augmentation de la demande due à l'insuffisance des liquidités dans le secteur privé.¹⁵² Dans le cadre de l'Initiative nationale pour les exportations, la banque a mis davantage de moyens en œuvre pour accorder des financements à l'exportation aux petites entreprises, au titre de l'initiative en faveur des petites entreprises (Accès global), lancée en 2011, et a développé de nouveaux produits tels que l'assurance express et une procédure de demande en ligne.

Tableau III.18
Autorisations de l'Ex-Im Bank, 2008-2011

	2008		2009		2010		2011	
	Nombre	Millions de \$EU	Nombre	Millions de \$EU	Nombre	Millions de \$EU	Nombre	Millions de \$EU
Prêts	2	356,0	16	3 033,3	15	4 260,6	18	6 322,9
À long terme	2	356,0	16	3 025,5	14	4 255,5	17	6 315,0
À moyen terme/aide liée	0	0	0	7,8	1	5,1	1	7,9
Garanties	673	10 179,4	619	11 474,7	719	13 105,9	784	19 400,4
À long terme	79	8 101,5	57	9 628,4	67	10 224,9	97	15 479,4
À moyen terme	135	697,0	89	315,3	95	702,5	81	693,0
Fonds de roulement	459	1 380,9	473	1 531,0	557	2 178,5	606	3 228,0
Assurance-crédit	2 029	3 863,5	2 256	6 513,1	2 798	7 101,3	2 949	7 003,8
À court terme	1 879	3 635,5	2 153	6 275,8	2 648	6 788,4	2 836	6 765,0
À moyen terme	150	228,0	103	237,3	150	312,9	113	238,8

Source: Ex-Im Bank, *Rapports annuels* (plusieurs éditions).

118. À la fin de l'exercice 2011 (30 septembre 2011), l'encours des garanties, prêts, assurances et créances de la banque s'élevait à plus de 60 milliards de dollars EU, auquel s'ajoutait un encours non décaissé de 29 milliards de dollars EU, soit un engagement total de 89 milliards de dollars EU, contre 68 milliards pour l'exercice 2009. C'est dans le secteur des transports aériens que l'engagement est le plus important, ceux-ci ayant représenté presque la moitié de l'engagement total en 2011. D'un point de vue géographique, c'est au Mexique que l'engagement de la banque est le plus important (8,3 milliards de dollars EU), suivi de l'Inde (7 milliards), de l'Irlande (4,3 milliards), de la Turquie (3,8 milliards) et de la Colombie (3,8 milliards).

¹⁵⁰ Résolution publique n° 17 du 73^{ème} Congrès, mise en œuvre par l'Ex-Im Bank par le biais du règlement contenu dans 12 CFR 402.3.

¹⁵¹ Ex-Im Bank (2011), page 5.

¹⁵² Ex-Im Bank (2011), page 37.

3) AUTRES MESURES AGISSANT SUR LES INVESTISSEMENTS ET LE COMMERCE

i) Cadre de l'activité commerciale et incitations à l'investissement productif

119. Le climat des affaires aux États-Unis encourage l'entreprise privée et stimule la concurrence fondée sur les principes de l'économie de marché. Les États-Unis ont aussi recours à un certain nombre d'instruments et de politiques afin de promouvoir la croissance du secteur privé, l'investissement, la création d'emplois et le développement des petites entreprises.

120. Suite au ralentissement de l'activité économique, le gouvernement a eu recours à un certain nombre d'incitations fiscales pour favoriser le redressement de l'économie. Ces dernières années, plusieurs incitations fiscales destinées aux entreprises ont été adoptées, en particulier:

- la Loi sur la relance et le réinvestissement (ARRA), qui a prorogé l'incitation temporaire d'amortissement accéléré initialement prévue dans la Loi sur la relance économique¹⁵³;
- la Loi de 2010 sur les incitations à l'embauche pour rétablir l'emploi (HIRE), qui prévoit un crédit d'impôt à l'emploi¹⁵⁴; et
- la Loi de 2010 sur l'allègement fiscal, la réapprobation de l'assurance chômage et la création d'emplois (TRUIRJCA), qui a réduit de 2% les prélèvements à la charge des travailleurs. Cette loi contient aussi une disposition visant à encourager l'investissement grâce à une déduction immédiate de 100% qui permet aux entreprises de bénéficier d'un amortissement pour dépréciation supplémentaire la première année.¹⁵⁵

121. Plus récemment, en février 2012, le Président a proposé un nouveau cadre pour une réforme de la fiscalité des entreprises. Les réformes envisagées comprennent des dispositions visant à: a) supprimer des dizaines de lacunes fiscales et de subventions, élargir l'assiette et réduire le taux de l'impôt sur les sociétés pour stimuler la croissance dans le pays; b) renforcer l'industrie manufacturière et l'innovation américaines; c) renforcer la fiscalité internationale, y compris en établissant un nouvel impôt minimal sur les bénéfices faits à l'étranger, pour encourager l'investissement intérieur; d) simplifier et réduire les impôts pour les petites entreprises américaines; et e) rétablir la responsabilité budgétaire et "ne pas ajouter le moindre dollar au déficit".¹⁵⁶ Jusqu'à présent, ces réformes ne sont qu'une proposition de l'Administration, mais le Congrès tient aussi des audiences sur une possible réforme de la fiscalité des entreprises.

122. Les États-Unis ont aussi un nombre important d'organismes de développement économique, agissant au niveau des États, au niveau local ou au niveau régional, qui visent à attirer l'investissement productif. L'Initiative SelectUSA, nouvellement créée, assure la coordination et renforce ces activités, en s'associant avec des organismes de développement économique, en servant de point d'entrée unique de l'information, et en se faisant le promoteur national de l'investissement productif aux États-Unis. La Direction du développement économique s'emploie aussi à encourager les efforts régionaux concertés d'innovation, les partenariats public/privé, et la compétitivité mondiale.

¹⁵³ Public Law No. 110-185 et Public Law No. 111-5.

¹⁵⁴ Public Law No. 111-147.

¹⁵⁵ Public Law No. 111-312.

¹⁵⁶ Maison Blanche et Département du Trésor (2012).

123. La croissance des petites entreprises constitue une priorité pour la croissance économique des États-Unis, car celles-ci représentent environ la moitié de l'emploi du secteur privé non agricole.¹⁵⁷ Par le biais de l'Administration des petites entreprises (SBA), des prêts, des garanties de prêts, des possibilités de marchés publics, des contrats, des séances de conseil, et d'autres formes d'aide sont proposés aux petites entreprises. La SBA participe à un certain nombre d'initiatives, seule ou conjointement avec d'autres organismes, en vue de promouvoir les entreprises, le commerce et l'investissement. La SBA fait par exemple partie de l'Advanced Manufacturing Jobs and Innovation Accelerator Challenge (Programme pour la création d'emplois dans le secteur de la fabrication de pointe et la promotion de l'innovation), qui vise à stimuler la création d'emplois fondée sur l'innovation via des partenariats public/privé. Son objectif est de promouvoir des stratégies de développement économique régional qui favorisent l'expansion des pôles industriels et des activités manufacturières de pointe.¹⁵⁸ Au titre de la Loi de 2010 sur l'emploi dans les petites entreprises, la SBA a reçu 30 millions de dollars EU par an pendant deux ans (exercices 2010 et 2011) pour accorder des subventions aux États en vue de promouvoir les exportations des petites entreprises. Les subventions sont accordées par voie de concours aux États qui ont présenté des propositions concernant leurs propres programmes conçus spécialement.

ii) Entreprises commerciales d'État, sociétés publiques et entreprises publiques

124. Il existe aux États-Unis un certain nombre d'entités qui possèdent des caractéristiques de société publique et de société privée. Leur structure, leur financement et leur gestion varient considérablement.

125. Une de ces entités, connue sous le nom d'entreprise soutenue par l'État (GSE), existe et opère en vertu de la législation fédérale. Certaines GSE sont en partie détenues par des actionnaires privés. Les GSE se caractérisent par une propriété privée, une concurrence réduite, des activités limitées par une charte du Congrès, et des privilèges énoncés dans ladite charte qui créent une garantie fédérale implicite des obligations.¹⁵⁹ Il y a actuellement cinq GSE en activité (tableau III.19).

126. Une deuxième catégorie comprend les organismes gouvernementaux établis par le Congrès en tant que sociétés. Il n'existe pas de définition unique d'une société publique, par conséquent elles sont souvent recensées différemment selon leur objectif. Le recours à une structure de société pour un organisme gouvernemental peut se justifier pour plusieurs raisons. Ces organismes n'ont pour la plupart pas d'activités commerciales, ils remplissent plutôt des fonctions gouvernementales ou publiques. Certains bénéficient de privilèges spéciaux et reçoivent des dotations budgétaires. Dans la plupart des cas, une structure d'entreprise permet aussi à ces organismes d'être autosuffisants. Une structure d'entreprise permet aussi au Congrès, en tant qu'autorité responsable, de définir clairement son rôle. De nombreux organismes gouvernementaux structurés comme des sociétés ont des mandats limités qui sont énoncés dans leurs statuts, ce qui les empêche d'outrepasser leurs attributions. Une structure d'entreprise peut fournir (et comprend aussi généralement) une structure de gestion clairement définie par le biais d'un conseil d'administration ou d'un organe directeur similaire (tableau III.20).

¹⁵⁷ Maison Blanche (2012b).

¹⁵⁸ Communiqué de presse de la SBA, "Obama Administration Launches \$26 Million Multi-Agency Competition to Strengthen Advanced Manufacturing Clusters Across the Nation", 29 mai 2012. Adresse consultée: <http://www.sba.gov/about-sba-services/7367/148601>.

¹⁵⁹ Kosar (2007).

Tableau III.19
Entreprises soutenues par l'État

GSE	Domaine d'activité
Federal National Mortgage Association (Fannie Mae) ^a	Prêts hypothécaires résidentiels et multifamiliaux
Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac) ^a	Prêts hypothécaires résidentiels et multifamiliaux
Federal Agricultural Mortgage Corporation (Farmer Mac)	Crée un marché secondaire de prêts pour l'agriculture, le logement rural et les services ruraux d'utilité publique
Federal Home Loan Bank System	Octroie des fonds aux banques membres pour qu'elles puissent accorder des crédits de développement communautaire
Farm Credit System ^b	Garantit les paiements du principal et des intérêts sur les titres émis par les banques membres

a Actuellement sous tutelle.

b Le Farm Credit System englobe désormais les fonctions des Federal Intermediate Credit Banks (banques fédérales de crédit intermédiaire), des Federal Land Banks (banques foncières fédérales), et des Regional Banks for Cooperatives (banques régionales au service de coopératives).

Source: Kosar, K. (2007), *Government-Sponsored Enterprises (GSEs): An Institutional Overview*, CRS Publication RS21663, 23 avril. Adresse consultée: <http://www.fas.org/sgp/crs/misc/RS21663.pdf>; et renseignements communiqués par les autorités américaines.

Tableau III.20
Sociétés publiques, 2011

Société publique	Texte de loi	Domaine d'activité
Société de crédit pour les produits de base	15 USC 714	Financement de crédits pour les produits de base
Export-Import Bank	12 USC 635	Financement des exportations
Société fédérale de l'assurance-récolte	7 USC 1501	Assurance agricole
Federal Deposit Insurance Company	12 USC 1811	Résolution des défaillances bancaires et garantie des dépôts
Federal Financing Bank	12 USC 2281	Financement
Federal Prison Industries (UNICOR)	18 USC 4121	Services carcéraux
Financing Corporation ^a	12 USC 1441	Financement
Government National Mortgage Corporation	12 USC 1717	Prêts hypothécaires
National Railroad Passenger Corporation (AMTRAK)	49 USC 241	Transport ferroviaire de passagers
Overseas Private Investment Corporation	22 USC 2191	Investissement et financement internationaux
Pension Benefit Guaranty Corporation	29 USC 1301	Retraites
Presidio Trust of San Francisco	16 USC 460bb	Parcs et loisirs
Resolution Funding Corporation	12 USC 1441b)	Financements et obligations pour les créances laissées par l'ancienne Resolution Trust Corporation
St. Lawrence Seaway Development Corporation	33 USC 981	Transport maritime
Tennessee Valley Authority	16 USC 831	Navigation, prévention des inondations, électricité, certaines activités manufacturières et développement économique
Service postal des États-Unis ^b	39 USC 101	Services postaux
Valles Caldera Trust	16 USC 698-v4	Conservation du patrimoine
Federal Home Loan Banks	12 USC Ch. 11	Banque
National Credit Union Administration Central Liquidity Facility	12 USC 1795b	Coopératives de crédit
Community Development Financial Institutions Fund	12 USC 4701	Banque

Société publique	Texte de loi	Domaine d'activité
Corporation for National and Community Service	42 USC 12651	Services nationaux et communautaires
Government National Mortgage Association	12 USC 1717	Prêts hypothécaires
Millennium Challenge Corporation	22 USC 7703	Aide extérieure
International Clean Energy Foundation	42 USC Partie B	Aide extérieure pour la réduction des émissions de gaz à effets de serre

a Ne souscrit plus de nouveaux contrats; les engagements non réglés expirent en 2019.

b Société partiellement publique.

Source: Kosar, K. (2011), *Federal Government Corporations: An Overview*, CRS Publication RL30365, 8 juin. Adresse consultée: <http://www.fas.org/sfp/crs/misc/RL30365.pdf>; Loi sur le contrôle des sociétés publiques, 31 USC 9101; et renseignements communiqués par les autorités américaines.

127. Les États-Unis considèrent aussi certains organismes gouvernementaux comme étant des entreprises commerciales d'État conformément aux dispositions de l'article XVII du GATT. D'après une notification à l'OMC datant de 2010, les États-Unis maintiennent quatre entreprises commerciales d'État (tableau III.21).¹⁶⁰

Tableau III.21
Entreprises commerciales d'État, 2010

Entreprise	Produits visés	Objectifs
Commodity Credit Corporation (Société de crédit pour les produits de base)	Lait écrémé en poudre (0402), beurre (0405), fromage (0406), miel (0409), haricots secs (0713), blé (1001), seigle (1002), orge (1003), avoine (1004), maïs (1005), riz (1006), sorgho (1007), soja (1201), arachides (1202), lin (1204), graines de tournesol (1206), sucre (1212), coton (5201), mohair (5102), laine (4102), et légumineuses (0708).	CCC est une entité appartenant à l'État et gérée par lui au sein du Ministère de l'agriculture. Elle a été créée pour stabiliser, soutenir et protéger les revenus et les prix agricoles. Elle aide aussi au maintien d'un approvisionnement équilibré et suffisant en produits agricoles et contribue à en assurer une distribution ordonnée.
Fonds pour le programme de production et de distribution d'isotopes	Isotopes relevant des positions 2844 et 2845 du Système harmonisé	Le Ministère de l'énergie fournit des produits isotopes radioactifs et stables et des services connexes. Le Programme IP & D produit et vend des isotopes radioactifs et stables, des produits dérivés, des matériaux excédentaires et des services connexes. Ces produits et services se vendent dans le monde entier et sont utilisés pour des applications diverses dans la recherche-développement, la biomédecine et l'industrie. Les objectifs du programme sont de produire et distribuer des isotopes pour la recherche-développement, les thérapies et diagnostics médicaux et d'autres applications d'intérêt national.

¹⁶⁰ Document de l'OMC G/STR/N/13/USA du 22 juillet 2010.

Entreprise	Produits visés	Objectifs
Power Administrations	Énergie électrique (n° 2716 du Système harmonisé)	Les Power Marketing Administrations (PMA) (administrations de commercialisation de l'électricité) vendent en gros l'électricité produite par les barrages hydroélectriques que possèdent et gèrent l'United States Army Corps of Engineers (le Génie) et l'United States Bureau of Reclamation (le Bureau). Bonneville vend aussi l'électricité qui est produite par une centrale nucléaire détenue et exploitée par Energy Northwest et par une centrale hydroélectrique qui n'est pas détenue ni exploitée par les autorités fédérales. Western vend aussi environ 400 MW de capacité produits par la centrale à charbon Navajo située dans l'Arizona. Le gouvernement fédéral a commencé à vendre de l'électricité après que le Congrès a autorisé la construction des barrages et décidé de grands projets hydrauliques dont la mise en œuvre incombait au Génie et au Bureau, essentiellement dans la période des années 1930 aux années 1960. Le Génie et le Bureau exploitent ces installations pour fournir ou gérer l'eau à des fins multiples telles que l'irrigation, la prévention des inondations, la navigation, les loisirs, l'alimentation en eau et l'amélioration de l'environnement. Ils produisent également de l'électricité dans des centrales hydroélectriques faisant partie de projets hydrauliques fédéraux. Les PMA vendent l'énergie électrique qui n'est pas utilisée aux fins des projets à des coopératives et des organismes publics, tels que services municipaux, districts d'irrigation, installations militaires et autres entreprises de service public; une fois les besoins de ces coopératives et organismes satisfaits, elles vendent l'éventuel surplus d'énergie à d'autres entités acheteuses.
Strategic Petroleum Reserve	Pétrole brut (n° 2709 du Système harmonisé)	La Strategic Petroleum Reserve (SPR) est un stock de pétrole brut, géré par le Ministère de l'énergie. Son objectif est de réduire la vulnérabilité aux conséquences sur l'économie, la sécurité nationale et la politique étrangère des interruptions des approvisionnements.

Source: Document de l'OMC G/STR/N/13/USA du 22 juillet 2010.

iii) Marchés publics

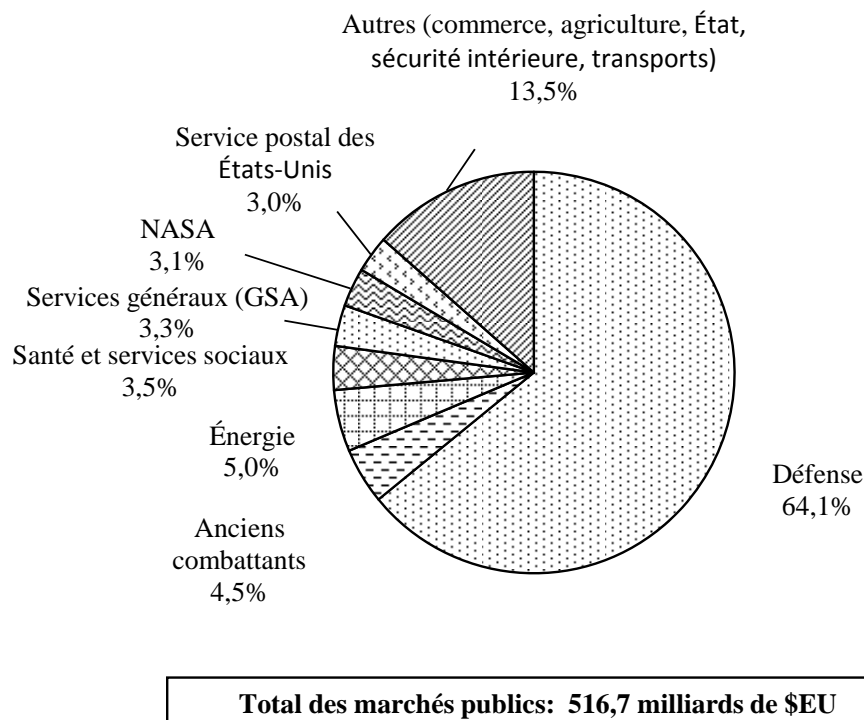
a) Aperçu général des marchés publics fédéraux

128. Pour l'exercice fiscal 2010, les dépenses des États-Unis en matière de marchés fédéraux se sont élevées à 517 milliards de dollars EU, soit environ 16% des dépenses du gouvernement fédéral. Le Département de la défense a représenté la part la plus importante (64%) et les organismes ne relevant pas du secteur de la défense ont représenté les 36% restants. Parmi ceux-ci, le Département de l'énergie a représenté 5% et le Département des anciens combattants 4,5% (graphique III.8). En ce qui concerne la répartition des marchés publics fédéraux entre les États, la Californie et la Virginie ont chacune représenté environ 11% du total des marchés publics fédéraux.¹⁶¹

¹⁶¹ Bureau des statistiques (2011).

Graphique III.8

Marchés publics passés par le gouvernement fédéral, par organisme, en 2010



Source: Bureau des statistiques (2011), *Consolidated Federal Funds Report for Fiscal Year 2010*, septembre.

b) Législation sur les marchés publics

129. La première législation majeure en matière de marchés publics qui ait été adoptée, et qui est toujours en vigueur 80 ans plus tard, est la Loi "Buy American", qui oblige le gouvernement fédéral des États-Unis à acheter des marchandises d'origine nationale.¹⁶² Le Titre III de la Loi de 1979 sur les accords commerciaux permet au Président de lever ces prescriptions discriminatoires, en ce qui concerne les achats visés par l'AMP et les ALE, pour les signataires de ces accords, ainsi que pour les pays les moins avancés. Toutefois, la Loi "Buy American" s'applique aux achats d'un montant inférieur aux seuils de l'AMP et des ALE et aux organismes non visés. Les exceptions prévues dans la Loi "Buy American" s'appliquent lorsque: i) l'achat est considéré comme allant à l'encontre de l'intérêt public; ii) le coût est jugé déraisonnable; iii) les produits sont destinés à être utilisés à l'extérieur des États-Unis; iv) les produits ne sont pas fabriqués aux États-Unis en quantités suffisantes ou à un niveau de qualité satisfaisant; et v) la valeur du marché public est inférieure à 2 500 dollars EU.

130. Un organisme est autorisé à faire appel à un fournisseur étranger si le prix du produit américain est "déraisonnable". L'écart qui détermine que le prix est "déraisonnable" est généralement

¹⁶² 41 USC chapitre 83.

de 6%. Toutefois, si le marché concerne une petite entreprise ou une région à excédent de main-d'œuvre, il est de 12%, et dans le cas du Département de la défense de 50%.¹⁶³

131. La législation des États-Unis sur les marchés publics énonce aussi des règles spécifiques sur ce qui est considéré comme un produit américain, c'est-à-dire des règles d'origine spécifiques qui diffèrent des règles d'origine et de marquage appliquées à l'importation. Les produits non manufacturés sont considérés comme des produits américains s'ils sont extraits ou produits aux États-Unis. Les produits manufacturés sont considérés comme des produits américains s'ils sont fabriqués aux États-Unis et si le coût des éléments américains est supérieur à 50% du coût global de tous les éléments. En outre, des règles spéciales s'appliquent pour les contrats de construction: l'origine n'est pas fondée sur la nationalité de l'entrepreneur mais sur l'origine des articles, matériaux et fournitures qu'il utilise pour construire ou réparer un bâtiment ou un ouvrage.¹⁶⁴

132. La deuxième grande loi sur les marchés publics est la Loi de 1974 sur le Bureau de la politique fédérale des marchés publics, qui établit l'orientation générale des politiques, règlements et procédures appliqués dans ce domaine au niveau de l'ensemble du gouvernement. Afin de promouvoir des procédures uniformes, cette loi prévoyait la création du Règlement sur les achats fédéraux (FAR), qui énonce les règles et règlements applicables aux marchés publics fédéraux de marchandises et de services passés via le processus d'achat. Le FAR est codifié dans le Titre 48 du Code des règlements fédéraux. Presque tous les organismes fédéraux doivent se conformer au FAR, mais certains organismes bénéficient d'une exemption.¹⁶⁵ La Loi sur la concurrence dans les marchés publics (CICA) a été adoptée en 1984 et sa mise en œuvre a exigé la révision du FAR. La CICA a introduit des conditions plus concurrentielles par le biais d'une concurrence pleine et ouverte dans l'adjudication des marchés publics, dans le but de réduire leurs coûts.

133. En janvier 2011, le Congrès des États-Unis a adopté une nouvelle législation relative à la réorganisation des marchés publics, en tant que Titre 41 du United States Code, "Marchés publics".¹⁶⁶ Cette législation modifie et reformule certaines lois relatives aux marchés publics et les promulgue à nouveau en tant que Titre 41 de l'USC. La nouvelle loi renforce différentes dispositions qui avaient été promulguées séparément sur de nombreuses années, en les réorganisant, en adaptant le style et la terminologie, en modernisant le langage désuet, et en corrigeant les erreurs de rédaction. Les modifications visaient à reformuler la législation existante sans changement de fond.

134. En vertu des lois et réglementations des États-Unis, les organismes peuvent réserver des marchés à certains groupes désignés. Il existe cinq catégories qui peuvent bénéficier de marchés réservés: i) les petites entreprises; ii) les petites entreprises appartenant à des femmes; iii) les petites entreprises appartenant à des anciens combattants invalides; iv) les zones d'activité commerciale traditionnellement sous-utilisées (HUBZones); et v) un programme de développement des petites entreprises appartenant à des minorités qui utilise des marchés réservés. La Loi sur les petites entreprises fixe un objectif d'adjudication de marchés publics aux petites entreprises selon lequel 23% de la valeur totale des marchés publics passés au niveau fédéral doit être attribuée à des petites entreprises. L'Administration des petites entreprises (SBA) négocie avec chaque organisme fédéral les objectifs individuels de petites entreprises. L'objectif des 23% comprend des objectifs individuels pour les petites entreprises appartenant à des femmes (5%), les petites entreprises désavantagées (5%), les petites entreprises appartenant à des anciens combattants invalides (3%), et les petites entreprises bénéficiant du programme HUBZone (3%). Le Département des anciens combattants (DVA) est

¹⁶³ Luckey (2009).

¹⁶⁴ Luckey (2009).

¹⁶⁵ Par exemple, le Service postal des États-Unis et la CIA bénéficient d'une exemption.

¹⁶⁶ Public Law No. 111-350.

responsable de l'adjudication de deux marchés réservés, l'un pour les petites entreprises appartenant à des anciens combattants et l'autre pour les petites entreprises appartenant à des anciens combattants invalides. En outre, le Département du commerce administre un programme de marchés publics et de subventions pour les entreprises appartenant à des minorités.¹⁶⁷

135. En août 2010, les États-Unis ont notifié la réglementation finale mettant en application la disposition "Buy American" dans la Loi de 2009 sur la relance et le réinvestissement (ARRA) conformément à l'article XXIV:5 b).¹⁶⁸ La règle s'est appliquée seulement aux marchés financés par l'ARRA pour assurer le respect des obligations contractées par les États-Unis dans le cadre d'accords internationaux lors de la réalisation de projets de construction visés par de tels accords.

c) Nouveaux engagements en matière de marchés publics dans le cadre de l'OMC

136. Les Membres de l'OMC parties à l'AMP sont récemment parvenus à un consensus sur une révision de l'AMP et la renégociation des engagements spécifiques figurant dans les annexes concernant chaque Membre. Les engagements des États-Unis, pris dans l'AMP de 1994, restent quasiment inchangés.¹⁶⁹ Les seuils des marchés publics n'ont pas changé, mais 12 organismes du gouvernement central supplémentaires sont visés. Les engagements relatifs aux organismes gouvernementaux sous-centraux (les États) et aux autres organismes (les sociétés publiques) restent inchangés, sauf en ce qui concerne l'amélioration de la transparence grâce à l'établissement, pour plusieurs États, de listes des entités du pouvoir exécutif visées. En outre, les projets de télécommunications financés par le Service des équipements collectifs en milieu rural des États-Unis sont visés dans l'annexe 3.¹⁷⁰

d) Dispositions spéciales, exceptions, etc.

137. Fin 2010, les États-Unis ont adopté une nouvelle législation en vue de créer un droit d'accise fédéral applicable aux entités étrangères recevant des paiements pour des marchandises et des services.¹⁷¹ Lorsque la loi entrera en vigueur, un taux de 2% sera appliqué aux entités étrangères non parties à un accord international sur les marchés publics. Il est entendu que ce taux s'appliquera aux pays qui ne sont pas membres de l'AMP ou qui n'ont pas signé d'accord de libre-échange avec les États-Unis. Les modifications réglementaires en vue de l'application de la loi, qui suivront les procédures établies par le FAR avant d'entrer en vigueur, n'ont pas encore été finalisées.

138. La passation de marchés publics au niveau sous-central (État) relève de la compétence des États. Plusieurs règles sur la passation de marchés par les États peuvent comporter des dispositions "Buy American" pouvant être considérées comme établissant une restriction ou une discrimination fondée sur l'origine ou des prescriptions similaires. Par exemple, plusieurs États ont des prescriptions relatives aux marchés publics qui concernent les drapeaux américains, exigeant que ces derniers soient fabriqués aux États-Unis. Au Minnesota, les uniformes des auxiliaires de justice doivent être d'origine américaine.

¹⁶⁷ Les marchés réservés aux petites entreprises peuvent concerner tous les marchés du gouvernement fédéral, mais leur taille peut varier. Pour les petits marchés (moins de 150 000 dollars EU), les marchés réservés sont automatiques, tandis que pour les gros marchés (500 000 dollars), un projet de sous-traitance est souvent nécessaire (renseignements en ligne de la SBA, "Goaling Program". Adresse consultée: <http://www.sba.gov/about-sba-services/2636>).

¹⁶⁸ Document de l'OMC GPA/98/Add.2 du 6 septembre 2010.

¹⁶⁹ Document de l'OMC WT/Let/844 du 9 janvier 2012.

¹⁷⁰ Document de l'OMC GPA/113 du 2 avril 2012.

¹⁷¹ Public Law No. 111-347.

139. Les États-Unis maintiennent aussi des dispositions spéciales relatives aux marchés publics dans leur législation régissant les sanctions imposées à certains pays. Cela entraîne non seulement des restrictions directes pour le pays concerné, mais aussi, indirectement, sur les entreprises qui réalisent certains types d'opérations avec ce pays. La Loi de 2010 sur la responsabilité, le désengagement et les sanctions générales contre l'Iran (CISADA) interdit aux organismes exécutifs américains de passer ou de renouveler un marché, concernant des marchandises ou des services, avec des entités qui exportent vers l'Iran des technologies sensibles, telles que définies à l'article 6 de la CISADA.¹⁷² Une réglementation exigeant que les entrepreneurs sous contrat gouvernemental fournissent une autocertification sur cette question est entrée en vigueur le 2 novembre 2011.

iv) Subventions et autres aides publiques

140. Les États-Unis, comme les autres Membres, notifient leurs subventions à l'OMC conformément à l'article XVI:1 du GATT et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Dans leur dernière notification, datée d'octobre 2011, ils ont signalé 50 programmes fédéraux, et plus de 500 programmes sous-fédéraux (tableau III.22).

Tableau III.22

Programmes fédéraux de subventions, 2011 (exercice 2010)

(en millions de \$EU)

Programmes fédéraux	Montant déclaré (en millions de \$EU)
Agriculture	14 424
Programme d'incitations à l'exportation de produits laitiers (DEIP)	2 ^a
Soutien des revenus agricoles et aide à la commercialisation pour les produits de base visés	13 532 ^b
Comptabilisation au titre des charges des coûts multipériode liés à l'élevage et aux cultures agricoles	140 ^c
Traitement fiscal des remises de dettes en faveur d'agriculteurs solvables comme s'ils étaient insolubles	20 ^c
Traitement de certains revenus agricoles comme gains en capital	490 ^c
Exemption du droit d'accise pour les produits du tabac fournis aux salariés de l'industrie du tabac	Montant unitaire uniquement
Période de recouvrement de cinq ans pour certaines machines et certains équipements agricoles commerciaux	240 ^c
Énergie et combustibles	18 099
Approvisionnement énergétique – Ressources énergétiques renouvelables	815 ^d
Programmes d'économies d'énergie – Secteur des transports	304 ^d
Programmes d'économies d'énergie – Technologies des bâtiments	219 ^d
Économies d'énergie – Secteur industriel	94 ^d
Recherche-développement sur l'énergie fossile	477 ^d
Comptabilisation au titre des charges des coûts d'exploration et de développement liés au pétrole, au gaz et à d'autres combustibles	400 ^c
Déduction d'un pourcentage ou de coûts de production pour épuisement, selon le plus élevé des deux montants, pour le pétrole, le gaz et d'autres combustibles	980 ^c
Crédit pour la production de combustibles de substitution	170 ^c
Traitement de certaines redevances sur le charbon comme gains en capital	50 ^c
Crédit pour les appareils économes en énergie	150 ^c
Crédit pour les alcools carburants	8 570 ^c
Crédit pour le biogazole et crédit pour le gazole issu de sources d'énergie renouvelables	510 ^c
Crédit pour les combustibles de substitution	3 960 ^c
Crédit d'impôt pour le charbon raffiné et le charbon indien	Moins de 50 ^c
Crédits pour les investissements dans des centrales modernes au charbon et des installations modernes de gazéification	240 ^c

¹⁷² Public Law No. 111-195.

Programmes fédéraux	Montant déclaré (en millions de \$EU)
Crédit pour les installations énergétiques de pointe	180 ^c
Crédit pour la production de gazole pauvre en soufre et déduction pour investissement dans des raffineries de gazole pauvre en soufre	Moins de 10 ^c
Déduction pour investissement dans l'augmentation de la capacité des raffineries	760 ^c
Amortissement des dépenses de prospection géologique et géophysique	150 ^c
Déduction des frais d'injection tertiaire	Moins de 10 ^c
Pêche	112
Programme de financement pour le secteur de la pêche (FFP)	69 ^e
Programme de subventions Saltonstall Kennedy: Recherche-développement sur la pêche	8
Subvention pour la recherche sur la mer	9 ^d
Programme de développement de la pêche dans le fleuve Columbia	26 ^d
Bois sur pied et bois d'œuvre	380
Traitement en tant que gains en capital de certains revenus tirés du bois d'œuvre	50 ^c
Comptabilisation au titre des charges des coûts multipériode associés à la culture du bois d'œuvre	230 ^c
Comptabilisation au titre des charges et amortissement sur sept ans des dépenses de reboisement	50 ^c
Réduction du taux d'imposition sur les gains en capital des sociétés applicable à certains gains tirés du bois d'œuvre	50 ^c
Médecine	489
Crédit d'impôt pour médicaments orphelins	470 ^c
Office des isotopes pour la médecine et la science	19 ^a
Métaux, minéraux et industries extractives (hors combustibles)	900
Déduction pour épuisement selon le plus élevé d'un pourcentage du revenu ou des coûts de production pour les minéraux non combustibles	770 ^c
Comptabilisation au titre des charges des coûts d'exploration et d'exploitation des minéraux non combustibles	110 ^c
Traitement des gains en capital sur le minerai de fer	Moins de 10 ^c
Règles spéciales concernant les réserves pour régénération des mines	Moins de 10 ^c
Chantiers navals	15
Programme de subventions en faveur des petits chantiers navals	15 ^d
Textiles	1
Programme de la Textile/Clothing Technology Corporation (TC2)	1 ^d
Horlogerie et bijouterie	3
Programmes de production de montres et de bijoux dans les possessions insulaires	3
Autres	2 030
Zones à revitaliser et communautés de renouveau	730 ^c
Crédit d'impôt en faveur des nouveaux marchés	720 ^c
New York Liberty Zone	20 ^c
Zone d'opportunité du golfe	360 ^c
Zone sinistrée du Kansas	100 ^{c, f}
Zone sinistrée du Middle West	100 ^c

- a Dépenses budgétaires.
b Y compris quelques données de l'exercice 2009.
c Perte de revenus.
d Crédits budgétaires.
e Prêts.
f Exercice 2009.

Note: Les sous-totaux sont approximatifs. Les entités sous-fédérales ne sont pas incluses car elles sont trop nombreuses (pour plus de précisions, voir le document de l'OMC G/SCM/N/220/USA du 19 octobre 2011).

Source: Document de l'OMC G/SCM/N/220/USA du 19 octobre 2011.

141. Comme le montre la notification à l'OMC, le secteur de l'agriculture et celui de l'énergie et du pétrole sont les principaux bénéficiaires de l'aide publique et sont en expansion depuis quelques années. L'un des principaux facteurs de la croissance dans ce secteur est l'intérêt à l'égard des biocarburants, ou l'utilisation d'incitations pour trouver des produits de substitution aux carburants fossiles. Cette tendance s'est accentuée ces dernières années en raison des prix élevés de l'énergie et de l'incidence négative des importations massives de pétrole sur le compte courant (chapitre I). Les incitations en faveur des biocarburants sont aussi importantes dans la mesure où elles pourraient avoir un effet direct ou indirect sur certains aspects du commerce mondial, en raison du détournement de produits alimentaires vers le secteur des carburants, des fluctuations des prix des produits de base, et du point de vue des politiques agricoles. Il existe un certain nombre de programmes, de subventions, de crédits d'impôt, et d'autres incitations liés aux biocarburants (tableau III.23).

Tableau III.23
Programmes fédéraux en faveur des biocarburants, 2011

Programmes fédéraux	Référence juridique	Description
Norme pour les carburants renouvelables	P.L. 109-58 § 1501	Utilisation obligatoire des carburants renouvelables dans l'essence: 4 milliards de gal en 2006, augmentation jusqu'à 36 milliards de gal en 2022
Crédit volumétrique de droits d'accise sur l'éthanol ^a	P.L. 108-357 § 301	Les fournisseurs d'essence qui mélangent de l'éthanol à de l'essence sont admissibles à un crédit d'impôt de 0,45 dollar EU par gal d'éthanol.
Crédit en faveur des petits producteurs d'éthanol ^a	P.L. 101-508	Les producteurs d'éthanol dont la capacité de production est inférieure à 60 milliards de gal par an peuvent bénéficier d'un crédit de 0,10 dollar EU par gal sur les 15 premiers millions de gal produits au cours d'une année.
Crédit d'impôt en faveur des biocarburants ^a	P.L. 108-357	Les producteurs de biodiesel ou de mélanges diesel/biodiesel peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt de 1 dollar par gal de biodiesel.
Crédit d'impôt en faveur des petits producteurs de biodiesel d'origine agricole ^a	P.L. 109-58	Les producteurs de biodiesel d'origine agricole (c'est-à-dire produit à partir de produits agricoles vierges) dont la capacité de production annuelle est inférieure à 60 millions de gal peuvent bénéficier d'un crédit de 0.10 \$EU par gal sur les 15 premiers millions de gal produits au cours d'une année.
Crédit d'impôt en faveur du diesel renouvelable ^a	P.L. 109-58	Les producteurs de diesel renouvelable (similaire au biodiesel, mais produit suivant un procédé différent) peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt de 1 \$EU par gal de diesel renouvelable.
Crédit d'impôt en faveur des producteurs de biocarburant cellulosique	P.L. 110-246	Les producteurs de biocarburant cellulosique peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt de 1,01 \$EU par gal. Pour les producteurs d'éthanol cellulosique, la valeur du crédit d'impôt pour la production est diminuée de la valeur du crédit volumétrique de droits d'accise et du crédit en faveur des petits producteurs d'éthanol – le crédit s'élève actuellement à 0,46 \$EU par gal. Le crédit s'applique au carburant produit après le 31 décembre 2008.
Déduction spéciale pour amortissement en faveur des producteurs de biocarburants cellulosiques	P.L. 109-432	Les producteurs de biocarburants cellulosiques peuvent bénéficier d'une déduction spéciale au cours de leur première année d'activité, sous réserve de certaines conditions.
Crédit en faveur des stations de ravitaillement en carburants de substitution ^a	P.L. 109-58 § 1342	Un crédit maximal de 30 000 \$EU peut être accordé pour l'installation d'infrastructures liées aux carburants de substitution, y compris des pompes d'E85 (85% d'éthanol et 15% d'essence).
Programme d'assistance à la bioraffinerie	P.L. 110-246 § 9001	Garanties de prêts et subventions pour la construction et la rénovation de bioraffineries en vue de produire des biocarburants avancés
Repowering Assistance	P.L. 110-246 § 9001	Subventions accordées aux bioraffineries qui utilisent de la biomasse renouvelable pour réduire ou supprimer l'utilisation de combustibles fossiles
Programme bioénergétique pour les biocarburants avancés	P.L. 110-246 § 9001	Accorde des fonds aux producteurs pour soutenir et développer la production de biocarburants avancés
Programme de flexibilité concernant les matières premières en faveur des producteurs de biocarburants (sucre)	P.L. 110-246 § 9001	Autorise l'utilisation des fonds de la CCC pour acheter le sucre excédentaire, qui est revendu comme matière première de la biomasse afin de produire de l'énergie

Programmes fédéraux	Référence juridique	Description
Programme d'aide aux cultures de biomasse (BCAP)	P.L. 110-246 § 9001	Aide à couvrir les coûts d'établissement des cultures de biomasse et les paiements annuels pour la production de biomasse, ainsi que les coûts de collecte, de stockage et de transport de la biomasse
Programme concernant l'énergie en zone rurale (REAP)	P.L. 110-246 § 9001	Garanties de prêts et subventions en faveur d'un éventail de projets concernant l'énergie en zone rurale, y compris les biocarburants
Recherche-développement sur la biomasse	P.L. 106-224	Subventions pour la recherche, le développement et les projets de démonstration sur la biomasse
Subventions en faveur des projets de bioraffineries	Diverses lois	Aide en faveur de la R-D coopérative sur la biomasse pour les carburants, l'énergie, les produits chimiques et d'autres produits
Garanties de prêts pour l'éthanol et les dérivés produits à partir de différentes matières premières	P.L. 109-58 §§ 1510, 1511, et 1516	Plusieurs programmes de garanties de prêts pour la construction d'installations de production d'éthanol et d'autres produits commerciaux à partir de matières celluloseuses, de déchets urbains solides, et/ou de canne à sucre
Programme de garanties de prêts du Département de l'énergie	P.L. 109-58 Titre XVII	Garanties de prêts pour des projets énergétiques qui visent à réduire les polluants atmosphériques et les émissions de gaz à effet de serre, y compris les projets de biocarburants
Ventes aux enchères inversées d'éthanol cellulosique	P.L. 109-58 § 942	Autorise le Département de l'énergie à octroyer des versements par gal aux producteurs de biocarburants celluloseux
Droit d'importation pour l'éthanol-carburant ^a	P.L. 96-499	Toutes les importations d'éthanol sont soumises à un droit <i>ad valorem</i> de 2,5%; l'éthanol-carburant est aussi soumis à un droit NPF additionnel de 0,54 \$EU par gal (avec certaines exceptions).
Incitation à la production de véhicules hybrides	P.L. 94-163	Les constructeurs automobiles soumis aux normes concernant la consommation moyenne des modèles produits par un constructeur (CAFE) peuvent accumuler des crédits dans le cadre de ce programme pour la production et la vente de véhicules fonctionnant avec des carburants de substitution, y compris les véhicules hybrides éthanol/essence.

a Ont expiré à la fin de 2011.

Source: Yacobucci, B.D. (2011), *Biofuels Incentives: A Summary of Federal Programs*, CRS Publication R40110, 1^{er} juillet. Adresse consultée: <http://fpc.state.gov/documents/organization/168094.pdf>.

142. Comme cela a été vu lors du dernier examen, les États-Unis ont mis en œuvre un certain nombre de mesures de relance budgétaire ou d'aides publiques afin d'atténuer les effets de la crise financière. Certaines de ces mesures disparaissent progressivement, mais d'autres jouent toujours un rôle important dans la reprise en cours et ont un effet sur la conjoncture économique et le climat des affaires actuels, parmi lesquelles la Loi de 2009 sur la relance et le réinvestissement (ARRA) et le Programme d'achat d'actifs douteux (TARP), figurant dans la Loi d'urgence sur la stabilisation économique (EESA). L'Aide à l'ajustement commercial (TAA), de nouveau autorisée récemment, fournit aussi un soutien aux travailleurs et aux entreprises, et elle constitue un élément important de la politique commerciale des États-Unis.

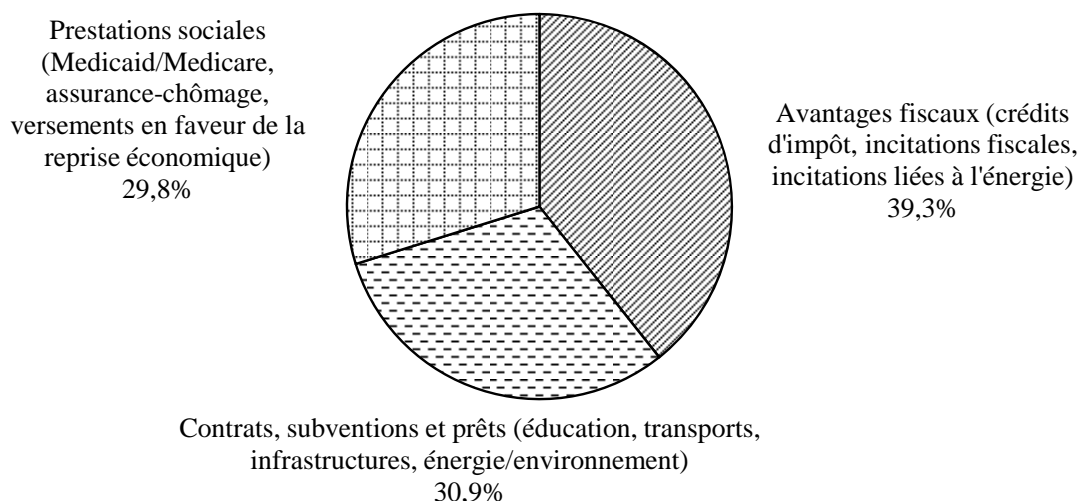
143. Le TARP a fourni un soutien public à AIG, au secteur automobile, aux banques, et aux établissements financiers. Le 31 mai 2012, le coût du TARP pour l'ensemble de sa durée a été estimé à 63 milliards de dollars EU. Beaucoup de programmes du TARP disparaissent progressivement, mais l'État contrôle ou possède encore de nombreux actifs et un certain nombre de programmes restent en vigueur, en particulier sur le marché du logement. Les États-Unis ont défini de grands principes pour liquider le TARP, y compris pour supprimer certains programmes dès que cela sera réalisable et chercher à maximiser les recettes pour les contribuables. En ce qui concerne le Programme de financement du secteur de l'automobile, le TARP a reçu 40 milliards de dollars pour un investissement d'environ 80 milliards de dollars EU. Chrysler est sorti du programme en juillet 2011, mais GM et Ally Financial (anciennement GMAC) restent inclus, dans la mesure où 37,2 milliards de

dollars EU n'ont pas encore été remboursés. De même, AIG est toujours visé par le TARP et devrait avoir un coût de 18,7 milliards de dollars EU pour l'ensemble de sa durée.¹⁷³

144. Les dépenses prévues dans le cadre de l'ARRA s'élèvent actuellement à 840 milliards de dollars EU, contre 787 au moment de sa mise en place en 2009.¹⁷⁴ Ces fonds sont destinés à trois catégories principales de mesures axées sur la reprise économique: les réductions fiscales, les programmes de prestations sociales, et les contrats, subventions et prêts fédéraux (graphique III.9). Dans la catégorie des contrats, subventions et prêts fédéraux, le financement est avant tout destiné à l'éducation, puis aux transports, aux infrastructures, et à l'énergie/l'environnement. Les fonds destinés aux réductions fiscales sont axés principalement sur des crédits d'impôt, et en ce qui concerne les prestations sociales, les fonds sont essentiellement destinés aux programmes Medicaid/Medicare et à l'assurance-chômage. L'ARRA n'est pas soumise à une date d'expiration législative, mais beaucoup de ses dispositions sont limitées dans le temps et comportent des échéances liées aux ouvertures de crédits budgétaires.

Graphique III.9

Fonds versés dans le cadre de la Loi sur la relance et le réinvestissement (ARRA)



Total des versements: 758 milliards de \$EU

Source: Secrétariat de l'OMC, d'après les renseignements en ligne de Recovery. Adresse consultée: <http://www.recovery.gov/Transparency/fundingoverview/Pages/fundingbreakdown.aspx>.

145. La TAA est un élément important de la politique commerciale des États-Unis depuis plus d'un demi-siècle, qui a aidé les entreprises et les travailleurs à s'adapter à la libéralisation du commerce. Elle aide en particulier les travailleurs dans leur reconversion professionnelle, et leur apporte une assistance financière et des prestations diverses; et elle a fourni des prêts, des garanties et des avantages fiscaux aux entreprises. Dans le cadre de la mise en œuvre de trois nouveaux ALE en octobre 2011, le Président a prôné la prorogation de la TAA afin d'améliorer ou de modifier certaines

¹⁷³ Département du Trésor (2012).

¹⁷⁴ Renseignements en ligne de Recovery. Adresse consultée: www.recovery.gov.

de ses dispositions. Cette décision a aussi entraîné la prolongation jusqu'au 31 décembre 2013 des programmes visant les travailleurs, les entreprises et les exploitants agricoles; la fin de la TAA pour les communautés; le rétablissement et l'amélioration des niveaux de financement pour beaucoup des programmes; la suppression de l'admissibilité des travailleurs du secteur public; et la rétroactivité des dispositions à l'expiration des modifications précédentes.¹⁷⁵

v) Politique de la concurrence

146. La législation fédérale américaine en matière de politique de la concurrence ou politique antitrust existe depuis 112 ans et est constituée de trois lois essentielles ou textes fondamentaux. La Loi Sherman, adoptée en 1890, est une loi de portée générale visant à préserver la concurrence de sorte qu'elle reste libre et sans entrave.¹⁷⁶ Elle proscriit les restrictions au commerce et la création de monopoles. La Loi de 1914 sur la Commission fédérale du commerce interdit les méthodes déloyales de concurrence et les pratiques ou les actes déloyaux ou trompeurs. La Loi Clayton interdit les fusions et les acquisitions qui pourraient avoir un effet négatif sur la concurrence.¹⁷⁷ La Loi Clayton a été modifiée par la Loi Robinson-Patman et par la Loi Hart-Scott-Rodino sur l'amélioration de l'action antitrust, afin d'interdire certains prix discriminatoires et d'exiger la notification préalable des fusions et acquisitions. Les lois antitrust des États-Unis prévoient souvent des sanctions et des amendes sévères en cas de violation, y compris des peines de prison. La Commission fédérale du commerce (FTC) et la Division antitrust du Département de la justice (DOJ) sont chargées de l'application des lois fédérales antitrust. Outre les principales lois fédérales, la plupart des États ont leurs propres lois antitrust, souvent élaborées sur le modèle des lois fédérales.

147. Il n'y a pas eu de modification majeure des principales lois antitrust depuis de nombreuses années. Contrairement à la plupart des éléments de la politique commerciale des États-Unis, qui sont élaborés par le biais de nouvelles lois ou de décisions du Congrès et de l'exécutif, leur politique de la concurrence est généralement le résultat de l'interprétation des tribunaux et des procédures administratives de la FTC. Le DOJ et la FTC engagent de nombreuses actions chaque année conformément aux lois antitrust pertinentes (tableaux III.24 et III.25).

Tableau III.24
Enquêtes du Département de la justice ouvertes conformément aux lois antitrust, 2008-2011

Total des enquêtes ouvertes, par principal type de pratique	2008	2009	2010	2011
Sherman § 1 – Restriction du commerce	66	70	46	47
Sherman § 2 – Monopoles	0	4	2	2
Clayton § 7 – Fusions	84	68	64	90
Autres	22	22	7	3

Source: Statistiques du Département de la justice.

¹⁷⁵ Hornbeck et Rover (2011).

¹⁷⁶ 15 USC 1-7.

¹⁷⁷ 15 USC 12-27.

Tableau III.25
Enquêtes de la FTC ouvertes conformément aux lois antitrust, 2008-2011

	2008	2009	2010	2011
Enquêtes portant sur des fusions	224	135	186	222
Enquêtes ne portant pas sur des fusions	39	31	32	23
Enquêtes portant sur des abus de position dominante (monopole) ^a	11	8	18	7

a Le nombre d'enquêtes portant sur des abus de position dominante est repris tel quel de l'étude de Global Competition Review, et est un sous-groupe des enquêtes ne portant pas sur des fusions.

Source: Statistiques de la Commission fédérale du commerce.

148. Les trois textes fondamentaux de la législation antitrust forment la structure de base, mais d'autres lois et réglementations américaines pourraient faciliter les pratiques anticoncurrentielles. Dans le domaine du commerce international, la Loi de 1937 sur les accords de commercialisation de produits agricoles permet au Secrétaire à l'agriculture de conclure avec les producteurs et les transformateurs de produits agricoles des accords de commercialisation qui sont expressément exemptés de l'application des lois antitrust¹⁷⁸; la Loi de 1982 sur les sociétés de commerce d'exportation prévoit des dérogations à l'application des lois antitrust pour le commerce d'exportation et les activités connexes¹⁷⁹; et la Loi Webb-Pomerene prévoit des dérogations pour les associations d'entreprises habituellement concurrentes qui se lancent dans des ventes collectives à l'exportation.¹⁸⁰

149. En 2011, la Commission fédérale du commerce a modifié les règles de notification avant fusion énoncées dans la Loi Hart-Scott-Rodino sur l'amélioration de l'action antitrust et la façon de notifier la fusion proposée. Les nouvelles règles, qui sont entrées en vigueur le 18 août 2011, apportent des modifications importantes. En outre, en 2010, le Département de la justice et la FTC ont modifié les Directives sur les fusions horizontales. Ces modifications ont conservé les principaux éléments des directives précédentes mais elles contiennent un certain nombre de clarifications importantes concernant la définition du marché et étendent l'analyse de l'évaluation des effets unilatéraux.¹⁸¹

vi) Droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

a) Introduction

150. La propriété intellectuelle (PI) occupe une place centrale dans l'économie nationale et dans le profil commercial international des États-Unis. Les États-Unis sont l'une des juridictions les mieux établies et les plus matures en matière de propriété intellectuelle, mais le contexte juridique, économique et commercial de la PI a continué d'évoluer de façon significative pendant la période considérée, par le biais notamment des éléments suivants:

- des évolutions législatives majeures (la Loi "Leahy-Smith America Invents Act" par exemple) et la poursuite de la réforme de l'administration de la PI (comme l'amélioration de la qualité des brevets et la réduction de la durée de la procédure d'examen des brevets);

¹⁷⁸ 7 USC 601-627.

¹⁷⁹ 15 USC 4001-4003.

¹⁸⁰ 15 USC 61-66.

¹⁸¹ Varney (2011).

- des décisions judiciaires importantes sur des questions centrales de brevetabilité, en particulier concernant l'objet brevetable;
- des textes réglementaires importants pour la protection de la PI, par exemple une procédure abrégée pour approuver les versions génériques "biosimilaires" des médicaments biologiques innovants;
- un renforcement des moyens de faire respecter les DPI au niveau national, y compris grâce au travail du Bureau du Coordonnateur des moyens de faire respecter la propriété intellectuelle, et des efforts visant à renforcer les moyens de faire respecter les DPI sur les marchés étrangers;
- l'accent mis sur le rôle de la PI pour promouvoir la croissance économique des États-Unis et la création d'emplois de grande valeur, et pour renforcer la position du pays dans le commerce international. Priorité a été donnée à la protection de la PI dans la mise en œuvre de l'Initiative nationale pour les exportations¹⁸², qui vise à doubler les exportations américaines dans un délai de cinq ans; et
- la consolidation de la tendance au développement des marchés de la PI proprement dits, allant de l'expansion rapide des marchés de produits numériques aux transactions importantes de portefeuilles de brevets dans le secteur des technologies de l'information.

b) Politique économique

151. Les décideurs ont continué à mettre en évidence l'importance de la PI pour le commerce, l'économie et l'emploi aux États-Unis, et, compte tenu des changements intervenus sur le plan international, ont cherché à baser la politique dans ce domaine sur un fondement empirique solide. Un rapport de 2012, établi conjointement par l'Administration de l'économie et des statistiques et l'Office des brevets et des marques de commerce des États-Unis, a fait ressortir que les secteurs d'activité américains qui protègent leurs travaux par des brevets, des marques, ou des droits d'auteur représentaient 27,1 millions d'emplois, soit près de 19% du total des emplois aux États-Unis en 2010¹⁸³, et assuraient indirectement 12,9 millions d'emplois supplémentaires. Une part importante de ces emplois à forte intensité de PI se trouvait dans des secteurs d'activité axés sur les marques de commerce, avec 22,6 millions d'emplois, alors que les secteurs d'activité axés sur les brevets représentaient 3,9 millions d'emplois et que les secteurs d'activité axés sur les droits d'auteurs représentaient 5,1 millions d'emplois.¹⁸⁴ En 2010, les secteurs d'activité à forte intensité de PI ont été à l'origine d'un peu plus de 5 000 milliards de dollars EU de valeur ajoutée, soit près de 35% du PIB des États-Unis.

152. La PI fait partie intégrante des objectifs de politique commerciale visés pour stimuler les exportations à valeur élevée de marchandises et de services. Le même rapport a estimé qu'en 2010 les exportations de marchandises des secteurs d'activité à forte intensité de PI ont représenté près de 61%

¹⁸² Ordonnance exécutive n° 13534 du 11 mars 2010.

¹⁸³ Administration de l'économie et des statistiques et Office des brevets et des marques de commerce des États-Unis (2012).

¹⁸⁴ Le total des emplois des secteurs d'activité à forte intensité de PI est inférieur à la somme des emplois des secteurs d'activités axés sur les brevets, sur les marques de commerce et sur les droits d'auteur car plusieurs secteurs d'activité sont axés à la fois sur les brevets et les marques de commerce ou sur les droits d'auteur et les marques de commerce.

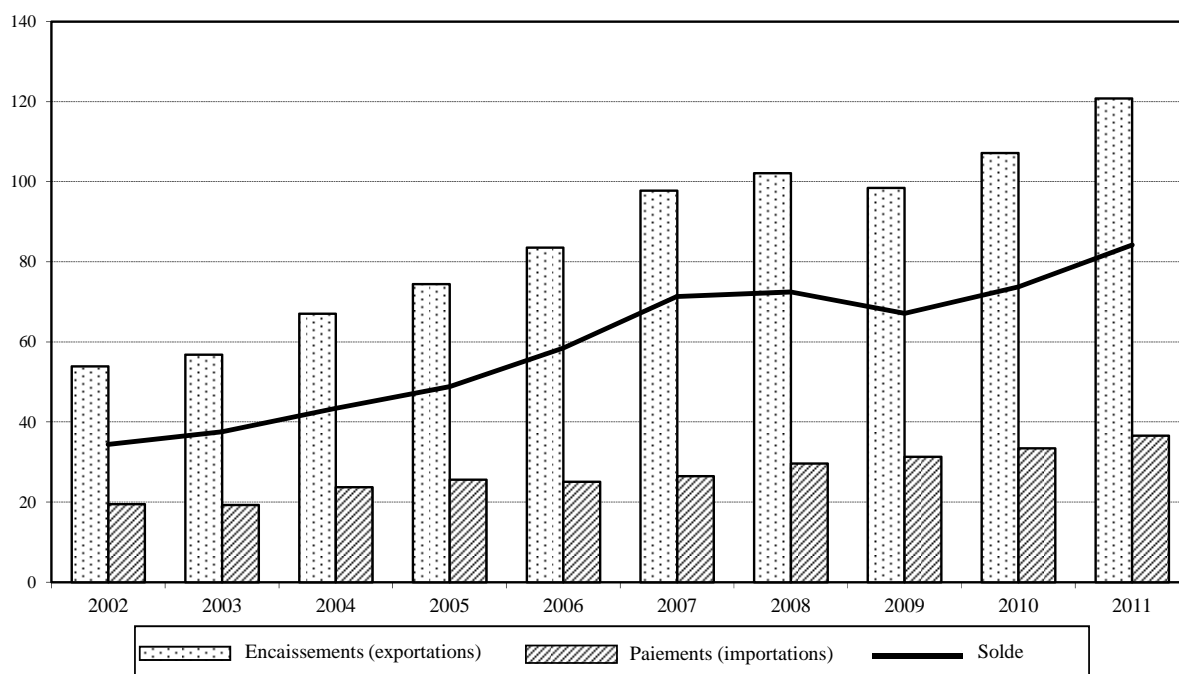
du total des exportations de marchandises des États-Unis en 2010, et que leurs importations ont représenté près de 70% du total des importations de marchandises des États-Unis. Cette même année, les industries manufacturières ont été à l'origine de 99% des exportations et 79% des importations de marchandises à forte intensité de PI. Selon les estimations du rapport, les exportations des secteurs d'activité fournissant des services à forte intensité de PI représentaient environ 19% du total des exportations de services privés des États-Unis. En 2007, les éditeurs de logiciels ont contribué le plus fortement aux exportations des secteurs d'activité fournissant des services à forte intensité de PI, suivis par le secteur du cinéma et de la vidéo, les activités d'investissement financier, et la recherche-développement scientifique.

153. Il est difficile d'évaluer précisément le poids de la PI dans le commerce des technologies, des savoir-faire, des expressions créatives, des marques, et des autres types de PI dans la mesure où elle prend souvent une forme immatérielle intégrée dans les services et les biens matériels. Toutefois, les échanges de PI s'effectuent aussi sous la forme de licences de PI spécifiques, et on peut estimer la valeur de ces échanges à partir des statistiques de la balance des paiements, à distinguer des données concernant les échanges de marchandises intégrant de la PI ou les services liés à la PI. Dans le cas des États-Unis, une évaluation complète du commerce de licences de PI est rendue possible par les statistiques détaillées disponibles sur les paiements et les encaissements internationaux de redevances et de droits de licence.¹⁸⁵ Cela montre que les États-Unis ont toujours affiché un important excédent de la balance des paiements dans leur commerce de licences de PI. Cet excédent a diminué en 2009, mais il est reparti à la hausse pour atteindre un record historique de 84 milliards de dollars EU en 2011 (graphique III.10).

154. L'excédent affiché dans le commerce des licences de PI tient au fait que les résidents des États-Unis ont encaissé près de 121 milliards de dollars EU de redevances et de droits de licence en 2011, tandis qu'ils ont payé environ 37 milliards de dollars EU aux résidents étrangers (données préliminaires). Les rentrées (exportations) et les paiements (importations) ont tous deux fortement augmenté entre 2009 et 2011 (de 24,1% et 22,6% en valeur nominale), pour atteindre des sommets historiques, ce qui va dans le sens de l'expansion globale des exportations et des importations américaines de biens et services. En termes monétaires, les exportations de licences de PI des États-Unis sont aussi importantes que leurs exportations de produits agricoles alimentaires, et plus importantes que leurs exportations de produits des industries extractives ou de l'industrie automobile (voir chapitre I 3)). Les échanges de licences de PI ont représenté 5,7% et 1,4% des exportations et importations totales de biens et services en 2011.

¹⁸⁵ Les redevances et les droits de licence visent les transactions avec des non-résidents qui concernent des actifs incorporels – parmi lesquels les brevets, les secrets commerciaux, et d'autres droits exclusifs – qui sont liés à la productions de marchandises; les droits d'auteur; les marques de commerce; les franchises; les droits de reproduction ou de distribution de films et d'enregistrements de télévision; les droits de diffusion d'événements en direct; les frais de licence pour les logiciels; et d'autres DPI. Le terme "redevances" désigne généralement des paiements pour l'utilisation de droits d'auteur ou de marques de commerce, et le terme "droits de licence" désigne généralement des paiements pour l'utilisation de brevets ou de procédés industriels.

Graphique III.10
Redevances et droits de licence, 2002-2011
(en milliards de \$EU)



Note: Les données pour 2011 sont provisoires.

Source: Renseignements en ligne du Bureau des analyses économiques, "U.S. International Transactions, 1960-présent." Adresse consultée: <http://www.bea.gov/international/index.htm#services> [mai 2012].

155. Les États-Unis sont de loin le principal exportateur de licences de PI au monde; ils ont perçu environ la moitié des redevances et des droits de licence mondiaux en 2010 (dernière année disponible).¹⁸⁶ Ils ont payé environ 15% des redevances et droits de licence mondiaux cette année-là, ce qui fait du pays le deuxième importateur de PI au monde. Comme l'ont noté les autorités américaines, les importations liées à la PI profitent aux consommateurs et aux producteurs américains car elles accroissent la concurrence sur le marché et font donc baisser les prix, et aussi parce qu'elles fournissent aux industries américaines des intrants intermédiaires qui leur permettent d'avoir des produits finis plus compétitifs.¹⁸⁷

156. Le volume important des échanges de licences de PI entre les États-Unis et leurs partenaires tient au fait que les résidents américains contrôlent une part importante des DPI dans le monde, tandis que les résidents étrangers représentent une part considérable des DPI aux États-Unis. Par exemple, les résidents américains possèdent 8-9% des brevets en vigueur dans le monde (États-Unis non compris), tandis que les résidents étrangers possèdent environ 48% des brevets en vigueur aux

¹⁸⁶ Estimations du Secrétariat de l'OMC, d'après les renseignements en ligne de la Banque mondiale, "Indicators: Science and Technology: Royalties and License Fees". Adresse consultée: <http://data.worldbank.org/indicator?display=default> [mai 2012].

¹⁸⁷ Administration de l'économie et des statistiques et Office des brevets et des marques de commerce des États-Unis (2012).

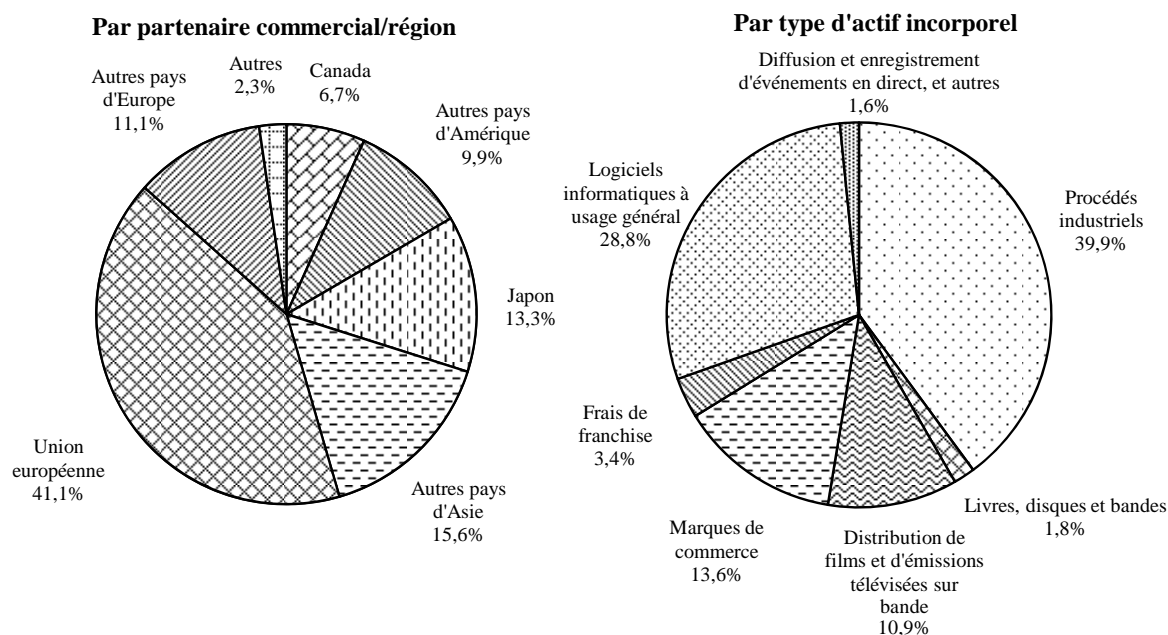
États-Unis.¹⁸⁸ Cela indique que l'ampleur du marché américain et le régime de PI bien développé offrent un environnement attractif pour les détenteurs de DPI américains et étrangers.

157. La valeur combinée des recettes et des paiements relatifs aux licences de PI s'est élevée à 139 milliards de dollars EU en 2010 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles) (graphique III.11; voir aussi tableau AIII.3). Ces échanges sont concentrés sur le plan géographique, puisque trois partenaires commerciaux des États-Unis – Canada, Union européenne et Japon – ont représenté 61% des échanges en 2010. Toutefois, le commerce avec les pays en développement a été plus dynamique, et les plus forts taux de croissance des échanges de licences de PI entre 2006 et 2010 ont été avec l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Chine, l'Inde et le Taipei chinois. Sur ces marchés, à l'exception du Taipei chinois, les recettes et les paiements liés à la distribution de films et d'émissions télévisées sur bande ont connu une croissance particulièrement forte.

Graphique III.11

Recettes et droits de licence, répartition des encaissements et des paiements, 2010

Valeur combinée des sommes encaissées et payées par les résidents des États-Unis: 139 milliards de \$EU



Source: Renseignements en ligne du Bureau des analyses économiques, "Royalties and licence fees". Adresse consultée: http://www.bea.gov/international/international_services.htm#detailedstatisticsfor [mai 2012].

158. Les procédés industriels ont généré 40% du commerce de licences de PI, suivis par les logiciels informatiques, avec près de 30%, et les marques de commerce, avec près de 14% (graphique III.11). Les types de PI qui ont enregistré la plus forte croissance entre 2006 et 2010 ont été les logiciels informatiques (56%) et les marques de commerce (53%).¹⁸⁹ L'Irlande et, loin derrière, le Japon sont les pays qui ont contribué le plus à l'expansion des logiciels informatiques, tandis que le Japon et la Suisse ont été les principaux moteurs de la croissance des marques de commerce. Les

¹⁸⁸ Estimations du Secrétariat de l'OMC, d'après les renseignements en ligne de l'OMPI, "Statistiques sur les brevets". Adresse consultée: <http://www.wipo.int/ipstats/fr/statistics/patents> [mai 2012].

¹⁸⁹ Estimations du Secrétariat de l'OMC, d'après les renseignements en ligne du Bureau des analyses économiques, "Royalties and licence fees". Adresse consultée: http://www.bea.gov/international/international_services.htm#detailedstatisticsfor [mai 2012].

paiements de droits liés aux procédés industriels ont été moins dynamiques, probablement suite aux résultats peu brillants du secteur manufacturier, malgré une amélioration ces deux dernières années.

159. La plupart des échanges de licences de PI ont lieu au sein de sociétés multinationales qui opèrent sur des marchés étrangers par le biais de filiales établies dans ces pays. Les sommes encaissées et payées à ce titre au sein de sociétés multinationales américaines (transactions entre entreprises affiliées) ont représenté environ 65% de la valeur totale des transactions de licences de PI en 2010 (tableau AIII.3), soit un peu moins qu'en 2006 (67%), car les transactions entre entreprises affiliées ont eu tendance à croître moins rapidement que les transactions concernant des entreprises non affiliées. En revanche, les transactions entre entreprises affiliées ont affiché une plus grande stabilité durant les turbulences économiques de ces dernières années. Cette résistance a été attribuée à la longue durée des contrats, à l'utilisation d'intrants en provenance de parties affiliées dans les opérations intégrées des sociétés multinationales, et aux accords de partage des coûts au sein de ces sociétés.¹⁹⁰

160. Certaines des dernières évolutions les plus dynamiques du commerce intérieur et international de licences de PI ont eu lieu au niveau des consommateurs, avec la croissance rapide des marchés de contenus proposés sous la forme de téléchargements numériques, notamment les applications logicielles pour plates-formes mobiles, les livres numériques, et les œuvres audiovisuelles. D'après un rapport du secteur de l'édition, une augmentation de 332,6% des recettes d'exportation de livres numériques a été enregistrée en 2011¹⁹¹, la part des livres numériques dans les exportations du secteur de l'édition passant de 1,5% en 2010 à plus de 6%. Les téléchargements numériques de musique ont augmenté de 17% en 2011 pour atteindre 2,6 milliards de dollars EU¹⁹², compensant un fléchissement des ventes de supports physiques au cours d'une année où les téléchargements ont pour la première fois été supérieurs aux ventes de supports physiques traditionnels. Un magasin de musique en ligne, géré par la société américaine Apple Inc., a conforté son statut de principal revendeur de musique au monde¹⁹³, avec des exportations vers 120 pays¹⁹⁴, plus de 30 milliards de téléchargements d'applications logicielles en moins de quatre ans, et des paiements de plus de 5 milliards de dollars EU en faveur des développeurs de logiciels.

161. L'importance pour les États-Unis du commerce de licences de PI et du commerce de biens et services à forte intensité de PI se reflète dans le niveau élevé de dépenses de recherche-développement, qui représentent 2,9% du PIB d'après les données de l'OCDE, soit de loin les dépenses les plus importantes parmi les pays de l'OCDE.¹⁹⁵ Il est estimé qu'environ 30% des dépenses de R-D sont financées par l'État.¹⁹⁶ Dans leur budget pour 2012, les États-Unis ont affecté

¹⁹⁰ Koncz-Bruner et Flatness (2011).

¹⁹¹ Renseignements en ligne de l'Association des éditeurs des États-Unis, "US Publishers See Rapid Sales Growth Worldwide". Adresse consultée: <http://www.publishers.org/press/68/>.

¹⁹² Recording Industry Association of America (2012).

¹⁹³ Communiqué de presse d'Apple, "Apple's App Store Downloads Top 25 Billion", 5 mars 2012. Adresse consultée: <http://www.apple.com/pr/library/2012/03/05Apples-App-Store-Downloads-Top-25-Billion.html>; et Fédération internationale de l'industrie phonographique (2012).

¹⁹⁴ Renseignements en ligne d'Apple, "iTunes Support". Adresse consultée: <http://www.apple.com/support/itunes/ww/>.

¹⁹⁵ Renseignements en ligne de l'OCDE, "OECD.Stat Extracts: Indicator on Gross Domestic Expenditure on R&D". Adresse consultée: http://stats.oecd.org/BrandedView.aspx?oecd_bv_id=strd-data-en&doi=data-00182-en [mai 2012].

¹⁹⁶ Estimations du Secrétariat de l'OMC, d'après les renseignements en ligne de l'OMC, "Dépense intérieure brute de R-D par secteur d'exécution et par secteurs bailleurs de fonds". Adresse consultée: <http://www.oecd-ilibrary.org/fr/science-and-technology/data/statistiques-de-l-ocde-de-la-science-et->

148 milliards de dollars à la R-D, soit une légère hausse en valeur nominale (0,5%) par rapport aux dépenses réelles de 2010.¹⁹⁷ L'aide publique aux activités de R-D prend différentes formes parmi lesquelles, en plus de la protection des DPI, des subventions directes et des "dépenses fiscales" (voir section iv)). Étant donné l'accent mis par les pouvoirs publics sur le maintien de la compétitivité de l'économie américaine et la nécessité de créer des emplois de grande valeur, l'impact de cette aide est évalué dans la mesure où il est proportionnel aux externalités positives générées¹⁹⁸, et dans la mesure où l'équilibre entre l'aide et les externalités évite les distorsions du système d'incitations pour les activités de R-D, pas seulement au niveau national mais aussi au niveau international.

c) Cadre institutionnel

162. Plusieurs organismes sont responsables de divers aspects de l'administration et de l'application de la législation sur la propriété intellectuelle aux États-Unis. L'Office des brevets et des marques de commerce des États-Unis (USPTO) joue un rôle essentiel dans le renforcement et la facilitation de la protection de la PI. Au-delà de ses fonctions administratives et réglementaires, l'USPTO donne des conseils sur des questions relatives à la politique en matière de PI, fournit une aide aux gouvernements étrangers et aux organisations internationales, et mène des programmes et des études pour renforcer l'efficacité de la protection de la PI aux États-Unis et dans le monde.¹⁹⁹

163. En mars 2010, l'USPTO a mis en place le Bureau de l'économiste en chef pour donner des avis sur les incidences économiques des politiques touchant le système de PI des États-Unis. Le programme de recherche économique de l'USPTO porte sur des questions telles que la relation entre la PI et la croissance économique, l'impact économique de l'examen des marques quant aux motifs relatifs, la gestion de la PI dans le contexte des normes technologiques, et la promotion de marchés plus efficaces pour les technologies et les connaissances.²⁰⁰ L'USPTO organise aussi des programmes de formation et d'enseignement, parmi lesquels l'Académie mondiale de la propriété intellectuelle, qui propose des cours destinés aux fonctionnaires de gouvernements étrangers et aux autres parties prenantes. En outre, il a élaboré l'Intellectual Property Awareness Assessment Tool, un système en ligne conçu pour évaluer les connaissances en matière de PI et fournir des moyens de formation aux petites et moyennes entreprises et aux inventeurs.²⁰¹

164. L'Office du droit d'auteur des États-Unis (USCO) est chargé par le Congrès d'administrer la Loi sur le droit d'auteur. Ce bureau, dont les travaux sont accessibles au public, enregistre les revendications de droits d'auteur et les documents relatifs au droit d'auteur lorsque les conditions énoncées dans la loi sur le droit d'auteur sont remplies. L'USCO donne aussi des avis au Congrès sur l'évolution des politiques nationale et internationale relatives au droit d'auteur, rédige des projets de

technologie-et-de-la-r-d/dépense-interieure-brute-de-r-d-par-secteur-d-execution-et-par-secteurs-bailleurs-de-fonds_data-00189-fr" [mai 2012].

¹⁹⁷ Maison Blanche, Bureau de la politique scientifique et technologique (2011).

¹⁹⁸ Par exemple, selon un récent rapport du Bureau de la politique fiscale du Département du Trésor américain, le crédit d'impôt sur la recherche et les expériences entraîne une augmentation d'approximativement un dollar pour un dollar des dépenses de recherche courantes, tout en soutenant un grand nombre d'emplois hautement qualifiés et bien rémunérés dans la mesure où environ 70% des coûts de recherche pouvant bénéficier de ce crédit sont des coûts de main-d'œuvre. En ce qui concerne les coûts, selon ce même rapport près de 9 milliards de dollars EU de crédits de recherche ont été demandés lors de l'exercice fiscal 2008 (Département du Trésor, 2011).

¹⁹⁹ Loi de 1999 sur la protection des inventeurs américains (AIPA) (Public Law No. 106-113).

²⁰⁰ Pour plus de précisions, voir les renseignements en ligne de l'USPTO, "Bureau de l'économiste en chef". Adresse consultée: <http://www.uspto.gov/ip/officechiefecon/index.jsp> [mai 2012].

²⁰¹ Renseignements en ligne de l'USPTO, "IP Awareness Assessment". Adresse consultée: <http://www.uspto.gov/inventors/assessment> [mai 2012].

loi, et réalise des études techniques sur des questions liées au droit d'auteur. Comme l'USPTO, l'Office du droit d'auteur travaille avec d'autres organismes publics et des organisations internationales pour promouvoir une protection adéquate et efficace au niveau international des œuvres américaines protégées par le droit d'auteur.²⁰²

165. Un certain nombre d'autres organismes s'emploient à promouvoir une protection efficace de la propriété intellectuelle aux États-Unis et à l'étranger, parmi lesquels le Département d'État, le Département du commerce, et l'USTR.

166. L'USTR a entre autres pour mission de "soutenir et mettre en œuvre l'engagement de l'Administration de protéger activement la PI américaine dans le monde"²⁰³, compte tenu des conséquences des atteintes aux DPI sur les marchés étrangers pour les entreprises américaines et les avantages comparatifs des États-Unis dans les domaines de l'innovation et de la créativité. Le Bureau de la propriété intellectuelle et de l'innovation de l'USTR a recours à divers instruments pour promouvoir un cadre juridique solide et un respect effectif de la PI partout dans le monde (voir ci-dessous).

d) Participation à des initiatives de l'OMC et à des initiatives internationales

167. Les États-Unis entendent utiliser les examens des politiques commerciales de leurs partenaires commerciaux pour obtenir un engagement constructif sur la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC.²⁰⁴ Les examens de leur propre politique commerciale abordent régulièrement des questions de PI, le plus récent ayant traité des brevets, du droit d'auteur, des signaux de radiodiffusion, du contournement des mesures technologiques, des marques de commerce et des indications géographiques²⁰⁵, ainsi que des activités destinées à faire respecter les DPI, y compris les rapports au titre de l'article spécial 301 et les enquêtes au titre de l'article 337, réalisés annuellement et en dehors du cycle normal. Les États-Unis ont également répondu à des questions sur leur mise en œuvre des recommandations de l'ORD concernant deux des quatre affaires relatives aux DPI auxquelles ils avaient pris part en tant que partie défenderesse²⁰⁶, à savoir l'article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur et l'article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits.²⁰⁷ Tout en reconnaissant que dans les deux affaires la mise en œuvre n'avait pas été achevée, les États-Unis ont noté qu'ils travaillaient activement à leur mise en conformité pour aider à réaliser l'objectif du mécanisme de règlement des différends, et ils se sont engagés à continuer de travailler pour mettre en œuvre les recommandations et les décisions pertinentes de l'ORD.²⁰⁸

168. Concernant la question relative à l'article 110 5), l'Administration des États-Unis continue de travailler en étroite collaboration avec le Congrès des États-Unis, et elle continuera à se concerter avec l'Union européenne, afin de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante en la matière. Concernant l'article 211, l'Administration des États-Unis continuera à travailler sur une solution propre à régler le différend.

²⁰² 17 USC article 701; voir aussi la circulaire 1a de l'USCO. Adresse consultée: <http://www.copyright.gov/circs/circ1a>.

²⁰³ USTR (2012a).

²⁰⁴ USTR (2012a).

²⁰⁵ Document de l'OMC WT/TPR/M/235/Add.1 du 1^{er} novembre 2010.

²⁰⁶ En tant que partie défenderesse, les États-Unis ont pris part aux affaires d'infraction à des DPI suivantes: DS160, DS176, DS186, et DS224. Pour plus de précisions, voir WTO (2010), tableau III.12.

²⁰⁷ Documents de l'OMC WT/DS160/R du 15 juin 2000 et WT/DS176/R du 6 août 2001.

²⁰⁸ Document de l'OMC WT/TPR/M/235/Add.1 du 1^{er} novembre 2010.

169. Les États-Unis n'ont pris part à aucune procédure de règlement des différends concernant les ADPIC pendant la période considérée (voir chapitre II 2)). Toutefois, au cours d'une procédure visant un large éventail de mesures sans rapport avec la PI, *Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs*²⁰⁹, le Groupe spécial a examiné les mesures relatives à la répartition des DPI dans les contrats des pouvoirs publics, et ne les a pas considérées comme relevant de l'Accord SMC.

170. Les États-Unis ont continué à jouer un rôle actif au sein du Conseil des ADPIC pendant la période considérée, notamment en soumettant des propositions sur les moyens de faire respecter les DPI, et en présentant (avec plusieurs autres Membres) le texte de l'Accord commercial anticontrefaçon (ACTA; voir ci-dessous).²¹⁰ L'USTR considère que le Conseil des ADPIC offre la possibilité d'échanger des données d'expérience pour garantir la mise en œuvre effective des obligations relatives aux moyens de faire respecter les DPI.²¹¹

171. Pendant la période considérée, des renseignements actualisés ont été communiqués sur les lois régissant la PI notifiées au Conseil des ADPIC.²¹² Le tableau III.26 dresse une liste des principales lois en vigueur aux États-Unis, et résume la protection qu'elles accordent; le tableau AIII.4 énumère toutes les lois notifiées au titre de l'Accord sur les ADPIC. Les États-Unis ont donné au Conseil des renseignements actualisés sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC²¹³ et sur leurs programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine des ADPIC²¹⁴, et ils ont désigné l'Assistante adjointe de l'USTR pour la PI et l'innovation comme point de contact pour la coopération technique en rapport avec les ADPIC et pour la coopération concernant les moyens de faire respecter les droits au titre de l'article 69 de l'Accord sur les ADPIC.²¹⁵

172. Les institutions multilatérales, bilatérales et régionales jouent toutes un rôle dans les efforts déployés par les États-Unis au niveau de leur politique commerciale pour améliorer la protection et le respect des DPI. Les négociations sur l'accession à l'OMC sont vues comme une opportunité d'améliorer les normes relatives à la PI, compte tenu des préoccupations concernant la contrefaçon dans plusieurs pays en voie d'accession.²¹⁶ Ainsi, sauf dans le cas des PMA, les États-Unis demandent la pleine mise en œuvre des obligations relatives aux ADPIC comme condition d'accession à l'OMC.

²⁰⁹ Document de l'OMC WT/DS353/R du 31 mars 2011.

²¹⁰ Document de l'OMC IP/C/W/563 du 7 octobre 2011.

²¹¹ USTR (2012a).

²¹² En vertu de l'article 63:2, les Membres doivent notifier leurs lois et réglementations concernant les DPI. Depuis 2010, les États-Unis ont notifié les lois suivantes (document de l'OMC WTO entre parenthèses): la Loi de 2010 sur les modifications techniques conformément à la Loi sur les marques (IP/N/1/USA/2, 8 juin 2010); la Loi "Leahy-Smith America Invents Act" (IP/N/1/USA/3, 21 octobre 2011); et l'Appendice R – Règles consolidées sur les brevets – Titre 37 – Code des règlements fédéraux – Brevets, marques et droit d'auteur; Loi sur les marques – Règles de pratique et statuts fédéraux; et les Modifications techniques et d'harmonisation de la Loi sur les marques (IP/N/1/USA/4, 22 février 2012).

²¹³ En vertu de l'article 66:2, les pays développés Membres doivent offrir des incitations pour promouvoir le transfert de technologie vers les PMA. Voir aussi les documents de l'OMC IP/C/W/551/Add.5 du 25 octobre 2010 et IP/C/W/558/Add.6 du 20 octobre 2011.

²¹⁴ Documents de l'OMC IP/C/W/550/Add.5 du 25 octobre 2010 et IP/C/W/560/Add.6 du 21 octobre 2011.

²¹⁵ Documents de l'OMC IP/N/7/Rev.3 du 17 février 2010 et IP/N/3/Rev.11 du 4 février 2010. En vertu de l'article 69, les Membres doivent établir et notifier des points de contact pour échanger des renseignements sur le commerce de marchandises contrefaites et de marchandises piratées.

²¹⁶ Renseignements en ligne de l'USPTO, "Office of the Administrator for Policy and External Affairs: WTO Accessions". Adresse consultée: http://www.uspto.gov/ip/global/trade/ir_trade_wtoaccessions.jsp [mai 2012].

Tableau III.26

Aperçu de la protection des droits de propriété intellectuelle aux États-Unis, mai 2012

Forme	Principale législation	Champ d'application	Durée
Droit d'auteur et droits connexes	Loi sur le droit d'auteur, Titre 17 du Code des États-Unis	Droits des auteurs dans les domaines artistique, littéraire et scientifique; pour qu'il y ait protection par droit d'auteur, l'œuvre doit être une création originale.	La vie de l'auteur plus 70 ans pour les œuvres créées à partir du 1 ^{er} janvier 1978. Les œuvres anonymes, les œuvres pseudonymes et les œuvres de commande sont protégées durant 95 ans après la publication ou durant 120 ans après la création, selon la période la plus courte.
Brevets	Loi sur les brevets des États-Unis, incorporée dans le Titre 35 du Code des États-Unis	Les inventions qui sont nouvelles, utiles et non évidentes. S'applique au procédé, à la machine, à la fabrication ou à la composition de matières, ou à leurs améliorations	20 ans à compter de la date de dépôt
Dessins industriels	Loi sur les brevets des États-Unis, incorporée dans le Titre 35 du Code des États-Unis	Le dessin ou modèle ornemental d'un produit a droit à la protection conférée aux dessins et modèles, à condition qu'il soit nouveau.	14 ans à compter de la date de l'octroi
Marques de fabrique ou de commerce	Loi Lanham de 1946, modifiée (Titre 15 du Code des États-Unis, 1051 <i>et seq.</i>)	Tout signe employé pour identifier et distinguer les produits ou services d'une entreprise par rapport à ceux d'une autre entreprise	Dix ans à compter de la date d'enregistrement; renouvelable indéfiniment à condition que la marque de commerce soit utilisée dans un commerce qui est licitement réglementé par le Congrès
Indications géographiques	Loi Lanham de 1946, modifiée (Titre 15 du Code des États-Unis, 1051 <i>et seq.</i>) et la Loi de 1935 sur l'Administration fédérale des alcools	Protection contre le mauvais usage des signes et noms géographiques ayant une importance pour la viticulture	Illimitée
Nouvelles variétés végétales	Loi sur la protection des variétés végétales, modifications de 1994 (Titre 7 du Code des États-Unis, 2321 <i>et seq.</i>)	Nouvelles variétés végétales: non précédemment vendues à des fins d'exploitation de la variété, aux États-Unis, plus d'un an avant la date de dépôt; ou dans une région en dehors des États-Unis, plus de quatre ans avant la date de dépôt, ou, dans le cas d'un arbre ou d'une vigne, plus de six ans avant la date de dépôt	20 ans à compter de la date de délivrance du certificat aux États-Unis
Topographie de circuits intégrés	Loi de 1984 sur la protection des puces semi-conductrices	Topographies de produits semi-conducteurs microélectroniques à condition qu'elles soient originales (le résultat du propre effort intellectuel de son créateur) et qu'elles ne soient pas ordinaires, courantes ou familières dans l'industrie au moment de leur création	Dix ans à compter de la date de dépôt (ou, si elle est antérieure, à compter de la première utilisation)
Secrets industriels	Loi de 1996 sur l'espionnage économique et lois des États	Toute information, y compris une formule, un schéma, une compilation, un dispositif de programme, une méthode, une technique ou un procédé, non généralement connue du segment pertinent du public, qui confère un avantage économique à son titulaire et qui est l'objet d'efforts raisonnables de préservation de sa confidentialité	Indéfinie

Note: Dans certains cas, certains aspects de la protection des DPI peuvent être régis par la *Common Law*.

Source: Document de l'OMC WT/TPR/S/235/Rev.1 du 29 octobre 2010 – actualisé par le Secrétariat de l'OMC.

173. Sur les 14 ACR conclus par les États-Unis et inclus dans le Système d'information sur les ACR de l'OMC, 13 comportent des dispositions de fond relatives à la PI (voir aussi chapitre II 3)).²¹⁷ Ces dispositions varient quelque peu d'un ACR à l'autre, mais elles visent généralement les procédures destinées à faire respecter les droits, y compris les mesures aux frontières, et des normes fondamentales concernant toutes les catégories de PI, exigeant globalement un niveau de protection similaire à celui qui existe aux États-Unis, même si des flexibilités ont été introduites par la "New Trade Policy for America".²¹⁸ En vertu des principes de non-discrimination de l'OMC, ces normes additionnelles en matière de PI ont un rayon d'action et un impact qui vont au-delà des parties originelles aux accords bilatéraux.²¹⁹

174. Les discussions bilatérales au titre des accords-cadres de commerce et d'investissement portent aussi sur la protection et le respect des DPI.²²⁰ Les États-Unis ont signé 22 accords bilatéraux ou mémorandums d'accord visant spécifiquement la PI, qui sont jugés importants pour renforcer la protection et le respect des DPI.²²¹ Ils ont aussi cherché à améliorer la protection des DPI dans d'autres pays en procédant à des examens réguliers de leurs efforts pour faire respecter les DPI (voir ci-dessous).

e) Législation sur les brevets

175. La Loi "Leahy-Smith America Invents Act"²²² est entrée en vigueur en 2011 et elle constitue la plus importante réforme de la législation sur les brevets de ces 50 dernières années. Les principales caractéristiques de cette loi complexe sont:

- un changement de la règle du droit sur une invention en cas de litige entre plusieurs inventeurs, puisque la règle du "premier inventeur" devient celle du "premier déposant", pour s'aligner sur d'autres systèmes de brevets nationaux et régionaux. La Loi conserve les pratiques en vigueur en prévoyant un "délai de grâce" d'un an avant le dépôt de la demande, de manière à ce que la divulgation de l'invention par le demandeur au cours de ce délai d'un an n'affecte pas la brevetabilité;

²¹⁷ L'Accord qui fait exception est l'ALE entre les États-Unis et Israël, qui est l'ACR des États-Unis inclus le plus tôt dans le système d'information sur les ACR de l'OMC. Adresse consultée: <http://rtais.wto.org/UI/PublicMaintainRTAHome.aspx> [mai 2012].

²¹⁸ Renseignements en ligne de l'USPTO, "Office of the Administrator for Policy and External Affairs: Trade: Free Trade Agreements (FTAs)". Adresse consultée: http://www.uspto.gov/ip/global/trade/ir_trade_fta.jsp [mai 2012]. La Loi de 2002 sur l'Autorité de promotion des échanges commerciaux a comme objectif de négociation de promouvoir des règles en matière de PI qui "(...) reflètent un niveau de protection similaire à celui qui existe aux États-Unis". Adresse consultée: http://www.bilaterals.org/IMG/pdf/TPAA_2002.pdf.

²¹⁹ Contrairement au cas des biens et services, aucune dérogation générale au principe NPF n'est prévue pour la PI dans les règles multilatérales. Pour une analyse approfondie des coûts et des avantages de l'harmonisation de certaines politiques nationales entre les différentes juridictions dans le contexte des ACR, voir OMC (2011).

²²⁰ Les États-Unis ont signé des accords-cadres de commerce et d'investissement avec 45 pays ou partenaires commerciaux. Adresse consultée: <http://www.ustr.gov/trade-agreements/trade-investment-framework-agreements>.

²²¹ Avec les Bahamas, la Bulgarie, le Cambodge, la Chine, l'Équateur, la Hongrie, la Jamaïque, le Japon, la Corée (Rép. de), la Lettonie, le Nicaragua, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, Sri Lanka, le Taipei chinois, la Trinité-et-Tobago, et le Viet Nam (renseignements en ligne du Trade Compliance Center, adresse consultée: http://tcc.export.gov/Trade_Agreements/All_Trade_Agreements/ [mai 2012]).

²²² H.R. 1249, loi portant modification du titre 35 du Code des États-Unis, pour la réforme des brevets. Adresse consultée: <http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/BILLS-112hr1249eh/pdf/BILLS-112hr1249eh.pdf>.

- le remplacement des procédures en revendication de priorité d'invention (ou procédure d'interférence) fondées sur la règle du "premier inventeur" pour résoudre les différends relatifs à la délivrance d'un brevet pour des inventions identiques par des procédures fondées sur la règle du "premier déposant", qui peuvent être utilisées pour déterminer si un inventeur nommé dans une demande antérieure tient l'invention revendiquée de l'inventeur nommé dans une demande postérieure;
- des mesures offrant des solutions de remplacement d'un bon rapport coût-efficacité aux contentieux, censées améliorer la qualité des brevets et réduire le nombre de contentieux en élargissant l'examen des brevets par des tiers au moyen de communications antérieures à la délivrance, d'un examen *inter partes*, et d'un examen postérieur à la délivrance; et
- l'établissement d'un régime des droits de l'utilisateur antérieur conforme aux régimes similaires prévus dans la législation des principaux partenaires commerciaux.

176. La Loi dispose aussi que si la divulgation de la meilleure manière de réaliser l'invention reste obligatoire pour obtenir un brevet dans un premier temps, la non-divulgation de la meilleure manière de réaliser l'invention ne peut être invoquée comme motif pour invalider, annuler ou rendre autrement inopposable une revendication relative à un brevet délivré. La Loi codifie en outre la politique de longue date de l'USPTO selon laquelle les revendications qui portent directement ou indirectement sur des organismes humains ne peuvent pas être considérées comme des objets brevetables.

177. La Loi établit plusieurs mécanismes destinés à doper la compétitivité des marchés américains et à soutenir les entreprises innovantes, en particulier les petites entreprises. Elle établit par exemple une nouvelle catégorie de déposant: la "micro-entité", reconnaissant la contribution importante qu'apportent à la croissance économique et à l'innovation les petites entreprises et les inventeurs indépendants, dont les ressources sont limitées, et elle leur accorde par conséquent une réduction de 75% sur certains des droits à acquitter.

178. La Loi comporte aussi des dispositions sur l'établissement d'un processus d'examen prioritaire, qui permet d'accélérer l'examen d'une demande contre paiement d'une taxe. En outre, le Congrès a demandé à l'USPTO de réaliser une étude sur la façon dont celui-ci pourrait aider les petites entreprises à protéger leurs inventions par des brevets à l'étranger, par exemple via un programme de prêts ou de subventions pour couvrir les coûts liés au dépôt de la demande et au maintien des droits et les frais d'exécution ou l'assistance technique dans ce domaine.

179. Pendant la période considérée, un certain nombre de décisions judiciaires importantes ont été rendues sur le droit des brevets, mettant en lumière la façon dont les principes essentiels de la brevetabilité sont appliqués dans la législation américaine actuelle. Dans l'affaire *Bilski v. Kappos* (2010), la Cour suprême a donné des indications pour déterminer si un procédé revendiqué concerne un objet brevetable ou un concept abstrait non brevetable. Dans l'affaire *Mayo v. Prometheus* (2012), la Cour a statué sur la différence entre les revendications portant sur des utilisations brevetables des lois de la nature et les revendications portant sur les lois de la nature elles-mêmes.

180. La rapidité et la qualité des examens de brevets étaient toujours des objectifs essentiels pour l'USPTO. La rapidité des procédures en matière de brevets était mesurée en fonction du temps de traitement, c'est-à-dire du nombre moyen de mois écoulés entre le dépôt de la demande et la décision finale (délivrance du brevet ou abandon de la demande). Ce temps de traitement que les États-Unis souhaitent réduire à 20 mois d'ici à 2015, a varié entre 33,5 et 33,9 mois au cours de la période

considérée. L'USPTO a aussi pris une série d'initiatives en vue d'améliorer la qualité et la rapidité, y compris par le biais de la coopération internationale, dont:

- des initiatives de répartition des tâches relatives à l'examen des brevets avec d'autres offices des brevets, notamment la Patent Prosecution Highway (procédure accélérée d'examen des brevets) qui réduit les délais de traitement et les coûts en permettant aux examinateurs de réutiliser les résultats des recherches et des examens pour des demandes correspondantes déposées dans d'autres pays participants. Le nombre de partenaires internationaux a fortement augmenté pendant la période considérée, et le droit à payer pour avoir recours à cette procédure a été supprimé;
- le Green Technology Pilot Program (programme pilote pour les technologies vertes) qui a duré de décembre 2009 à décembre 2011 et a permis aux requérants de demander un examen accéléré des brevets concernant les technologies respectueuses de l'environnement. Sur 5 550 demandes déposées dans le cadre de ce programme, 3 533 ont été approuvées, conduisant (en date d'avril 2012) à la délivrance de 1 062 brevets;
- le projet Cooperative Patent Classification (CPC), un partenariat avec l'Office européen des brevets, qui vise à harmoniser les systèmes de classification existants (respectivement l'ECLA et l'USPC) et à migrer vers un système de classification commun;
- un deuxième programme pilote dans le cadre du projet Peer to Patent, permettant au public de participer au processus d'examen des brevets;
- des initiatives axées sur la qualité d'examen des brevets, y compris l'élaboration de nouveaux critères pour mesurer la qualité des brevets; et
- Patents for Humanity, programme pilote facultatif visant à mettre à l'honneur les titulaires de brevets qui appliquent leur technologie brevetée à des fins humanitaires.

f) Protection des données

181. La Loi sur la protection des patients et les soins de santé abordables, promulguée le 23 mars 2010, a modifié la Loi sur le service de santé publique pour établir une procédure simplifiée, par le biais de la Loi sur la concurrence par les prix et l'innovation dans le domaine des produits biologiques pour l'approbation des produits biologiques qui sont "biosimilaires à" ou "interchangeables avec" un produit biologique bénéficiant déjà d'une licence de la FDA. La Loi sur la protection des patients et les soins de santé abordables a prévu une période d'exclusivité des données de 12 ans à partir de l'approbation du produit originel par la FDA, à la fin de laquelle les produits biologiques ultérieurs pourraient s'appuyer sur les données fournies pour l'approbation originelle, avec des données démontrant la similarité du produit générique.

g) Marques et indications géographiques

182. Les Modifications techniques et ajustement du droit des marques, entrées en vigueur le 8 novembre 2011, ont modifié les règles de procédure applicables dans les affaires de marques pour mettre en œuvre la Loi de 2010 sur les modifications techniques et l'ajustement du droit des marques. La Loi a été promulguée le 17 mars 2010, et elle a apporté de légères corrections techniques et quelques ajustements à la Loi Lanham, ainsi que des modifications plus importantes concernant la

présentation d'attestations ou de déclarations relatives à l'utilisation ou à la non-utilisation motivée pour maintenir un enregistrement. Plus spécifiquement, la législation a permis aux déposants de marques au titre du Protocole de Madrid de bénéficier d'un délai de grâce de six mois suivant immédiatement les délais prévus pour le dépôt des documents relatifs au maintien de l'enregistrement de leur marque au titre de l'article 71, 15 USC 1141k.

183. Les "Modifications des règles pour les spécimens et pour les attestations ou déclarations relatives à la poursuite de l'utilisation ou à la non-utilisation motivée dans les affaires de marques" sont entrées en vigueur le 21 juin 2012. Elles ont été promulguées pour favoriser l'accès au registre des marques et en garantir l'exactitude, en permettant à l'USPTO d'exiger des spécimens, renseignements, pièces justificatives, attestations ou déclarations additionnelles jugés raisonnablement nécessaires pour examiner après enregistrement une attestation ou une déclaration relative à la poursuite de l'utilisation ou à la non-utilisation motivée dans les affaires de marques; mener un programme pilote de deux ans pour évaluer l'exactitude et l'intégrité du registre; et, sur demande, exiger plus d'un spécimen concernant une demande de marque basée sur l'utilisation, une allégation d'utilisation, ou une modification apportée à une marque enregistrée.

h) Droit d'auteur

184. La disponibilité croissante de documents numérisés en ligne a entraîné de nombreux contentieux ayant des conséquences importantes pour le secteur de l'édition, y compris les détenteurs de droits d'auteur étrangers. Des associations d'éditeurs et d'artistes ont intenté différentes actions en justice contre Google, Inc. pour violation du droit d'auteur concernant le projet Google Book Search, une initiative visant à numériser des livres de bibliothèques et à les rendre consultables sur Internet. Une proposition de règlement à l'amiable a suscité un débat international sur la manière de faciliter l'accès aux œuvres orphelines, ainsi que sur la compatibilité de ce règlement à l'amiable avec la législation internationale sur le droit d'auteur, car les modalités du règlement à l'amiable auraient porté atteinte aux droits des détenteurs de droits du monde entier. En mars 2011, la Cour fédérale du district sud de New York a rejeté la proposition d'accord amiable, invoquant, entre autres choses, des préoccupations à l'égard de la législation sur le droit d'auteur, de la législation antitrust et du droit international, ainsi que de l'adéquation de la représentation collective.²²³ On craignait en particulier que le règlement ne décharge Google de futures atteintes n'ayant pas été visées par les allégations des actions en justice qui selon la Cour devraient être laissées au corps législatif, et force les détenteurs de droits à se retirer de l'accord amiable s'ils ne voulaient pas être visés.

185. Suite au rejet du règlement par la Cour, l'Authors Guild a déposé son quatrième recours collectif modifié en octobre 2011, et en novembre 2011 l'American Society of Media Photographers et d'autres plaignants ont déposé leur premier recours collectif modifié contre Google, Inc. Les membres de l'Authors Guild ont ensuite présenté une requête pour être déclarés comme groupe, aux fins d'engager une procédure judiciaire contre Google, Inc. en tant que groupe, et d'être demandeur aux côtés de l'Authors Guild en tant que codemandeurs. Google, Inc. a présenté une requête afin de faire révoquer les associations de demandeurs dans les deux affaires et d'obliger les membres individuels à participer à la procédure à titre individuel. En mai 2012, le juge a émis un avis unique sur les deux requêtes²²⁴, accordant le statut de recours collectif aux membres individuels de l'Authors Guild et rejetant la requête de Google visant à retirer aux associations de demandeurs le statut de demandeurs principaux dans la nouvelle affaire soumise par l'Authors Guild et l'affaire soumise par plusieurs associations, y compris les suivantes: American society of Media Photographers, Graphic

²²³ Authors Guild c. Google, Inc., 770 F. Supp. 2d 666 (S.D.N.Y. 2011).

²²⁴ Authors Guild, *et al.*, v. Google, Inc. American Society of Media Photographers, *et al.*, v. Google, Inc., no. 05 Civ. 9136, 10 Civ. 2977 (S.D.N.Y. 31 mai 2012).

Artists Guild, Picture Archive Council of America, North American Nature Photography Association et Professional Photographers of America.

186. Le 18 janvier 2012, dans l'affaire *Golan v. Holder*²²⁵, la Cour suprême a confirmé la constitutionnalité (en vertu de la clause relative au droit d'auteur) du rétablissement de la protection du droit d'auteur pour les œuvres étrangères précédemment tombées dans le domaine public, à travers l'application de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay (contenant des dispositions sur la mise en œuvre des obligations des États-Unis au titre de l'Accord sur les ADPIC).

187. Le Congrès a demandé à l'Office du droit d'auteur de mener différentes études, dont trois qu'il convient de mentionner particulièrement. Premièrement, en vue d'examiner la portée de la protection fédérale en matière d'enregistrements, et sur demande du Congrès, l'Office du droit d'auteur a entrepris une étude sur "l'opportunité et les moyens de faire relever les enregistrements sonores fixés avant le 15 février 1972 de la compétence de la juridiction fédérale"; ces enregistrements sont actuellement "protégés au niveau des États par une myriade de lois de droit législatif, coutumier et jurisprudentiel depuis la date de leur création jusqu'en 2067".²²⁶ Son rapport recommandait que les conditions relatives à la protection des enregistrements sonores fixés avant le 15 février 1972 soit de 95 années à compter de la publication ou, si l'œuvre n'a pas été publiée avant la date effective de la législation fédéralisant la protection, de 120 années à compter de la fixation. Cette protection ne se prolongerait pas au-delà de 2067, et pour les enregistrements concernés dont le délai de protection aurait expiré avant 2067, la protection pourrait être prolongée si l'enregistrement a été mis à disposition du public à un prix raisonnable. Au moment de la rédaction du présent document, cette recommandation n'avait pas été transformée en législation.

188. Deuxièmement, une étude intitulée "La Loi sur l'extension de la télévision par satellite et le renforcement du caractère local (STELA)" a été établie par l'Office du droit d'auteur et présentée au Congrès le 29 août 2012.²²⁷ Tel que le prescrit le Congrès à l'article 302 de la Loi 2010 sur l'extension de la télévision par satellite et le renforcement du caractère local²²⁸, le rapport envisage l'abrogation des dispositions relatives à la concession de licences obligatoires des articles 111, 119 et 122 de la Loi sur le droit d'auteur, qui régissent actuellement la retransmission de signaux de radiodiffusion éloignés et locaux par les câblodistributeurs et les fournisseurs de services par satellite. Le rapport fait des recommandations en vue d'engager et mettre en œuvre une telle abrogation de façon responsable et selon un calendrier raisonnable, et étudie les méthodes et mécanismes possibles pour l'éventuelle suppression progressive de ces licences. Troisièmement, le 31 octobre 2011, l'Office a publié le document "Legal Issues in Mass Digitization: A Preliminary Analysis and Discussion Document" ("Questions juridiques relatives à la numérisation de masse: document d'analyse préliminaire et de travail") sur les problèmes qui se posent à l'intersection du droit d'auteur et de la numérisation massive

²²⁵ 565 U. S. ____, 132 S. Ct. 873 (2012).

²²⁶ *Federal Register*, "Protection of Sound Recordings Fixed Before February 15, 1972", vol. 75, n° 212, 3 novembre 2010. Pour le docket de cette étude, y compris les observations du public, les documents connexes et le rapport final publié le 28 décembre 2011, une étude de l'Office du droit d'auteur des États-Unis sur l'opportunité et les moyens de faire relever les enregistrements sonores fixés avant le 15 février 1972 de la compétence de la juridiction fédérale (renseignements en ligne de l'Office du droit d'auteur des États-Unis, "A Study on the Desirability of and Means for Bringing Sound Recordings Fixed Before February 15, 1972, Under Federal Jurisdiction", voir: <http://www.copyright.gov/docs/sound/>).

²²⁷ Pour le texte du rapport de l'Office du droit d'auteur sur STELA (ou parfois "Section 302 Report") voir Office du droit d'auteur des États-Unis (2011a).

²²⁸ Voir Public Law III-175, 124 Stat. 1218 (2010).

de livres.²²⁹ L'objectif de ce document de travail est de faciliter des discussions approfondies entre les parties concernées et le public (telles que des initiatives volontaires et/ou des options législatives) et d'identifier les questions à considérer afin d'arrêter une politique appropriée pour la numérisation massive de livres.

i) Moyens de faire respecter les droits

189. Plusieurs initiatives visant à améliorer la coordination et l'efficacité des mécanismes nationaux pour faire respecter les DPI ont évolué au cours de la période d'examen. Au vu de la nécessité d'une coordination plus efficace et d'une base d'information plus complète pour faire respecter les DPI, la Loi PRO-IP de 2008 (Prioritizing Resources and Organization for Intellectual Property Act) a créé un nouveau poste de Coordonnateur des moyens de faire respecter la propriété intellectuelle (IPEC). Ce poste a été pourvu suite à la confirmation du Sénat en 2009. En vertu de la Loi PRO-IP, l'IPEC devait coordonner l'élaboration d'un plan stratégique conjoint contre la contrefaçon et les atteintes aux DPI. Le plan a été publié en 2010 et il contenait 33 mesures stratégiques, réparties en six catégories: i) montrer l'exemple; ii) accroître la transparence; iii) garantir l'efficacité et la coordination; iv) veiller au respect des droits au niveau international; v) sécuriser la chaîne d'approvisionnement; et vi) développer une gouvernance fondée sur les données.

190. En juin 2012, lors du deuxième anniversaire du Plan stratégique conjoint sur les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle, l'IPEC a fait rapport sur les progrès réalisés dans le cadre du plan²³⁰, mettant en exergue une augmentation des activités de défense des droits entre 2009 et 2011, les saisies opérées par les douanes durant cette période ayant augmenté de 67% pour atteindre 24 792, avec notamment une progression de 183% pour les marchandises de contrefaçon mettant en jeu la sécurité du consommateur et les technologies critiques, et une augmentation de près de 600% pour les produits pharmaceutiques de contrefaçon. Le rapport a souligné l'effet considérable des approches volontaires pour lutter contre les infractions commises en ligne, telles que les accords volontaires de mise en quarantaine des sites impliqués dans des activités de contrefaçon et de piratage par le biais d'une coopération avec des sociétés de cartes de crédit, des unités d'enregistrement de noms de domaine et des annonceurs publicitaires en ligne. Parmi les recommandations législatives formulées dans le White Paper on Intellectual Property Enforcement (Livre blanc sur les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle) de 2011, deux sont entrées en vigueur dans le cadre de la Loi d'autorisation de défense nationale de 2012; elles concernent les sanctions prévues pour les marchandises ou services de contrefaçon vendus à l'armée ou destinés à une utilisation militaire ou à des fins de sécurité nationale, et donnent expressément pouvoir au Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis de partager des informations afin d'aider à déterminer l'authenticité de semi-conducteurs, articles électroniques et autres produits suspectés de contrefaçon. Le rapport a également mis en évidence une efficacité et une coordination interinstitutions accrues; par exemple, durant l'exercice 2010, l'augmentation de 5% des financements consacrés aux moyens de faire respecter les DPI aurait apparemment généré une augmentation de 33% des saisies de marchandises contrefaites et piratées.

²²⁹ Pour le texte de l'Office du droit d'auteur sur la numérisation massive, voir les renseignements en ligne de l'Office du droit d'auteur des États-Unis, "Legal Issues in Mass Digitization: A Preliminary Analysis and Discussion Document". Adresse consultée: <http://www.copyright.gov/docs/massdigitization/>; et pour le rapport complet, voir U.S. Copyright Office (2011b).

²³⁰ Maison Blanche (2012a).

191. Les enquêtes menées au titre de l'article 337 par la Commission du commerce international des États-Unis pourraient entraîner des arrêtés d'interdiction donnant instruction aux douanes des États-Unis d'empêcher les importations portant atteinte aux DPI d'entrer sur leur territoire. Au cours de la période considérée, la Commission a réalisé une enquête sur l'efficacité des arrêtés d'interdiction. Ses résultats montraient qu'il y avait encore beaucoup à faire: 39% des répondants pensaient que les marchandises portant atteinte aux DPI visées par un arrêté d'interdiction n'avaient pas été importées depuis la publication dudit arrêté, contre 35% dans une enquête similaire de 2005; le pourcentage de ceux qui pensaient que des marchandises portant atteinte aux DPI avait été importées depuis était passé de 48% à 51%.

192. Disposer de moyens efficaces de faire respecter les DPI à l'étranger demeure une priorité pour les autorités américaines. La Stratégie conjointe comprenait l'objectif de travailler collectivement pour renforcer les moyens de faire respecter les DPI au niveau international, y compris: i) en luttant contre les sites Web basés à l'étranger et contrôlés depuis l'étranger qui portent atteinte aux DPI américains, ce qui constitue "un problème croissant qui nuit (...) à la sécurité nationale, en particulier (...) à la sécurité économique nationale"; ii) en améliorant la coopération pour le respect des DPI à l'étranger afin de lutter contre le piratage et la contrefaçon; iii) en encourageant le respect des DPI américains par le biais des instruments de politique commerciale, y compris des discussions commerciales et la résolution de problèmes au niveau bilatéral, en communiquant clairement les préoccupations des États-Unis grâce à des rapports comme le rapport au titre de l'article spécial 301, en amenant les partenaires commerciaux à protéger les DPI américains par le biais d'accords commerciaux comme l'ACTA et l'Accord stratégique transpacifique de partenariat économique, et, si nécessaire, en faisant valoir les droits par le biais du processus de règlement des différends. La politique adoptée consiste à déployer ces efforts de manière à concilier la législation des États-Unis et les traditions juridiques de leurs partenaires commerciaux.²³¹

193. Dans le rapport publié par l'IPEC à l'occasion du deuxième anniversaire de son entrée en fonctions, il est indiqué que des fonctionnaires de haut niveau avaient à maintes reprises demandé aux partenaires commerciaux étrangers d'améliorer le respect des DPI, et que dans le Communiqué des dirigeants des pays du G-8 sur l'économie mondiale publié en mai 2012²³² était affirmée "l'importance qu'il y a à établir des normes élevées pour la protection et le respect des DPI, y compris grâce à des instruments juridiques internationaux et des accords d'assistance mutuelle, ainsi que par le biais des processus de passation de marchés publics, de codes volontaires des meilleures pratiques du secteur privé, et d'une meilleure coopération douanière, tout en favorisant la libre circulation de l'information". Dans ce communiqué, les dirigeants se sont aussi engagés, au nom de la santé publique et de la sécurité des consommateurs à échanger, conformément à leur législation nationale, des renseignements sur les sites illicites de vente de médicaments et à partager les meilleures pratiques de lutte contre les produits médicaux contrefaits.

194. Les États-Unis et sept autres Membres de l'OMC ont signé l'Accord commercial anticontrefaçon (ACTA) le 1^{er} octobre 2011.²³³ L'ACTA vise à renforcer le cadre juridique international pour lutter contre la contrefaçon et le piratage à échelle commerciale, en approfondissant la coopération internationale et en améliorant les pratiques en matière de respect des droits. Les autorités américaines estiment que l'ACTA permettra de défendre les emplois des secteurs innovants

²³¹ Maison Blanche (2010).

²³² Communiqué de presse de la Maison Blanche, "Statement by G-8 Leaders on the Global Economy", 19 mai 2012. Adresse consultée: "<http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/05/19/statement-g-8-leaders-global-economy>".

²³³ L'ACTA a été signé à Tokyo par l'Australie, le Canada, la Corée (Rép. de), les États-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande, le Maroc, et Singapour.

et créatifs contre le vol de PI.²³⁴ Elles ont fait observer que l'ACTA est compatible avec les lois américaines existantes et qu'il ne nécessite pas la promulgation d'une législation de mise en œuvre.²³⁵ Le Conseil des ADPIC a examiné l'ACTA à certaines de ses récentes réunions, au cours desquelles des Membres ont formulé des questions, des réponses et des vues divergences.²³⁶ Les États-Unis ont indiqué que "des moyens efficaces de faire respecter les DPI étaient essentiels pour assurer la croissance économique dans tous les secteurs d'activité et à l'échelle mondiale".

195. Les rapports au titre de l'article spécial 301²³⁷ publiés par l'USTR en 2011 et 2012 ont continué à suivre l'évolution de la protection de la PI chez les partenaires commerciaux des États-Unis, et ont mentionné l'importance de la protection de la PI pour les emplois et les exportations des États-Unis. Ces deux années, 77 partenaires commerciaux ont fait l'objet d'un examen; 42 (en 2011) et 40 (en 2012) ont été placés sur l'une des listes au titre de l'article spécial 301 (liste des pays à surveiller en priorité, liste des pays à surveiller, ou liste des pays à surveiller au titre de l'article 306). Les domaines les plus préoccupants étaient le piratage du droit d'auteur en ligne, le commerce par Internet de marchandises contrefaites, la protection des données d'essais, l'envoi par des services de courrier ordinaire de marchandises portant atteinte aux DPI, l'envoi séparé d'étiquettes pour les produits contrefaits, la perception des redevances pour l'exécution des œuvres musicales, la protection des secrets commerciaux et le "transfert forcé de technologie", l'utilisation de logiciels illégaux par l'État, et l'enregistrement non autorisé de marques de commerce sous des extensions des noms de domaines de premier niveau qui sont des codes de pays (ccTLD). Le processus au titre de l'article spécial 301 est aussi axé sur des problèmes spécifiques relatifs à des sites Web et des marchés physiques, qui sont jugés particulièrement importants pour les mesures d'exécution. L'USTR identifie ces "marchés notoires" dans les rapports au titre de l'article spécial 301 depuis 2006, mais en 2010 il a annoncé que la Liste des marchés notoires serait publiée séparément afin de sensibiliser davantage le public et de guider les mesures d'exécution liées au commerce. Ces listes de marchés notoires ont été publiées en février et en décembre 2011.²³⁸ Les rapports au titre de l'article spécial 301 ont aussi fait état de tendances positives dans un certain nombre de pays, ont donné un aperçu des activités de la coopération et de renforcement des capacités menées au niveau international concernant les moyens de faire respecter les droits, et ont identifié les meilleures pratiques internationales parmi les partenaires commerciaux.

²³⁴ Renseignements en ligne de l'USTR, "Anti-Counterfeiting Trade Agreement (ACTA)". Adresse consultée: <http://www.ustr.gov/acta> [mai 2012].

²³⁵ Renseignements en ligne de l'USTR, "ACTA: Meeting U.S. Objectives". Adresse consultée: <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/fact-sheets/2011/september/acta-meeting-us-objectives> [mai 2012].

²³⁶ Séries de documents de l'OMC IP/C/M/.

²³⁷ Pour obtenir des précisions sur la procédure, voir USTR (2012a), Annex 1: Statutory Background on Special 301.

²³⁸ USTR (2011).